TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE — Nº 10 445 — 22 PAGES — MERCREDI 30 AOUT 1978

Disparition mystérieuse d'un avion DC-3 acheté par un inconnu à Toulouse

LIRE PAGE 22



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,75 kr.; Espagne, 40 pes.; Grande-Bretagne, 25 p.; Grèce, 25 dr.; Iran, 50 rls.; Italie, 400 L; Liban, 200 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 24 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 85 cts; Yougoslavie, 13 din.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris nº 650572
Tél. : 246-72-23

La «libéralisation» du régime iranien

Un repli tactique

Rien n'est joué à Téhéran, et les opposants au chah — des religieux aux libéraux — ne paraissent guère apaisés par le changement d'équipe décidé sous la pression de la rue. Ce « repli tactique » du pouvoir, qui intervient manifestement trop tard, est davantage interprété comme un encouragement à la dissidence que comme un gage de bonne volonté. On en veut pour preuve l'extraordinaire effervescence qui s'est emparée depuis quarante-huit heures — en Iran et parmi les émigrés — de tous les secteurs de l'opposition. Groupes, partis, *personnalités, comités divers* : chacun profitant de la brèche ainsi ouverte, se hâte de prendre rang. En deux jours, pas moins de dix-sept partis, d'inégale importance, sont sortis de la clandestinité dans laquelle ils étaient confinés depuis 1963.

Ce remue-ménage et ces « prises de parole » entrecroisées dont toute la presse peut désormais faire mention ont d'ores et déjà créé une atmosphère de fièvre dans la capitale iranienne. La classe politique tout entière paraît engagée dans une course de vitesse pour récupérer les premiers bénéfices d'une révolte née pourtant en dehors d'elle. Quant aux divers clans et factions qui s'agitent dans l'entourage du palais, ils s'efforcent eux aussi, au prix de mille manigances, de s'adapter à la « nouvelle donne ».

Sur le fond, on peut certes observer — et les opposants ne s'en privent pas — que les concessions faites par le nouveau gouvernement ne vont pas très loin. Ni amnistie générale, ni dissolution de la sinistre Savak, ni même véritable relève d'équipe : si les temps changent à Téhéran, ce n'est pas encore le « printemps iranien ». Le chah, manifestement, ne désespère pas en jetant du lest de pouvoir ainsi reprendre progressivement le contrôle de la situation. Si elles sont modestes dans leurs conséquences pratiques, toutes les concessions faites par le régime ont pourtant un caractère hautement symbolique qu'on aurait tort de sous-estimer.

La révérence soudaine du pouvoir pour l'islam — dont on dénonçait hier encore le fanatisme — est spectaculaire venant après tant d'années de «rêve américain» et de dédain affiché pour l'« obscurantisme religieux ». La disparition du Rastakhiz — le parti unique créé par le chah, — dont on reconnaît officiellement la déconfiture, signifie que le régime renonce à ces tentatives répétées pour s'enraciner artificiellement dans la population. De même, les mesures de moralisation frappant les casinos et les «lieux de plaisir» touchent directement les affairistes, qui prolifèrent au sein même de la famille impériale. Dans un pays où l'autorité impériale n'allait jamais sans ostentation ni arrogance, ces reculades sont significatives. Qu'il l'admette ou non, le chah est bel et bien entré dans une nouvelle phase de son règne et devra s'habituer, pour la première fois depuis vingt-cinq années, à partager réellement son autorité.

Cette «libéralisation» calculée suffira-t-elle à sauver l'essentiel, c'est-à-dire la monarchie ? Fournira-t-elle au contraire aux diverses oppositions les moyens d'aller de l'avant pour obtenir coûte que coûte ce que les leaders religieux n'ont jamais cessé de réclamer : le départ du chah ? Les protagonistes iraniens eux-mêmes, vaguement surpris par leurs propres succès, paraissent aujourd'hui hésiter. Nul doute que les prochains jours « compteront double » dans le destin de Mohamed Reza Pahlavi, alors que l'histoire incline au scepticisme quant aux chances de reconversion «libérale» des dictatures.

LA CHINE S'APPRÊTE A CONTRACTER UN EMPRUNT AUPRÈS D'UNE BANQUE JAPONAISE

(Lire nos informations page 20.)

L'opposition reste sceptique devant les concessions du nouveau gouvernement

M. Hua Kuo-feng à Téhéran

Les tentatives du nouveau gouvernement iranien pour désamorcer le mouvement de révolte qui secoue le pays depuis huit mois ne paraissent pas rencontrer un accueil très favorable dans les milieux d'opposition. Ceux-ci manifestent plutôt leur déception après l'entrée en fonctions de M. Djaafar Charif Emami, nouveau premier ministre, et critiquent déjà l'insuffisance des concessions faites.

L'effervescence créée à Téhéran par de nombreux partis d'opposition qui sortent subitement de la clandestinité sera sans doute reléguée au second plan ce mardi 29 août par l'arrivée en début d'après-midi dans la capitale iranienne, du président du parti communiste chinois, M. Hua Kuo-feng. Celui-ci, qui vient de passer près de deux semaines en Roumanie et en Yougoslavie, séjournera quatre jours dans la capitale iranienne. Pékin manifeste ainsi ostensiblement son soutien au régime iranien, en qui les Chinois voient un rempart contre l'influence soviétique dans la région.

De notre envoyé spécial

Téhéran. — «*Maintenant nous attendons des actes*» : tel est l'essentiel des déclarations des dirigeants politiques de l'opposition, qui se multiplient dans les organes de presse depuis la formation du nouveau gouvernement présidé par M. Charif Emami. Les photographies de ces personnalités, qui jusqu'à présent «n'existaient pas», s'étalent maintenant sur toutes les pages des journaux où leurs revendications sont largement reproduites.

«*Pour prouver sa bonne foi, le gouvernement devrait d'abord et avant tout libérer sans condition tous les prisonniers politiques qui ont été poursuivis et jugés à huit clos dans des conditions inhumaines qu'aucune justice ne peut tolérer*», déclarait lundi à Keyhan Mᵉ Matin Daftari, militant connu de l'Association iranienne pour la défense des droits de l'homme et des libertés.

La réponse n'a guère tardé et a fait l'effet d'une douche froide sur tous ceux qui espéraient l'annonce spectaculaire d'une amnistie générale pour les quelque dix mille prisonniers politiques iraniens qui croupissent dans les prisons du pays.

S'entretenant lundi avec les journalistes à l'issue d'une longue réunion du cabinet, M. Charif Emami a rejeté toute idée d'une amnistie générale : «*Après tout*, a-t-il dit, *nous nous trouvons dans un pays organisé et la liberté ne peut en aucun cas être interprétée comme l'autorisation de se livrer à des activités qui mettraient en péril les intérêts nationaux.*»

L'amnistie et la dissolution de la Savak (police politique) sont les deux principales demandes du Front national, parti de l'opposition nationaliste se réclamant de Mossadegh et qui vient de réagir officiellement à la formation du nouveau gouvernement.

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 3.)

Inquiétante Afrique

I. — Des sous ! Des sous !

par GILBERT COMTE

Baptisé non sans excès « *deuxième guerre du Shaba* » dès ses premières escarmouches, le coup de main opéré au printemps par les Katangais contre Kolwezi n'a pas seulement révélé la faiblesse et la désorganisation du Zaïre. Après l'assaut des adversaires, il condamne maintenant l'un des plus riches pays d'Afrique à endurer la tutelle de ses protecteurs, comme s'il n'existe désormais plus de choix pour lui qu'entre le désordre au-dedans, ou la subordination au-dehors.

En accord avec leurs collègues de la Communauté économique européenne, les dirigeants du Fonds monétaire international n'acceptent de fournir d'importantes subventions au général Mobutu qu'à condition de contrôler son budget, ses impôts et ses douanes par l'intermédiaire de leurs propres délégués. A l'époque où les subventions cubaines rajeunissent avec succès la politique de la canonnière, tenue pour caduque par des analystes trop pressés, ces brutales exigences ressuscitent à leur tour quelques méthodes efficaces expérimentées au dix-neuvième siècle, quand la Chine, l'empire ottoman, l'Egypte, impuissants, corrompus, abandonnaient tout à tour leurs recettes fiscales aux créanciers de Paris ou de Londres, et perdaient avec elles les moyens de l'indépendance.

Une différence capitale distingue pourtant les deux périodes. L'assujettissement du Céleste Empire, du khédive Ismaël, de la Sublime Porte débuta quand l'écrasante supériorité des armes encourageait les Occidentaux à toutes les audaces. Celui de Kinshasa se profile non pas au début, mais dix-huit ans après la fin de l'ère coloniale. Fallait-il vraiment posséder au Shaba quelques-unes des plus riches réserves minières du monde, avoir si longtemps rudoyé les Belges au nom d'un nationalisme intraitable, pour finir par endurer les ultimatum d'une technocratie sans visage ?

Au Caire, à Constantinople vers 1876 comme au Zaïre cent ans plus tard, l'effondrement des finances publiques justifie les plus impitoyables injonctions extérieures. Ici et là, des dirigeants locaux incompétents ou *malhonnêtes dilapidèrent les deniers* de l'Etat par insouciance, quand ils ne sombraient pas dans la prévarication. L'énormité de la dette zaïroise épouvante *aujourd'hui* de nombreux intérêts. Ils supportèrent néanmoins très tranquillement son augmentation, aussi *longtemps qu'ils en retirèrent* de substantiels profits. Le désastre menaçant depuis déjà cinq ou six ans. Quel aveuglement incompréhensible empêcha donc tant de doctes experts de le voir, et d'en dénoncer les progrès avant qu'ils deviennent irréparables ?

Cette question à la fois insolite et baroque résume toute la complexité des rapports entre l'Europe et ses anciennes colonies. Le monde occidental subit là les exigences de son système économique au moins autant qu'il les impose. Les austères censeurs du F.M.I., ceux de la C.E.E., se gardèrent de combattre les excès qu'ils dénoncent un peu tard, tout simplement parce que les dividendes qu'en retiraient leurs Etats respectifs interdisaient ce zèle exagéré. Quand la conquête de nouveaux débouchés occupe quotidiennement leurs diplomates, quel ambassadeur freinerait la fringale exportatrice de ses compatriotes ?

Radios, hommes politiques, télévisions, le répètent chaque jour : la prospérité des pays industriels se fonde sur leurs ventes extérieures. Ils ne se formalisent naturellement pas des achats excessifs de leurs partenaires. Ils les stimuleraient plutôt, même si de trop lourdes commandes poussent l'autre moitié du monde à la ruine. Les organisateurs de ces opérations assurent avec une logique trompeuse qu'ils souhaitent aussi conserver des clients solvables. L'expérience des dix dernières années prouve qu'ils ne calculent justement jamais très bien à partir de quel seuil l'abus de dépenses écrase leurs débiteurs sous des charges insupportables. Comme au Zaïre, sévères mises en garde, solennelles remontrances, n'éclatent qu'après la catastrophe, quand l'argent gagné remplit les banques européennes.

Les lois du marché couvrent le stratagème de justifications paradoxalement moralisatrices. «*Si nous n'arrachons pas tous ces contrats, croyez-vous qu'ils n'iront à personne ?* » interroge tel haut personnage dans la majesté de ses fonctions officielles.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

NICE BOY

M. Jacques Médecin, qu'on croyait perdu et qui ne l'était pas, a largement contribué à animer la chronique estivale en déclarant à plusieurs reprises qu'il ne se laisserait déposséder ni de la mairie de Nice ni de son mandat de député des Alpes-Maritimes.

On comprend d'ailleurs qu'en cette période de chômage il soit décidé à garder ses emplois. Mais, si l'on en juge d'après les photos de magazines qui témoignent éloquemment des ravages qu'a opérés sur la côte californienne son charme latin, il n'a finalement rien à craindre d'un revers politique, dans la mesure où il manifeste, d'ores et déjà, tous les dons susceptibles de lui ouvrir la carrière d'un grand séducteur professionnel.

BERNARD CHAPUIS.

Les difficultés économiques et sociales

Forte hausse des prix en juillet : 1,2 %

L'essence et le fuel ne baisseront pas

L'indice des prix de détail calculé par l'I.N.S.E.E. a augmenté de 1,2 % en juillet. Cette très forte hausse s'explique en partie par le relèvement de certains tarifs publics (charbon, R.A.T.P. et surtout essence, fuel, gasoil), et par celui des loyers (+ 2,3 %). *Les prix des produits alimentaires ont augmenté, de leur côté*, de 0,6 %, deux fois plus vite qu'en juin, ceux des produits manufacturés de 1,4 % (1 % en juin), ceux des services de 1,5 % (0,6 % en juin).

En un an la hausse des prix de détail a été de 9,3 % (juillet 1978 comparé à juillet 1977). Elle atteint 6,3 % depuis le début de l'année et 12,5 % en rythme annuel calculé sur les trois derniers mois connus (mai, juin, juillet).

Quoique aucune décision n'ait encore été prise officiellement, il semble à peu près certain que les prix de l'essence (ordinaire et super) ne baisseront pas, non plus que celui du fuel domestique, M. Barre préférant consacrer les économies procurées par la baisse du dollar à des mesures visant à réduire la consommation d'énergie.

Ce que M. Barre appelle «*hausses d'ajustement*» — et qu'il distingue soigneusement des «*hausses inflationnistes*» — aura encore pesé lourd sur l'indice des prix de juillet : de trois dixièmes de point très exactement. C'est dire que sans le relèvement massif des prix de l'essence (25 centimes par litre, soit + 11 %), du fuel (+ 11 %) et du gas-oil (+ 11,7 %) intervenu le 23 juin, sans la hausse du charbon domestique et des tarifs de la R.A.T.P., l'indice de juillet aurait augmenté de 0,9 % au lieu de 1,2 %.

Déjà au cours des derniers mois, le relèvement des tarifs de la S.N.C.F., de l'E.D.F., des Charbonnages, des P.T.T., du tabac et des cigarettes, des timbres, avait nettement accéléré la hausse de l'indice : de 0,4 % en mai (résultat global : 1 %), de 0,3 % en juin (résultat + 0,8 %). C'est dire qu'en trois mois la politique de réajustement des *tarifs pratiquée par M. Barre — qui* à terme vise la vérité des coûts de revient, mais aussi une politique d'énergie chère incitant les Français à économiser dans ce domaine — aura coûté un point d'indice. C'est considérable.

A l'évidence M. Barre, dégagé des échéances électorales qui avaient modéré son action jusqu'en mars 1978, ne se soucie plus guère de l'indice. On en aura une nouvelle preuve dans quelques jours lorsqu'on apprendra que le gouvernement — malgré la baisse du dollar qui rend moins chères nos importations d'énergie — a finalement décidé de ne pas abaisser le prix de l'essence, non plus d'ailleurs que celui du fuel.

C'est une décision cohérente si *l'on estime que la France, qui dépend* pour 75 % de l'étranger pour son approvisionnement énergétique, doit économiser, c'est-à-dire consommer moins.

La décision est peut-être discutable sur le plan psychologique, dans la mesure où l'Etat avait là *une belle occasion de donner* l'exemple aux industriels et aux commerçants, auxquels il reproche si souvent de ne pas répercuter dans les prix de vente aux consommateurs les économies réalisées lorsque baissent les matières premières. C'est à cet aspect psycho*logique des choses que M. Monory*, ministre de l'économie avait été sensible. Mais c'est finalement le point de vue de M. Barre qui a prévalu.

Quoi qu'il en soit l'indice des prix de détail s'est inscrit à 201,3 en juillet contre 198,9 en juin sur la base 100 en 1970. Ce qui signifie — soit dit en passant — que les prix ont tout juste doublé en sept ans et demi.

En juillet 1978, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,6 %, ceux des produits manufacturés de 1,4 %, ceux des services de 1,5 %.

● *Les prix des produits alimentaires* — qui avaient surpris par leur modération depuis deux mois — ont augmenté deux fois plus vite qu'en juin : + 0,6 % au lieu de + 0,3 %. Cette accélération est surtout imputable aux «*corps gras et beurres*», dont la hausse est extrêmement forte : + 2,4 % en un mois.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 19.)

M. Marchais veut parler du chômage à Matignon

Près de deux mille cinq cents personnes, représentant un millier d'entreprises, se sont rassemblées mardi 29 août, à Paris, à l'appel des dirigeants et des élus communistes.

Sous un chapiteau dressé à la porte de Pantin, les ouvriers des entreprises en difficulté — comme Terrin, Sacilor, Boussac, etc., — sont venus apporter leur témoignage, avant que M. Marchais prenne la parole.

Le secrétaire général du parti communiste, qui avait souhaité être reçu par M. Barre, avait l'intention de se rendre à l'hôtel Matignon dans l'après-midi, bien que le premier ministre lui ait indiqué que ce serait M. Boulin, ministre du travail et de la participation, qui le recevrait le 8 septembre rue de Grenelle.

Mille quatre-vingt-treize entreprises françaises sont touchées aujourd'hui par des licenciments : c'est le chiffre avancé par le parti communiste qui a organisé, ce mardi 29 août, sous un immense chapiteau dressé porte de Pantin à Paris, une réunion «avec les travailleurs en lutte pour la défense de l'emploi et de l'outil de travail» en présence de quelque deux mille personnes venues de toutes les régions de France et de plusieurs centaines d'établissements menacés.

Sous une floraison de banderoles protestant toutes contre le chômage, les licenciements, le «*démantèlement*» des usines, la «*braderie*» des industries, et réclamant notamment le maintien des emplois, la possibilité de «*vivre au pays*» et la nationalisation de la sidérurgie et des mines de fer, une vingtaine de délégués ont exposé la situation et ont fait le point des luttes sociales chez Terrin, dans une société de construction d'autoroutes, dans une filature de Sélestat, au centre de tri de P.T.T. Nord, à la Cellulose du Pin, aux chantiers de Saint-Nazaire, etc.

Devant une salle attentive, où l'on remarquait par exemple des ouvriers de Rhône-Poulenc-Textiles, Boussac, Amisol, Cazeneuve, Chaix, etc., M. Georges Marchais, entouré de M. Robert Ballanger, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, et de la plupart des membres du bureau politique du P.C.F. et de nombreux élus communistes, devait prendre la parole.

Le secrétaire général du P.C.F. maintenant son intention de conduire dans l'après-midi une délégation à l'hôtel Matignon et rue de Grenelle, bien que M. Raymond Barre lui ait signifié qu'il ne le recevrait pas et que M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, ait fait savoir qu'il lui accorderait un entretien le 8 septembre.

La C.G.T. avait délégué de nombreux travailleurs à cette réunion de la porte de Pantin, mais elle n'était pas représentée à la tribune officielle.

(Lire nos autres informat. p. 19.)

UZESTE MUSICAL

Lubat dans son village

Quand on ne connaît pas le jazz, il faut commencer par Lubat. Ensuite, on continue, et on peut finir, avec Lubat. Lubat aime les expériences, celles qui sont risquées. Aussi il avance.

On peut commencer par Lubat, car avec lui le jazz ne se fait pas qu'avec des sons — qui sont des pensées, des sensations qui passent par l'oreille, — on y pénètre par l'œil, par le geste, par la couleur des feux, par les pluies pyrotechniques allumées par des musiciens-acteurs-danseurs, artistes fous, « interindisciplinaires », dit Lubat. Ils font curieusement penser à la troupe du Welfare State Theater, qui parcourt la Grande-Bretagne avec des feuilletons étranges et visionnaires. Même sens de la (dé) raison, de la dérision. C'était ça Uzeste, pendant trois jours, 25, 26, 27 août), une fête carnavalesque *capable de se terminer en queue* de poisson, le tout et le néant. Toute fête doit contenir un sentiment de mort...

Bernard Lubat est né à Uzeste, village perdu dans les Landes et les pins, à soixante kilomètres de Bordeaux. Son père tient « l'Estaminet », mais il y a un autre bistrot, plus un boucherie, une place, une poste et des platanes. Trois cent cinquante *habitants*, pas plus : il y en avait mille il y a quelques dizaines d'années. Le village s'est vidé avec l'exode rural, la résine ne se vend plus.

Cela fait un moment, quelques années, paraît-il, que Bernard Lubat pense à un concert à Uzeste, dans ce village où il est né (« par choix », dit le maire), où il a grandi, où il a commencé à apprendre le piano. A cinq ans, il parcourait déjà les bals populaires de Gironde avec l'orchestre de son père.

CATHERINE HUMBLOT.

(Lire la suite page 11.)

Le Monde

idées

RELIGION

Un signe des temps

par TANIA HEIDSIECK et MICHEL LELONG (*)

PARMI les signes des temps, dont il nous faut chercher à percevoir le sens spirituel pour le déchiffrer, celui des mouvements d'émigration unissant de jour en jour plus étroitement le genre humain par les rencontres et les relations qu'il provoque entre les peuples est sans doute un des appels majeurs de notre époque.

Cette réalité, qui contient en elle-même une force motrice d'évolution pour la conscience humaine (dans la diversité des rythmes propres à chacun), nous interpelle aujourd'hui sur sa signification profonde, sans doute providentielle. Elle *est l'occasion, pour les traditions* religieuses, de sortir de leur isolement, d'ouvrir à travers leurs rencontres des voies qui permettent l'élargissement des esprits, de découvrir enfin, par l'enrichissement et l'approfondissement m u t u e l s, quelle source de joies peut être une quête commune de la vérité.

L'espérance du monde — qui est malheureux parce qu'il ne sait où il va — est dans la recherche de la vérité. Or, la vérité de l'homme c'est cette recherche même : son refoulement produit en nous l'incohérence et les divisions. Ouvrir l'accès à la connaissance de la vérité par le difficile apprentissage de l'interrogation partagée, pratiquer l'ascèse du dialogue, c'est l'appel que le concile Vatican II adresse à tous ceux qui croient qu'en Dieu les peuples forment une seule communauté, ont une seule origine, une seule et même fin dernière.

Si nous croyons que tout ce qui vit et pense est un rayon, aussi infime soit-il, de la vérité qui doit illuminer tous les hommes ; si nous *croyons que chaque personne humaine* est un reflet de Dieu « lumière du monde » manifestant la richesse de sa création, si nous croyons enfin que Dieu a parlé aux hommes au cours de l'histoire et au sein des peuples qui la façonnent, ne devons-nous pas l'écouter, chercher sa face à travers la multiplicité des visages créés à son image et à sa ressemblance ?

Contempler Dieu à travers sa création, découvrir son visage à travers celui de nos frères, est une exigence pour tout croyant voulant faire humblement œuvre de vérité. *Mais ce doit être avant tout un désir.* Car le désir, qui est le moteur de nos actes, est plus grand que tout vouloir. Il *est ce qui dément en chacun l'acceptation de limites.*

Un voie exigeante

Nous savons bien, au fond, que le bonheur est ordonné à la nature du désir qui en est la mesure même. Le Christ le savait aussi, lui *qui a fait des béatitudes la charte* du bonheur pour tous les hommes et pour lui-même, charte qui se résume en cette béatitude intérieure d'où n'est pas exclue la souffrance.

Ces nouveaux signes des temps, les croyants sauront-ils ensemble les déchiffrer ? Les penseurs, pasteurs et docteurs des diverses familles spirituelles sauront-ils enfin — sans rien renier de leur foi — sortir des limites trop étroites d'un confessionnalisme crispé ? Sauront-ils échapper à la tentation des triomphalismes, toujours prêts à renaître, fusse sous des formes subtiles et modernisées ? Sauront-ils enfin s'engager dans la voie exigeante et libératrice de l'émulation spirituelle ? *Bien loin de se confondre avec un* trop facile syncrétisme, cette recherche serait grâce de purification et elle permettrait à chacun d'approfondir sa fidélité.

Notre pays et sa capitale sont un extraordinaire carrefour de peuples et de cultures. Ne laissons pas se perdre une telle chance et de telles possibilités. Le temps est venu d'accueillir, de confronter, de partager la richesse de ces différences, pour découvrir à travers elles — et au-delà d'elles — le don que Dieu nous fait.

(*) Respectivement pianiste-concertiste et prêtre.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article de Maurice Le Lannou intitulé « Pays et monuments », paru à la page « idées » de notre numéro daté du 24 août, une *coquille brève mais décisive* a retourné le sens d'une citation. M. Michel Sivignon, l'auteur du guide bleu *la Grèce sans monuments*, que présentait notre chroniqueur, écrivait qu'il souhaitait « faire des monuments *nos* contemporains, et non pas « faire des monuments *non* contemporains ».

RÉPLIQUES A...

...Gabriel Matzneff

C'EST toujours avec beaucoup d'intérêt que je lis les chroniques données au *Monde* par Gabriel Matzneff. Il me plaît que, seul orthodoxe à collaborer très régulièrement à votre journal, cavalier solitaire, il s'efforce de porter haut et droit, comme le « cornette » de Rilke, le drapeau de notre Eglise. C'est une grande responsabilité. J'ai été d'autant plus peinée en lisant sa chronique « Labourer la mer » (*le Monde* du 12 août).

Agacé par l'exploitation télé-radio-journalistique de l'événement de la mort du pape Paul VI, il y exécute allégrement, d'un trait de plume, l'ensemble du mouvement œcuménique. Emboîtant le pas à un anti-œcuménisme qui me paraît un peu simpliste (mais je veux croire qu'il ne s'agit chez lui que d'un mouvement d'humeur), il semble exhorter les orthodoxes à se retirer dans leur tour d'ivoire, sans doute pour y contempler leur nombril !

Qu'il y ait du verbiage stérile dans certaines réunions œcuméniques ne saurait être nié. Cependant, continuant avec d'autres orthodoxes dont certains sont des théologiens éminents ou des spirituels authentiques, de participer à ce dialogue aujourd'hui décrié, je puis témoigner qu'il est aussi le lieu de rencontres authentiques et profondes. Si, comme l'ont dit les pères hésychastes — et Gabriel Matzneff nous le rappelle — « le silence est le mystère du siècle à venir », notre foi orthodoxe nous commande aussi d'écouter avec respect toute parole sincère, car elle s'enracine dans le verbe unique.

L'œcuménisme n'est un tonneau des Danaïdes que pour ceux qui ne veulent pas entendre ce que l'esprit dit aux Eglises. Pour ma part, je regrette que certains orthodoxes — mais ils ne sont pas l'Eglise — cèdent à la tentation d'un triomphalisme que dément l'étalage de nos faiblesses et de nos divisions. Je demande plus d'humilité.

A Joseph de Volokh, persécuteur des hérétiques dans la Russie du seizième siècle, je préfère S. Nil Sorski qui recommande aux « silencieux » de les accueillir avec miséricorde, dans la fidélité sans compromis au message évangélique, en laissant au Seigneur — qui seul en a le pouvoir — le soin de convertir leurs cœurs (1). Orthodoxes, ne nous considérons pas pour cela comme des petits bourgeois *possesseurs* de la vérité (comme de leur pavillon de banlieue), mais espérons être illuminés par elle dans la mesure où, par l'esprit nous demeurerons dans l'Eglise, c'est-à-dire dans l'amour qui est ouverture ontologique à l'autre et aux autres.

Le concept qualitatif

Gabriel Matzneff rappelle que la vérité catholique n'est pas nécessairement une vérité admise par la majorité. Le concept de catholicité *qualitative* — par opposition à une catholicité purement *quantitative* ou géographique — a été mis en lumière autour des années 1950-1960 par d'éminents théologiens orthodoxes tels que Vladimir Lossky et le Père Nicolas Atanassieff. Or tous les deux ont été des partenaires actifs dans le dialogue œcuménique à une période où cela n'allait pas toujours de soi.

Je me souviens d'une conversation avec V. Lossky, alors que le patriarcat de Moscou venait de publier une sérieuse mise en garde contre toute participation *orthodoxe* au *mouvement œcuménique*. C'était en 1948 ou en 1949. Lui, si fidèle fils de son Eglise, me dit : « Et ils auront beau crier : je continuerai d'y participer. » Du reste, il n'est plus question aujourd'hui pour la hiérarchie orthodoxe (que son siège soit à Constantinople, à Moscou ou à New-York) d'excommunier l'œcuménisme mais seulement de prévenir contre son mauvais usage ou des méthodes jugées irrecevables.

Tel est le sens de l'encyclique du synode des évêques de l'Eglise orthodoxe en Amérique citée par Matzneff. Encore faut-il souligner que ce synode (contrairement à ce que pourrait faire croire son nom) ne représente qu'une partie certes dynamique mais minoritaire, par rapport à l'ensemble des évêques et fidèles orthodoxes résidant sur ce continent.

ELISABETH BEHR-SIGEL (orthodoxe).
Chargée de cours à l'Institut supérieur d'études œcuméniques de l'Institut catholique de Paris.

(1) Voir sur Nil le beau livre de G. Maloney, édité conjointement par la fraternité orthodoxe et les moines cisterciens de Bellefontaine.

...Nicolas Saudray

M. SAUDRAY, dans son article « La bande à Jésus » (*le Monde* du 19 août), nous parle de l'impossibilité de réaliser une société chrétienne dans le monde actuel. Il pense que ce qui était possible avec l'islam et le monde de l'Ancien Testament ne l'est pas, pour nous, selon le message apporté par Jésus-Christ. En quoi cela n'est-il pas possible ?

Il me semble que M. Saudray ait confondu Dieu et la société, dans les paraboles qu'il cite en exemples. Dans la parabole de l'enfant prodigue, il voit la société en la personne du Père. Or ne s'agit-il pas de Dieu lui-même dans cette image ?

Ensuite, M. Saudray a vu, dans la parabole de l'ouvrier de la onzième heure, l'employeur donnant « de l'avancement » à l'ouvrier arrivant en retard. N'est-ce pas de Dieu même dont il s'agit en cette image de l'employeur ? C'est Lui qui, là encore, accueille le mauvais « ouvrier », afin que celui-ci puisse devenir le meilleur de l'équipe.

Est-il impossible à une société actuelle de ne pas se sentir concernée par le message du Christ ? L'un des points essentiels de ce message n'est-il pas inclus en ce commandement : « Aimez votre prochain » ? Vivre en chrétien, et non prétendu tel, cela implique de mettre sa vie en concordance avec son idéal, c'est triompher de sa cupidité, de ses égoïsmes de tous ordres, c'est aller vers l'autre, vers les autres, en essayant de mieux les comprendre, en faisant un effort pour être mieux compris. Ce message de *fraternité humaine*, l'Evangile *nous le donne* pleinement. A nous de mieux comprendre la Parole afin d'en tirer enseignement.

Ce véritable christianisme ne pourrait-il apporter au monde la solidité et l'harmonie ?

Mme MORONVAL
(Vanves).

∴

« UNE société chrétienne est-elle possible ? » Mais d'abord, qu'est-ce qu'une société ? S'il s'agit de ce monstre qu'est l'Etat moderne, alors, certes, aucun Etat ne peut être chrétien, et de ce point de vue le pape (comme tout évêque), *pour être chrétien*, se doit d'être non pas chef d'Etat, mais chef d'Eglise.

S'il s'agit de cet agglomérat d'intérêts qu'on nomme démocratie, alors, certes, aucune démocratie ne peut être chrétienne et, de ce point de vue, le pape (comme tout évêque), pour être chrétien, se doit d'être non pas leader d'une majorité, mais rassembleur de tous les chrétiens.

S'il s'agit de cette folie collective qu'est la nation, alors, certes, aucune nation ne peut être chrétienne et, de ce point de vue, le pape (comme tout évêque), pour être chrétien, se doit de n'être pas au seul service de son diocèse et de son pays, mais au service de toutes les Eglises.

Pourquoi donc, quand nous *pensons « société », nous laissons*-nous toujours piéger par ces caricatures de sociétés que sont l'Etat, la nation, la majorité ? Pourquoi ne v o y o n s - n o u s de société que lorsque les individus se comptent par millions ? N'y a-t-il pas déjà société lorsqu'une femme aime un homme et le reçoit pour son époux, lorsque l'une et l'autre font accueil à l'enfant, signe et témoin de leur union ? Ne sont-ce pas des sociétés, ces communautés rurales à la façon de l'Arche, qui commencent de naître à la frange de l'Eglise, et qui en seront bientôt la pointe, comme le furent en leur temps tous les grands ordres, qui défrichèrent l'Europe au Moyen Age ? L'Eglise, enfin, rassemblement de communautés diverses, mais partageant la même foi en Jésus-Christ, n'est-elle pas le peuple de Dieu, c'est-à-dire tout simplement une société ?

Il est vrai que depuis Constantin cette société qu'est l'Eglise s'est *souvent distinguée par l'emploi* de moyens de survie fort peu chrétiens, mettant d'ailleurs ainsi en cause sa raison d'être. Mais ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain : n'abandonnons pas le principe de l'enracinement humain de l'Eglise au nom des abus qui en ont été faits. Il y a un danger aussi grave que le césaro-papisme, c'est celui de reléguer l'Eglise *dans le « spirituel »* (les fameux « oignons » de l'amiral de Joybert), et de lui demander de se contenter de prêcher une religion désincarnée.

BERTRAND BOUSQUET,
séminariste de Paris,
auteur de Paradoxologie
(Editions Caractères).

FEUILLETON 44 — 30 AOUT 1978

ADIEU CALIFORNIE

par Alistair MacLean

Le sergent de police Ryder a à peu près deviné les desseins du terroriste Morro, qui menace de rayer la Californie de la carte par l'explosion de dix bombes H. Il a localisé le repaire du tueur et, grâce à son fils Jeff, élaboré un plan rocambolesque pour y parvenir sans que Morro, se sentant pris, fasse tout sauter, et, en particulier, la femme et la fille de Ryder, qui sont détenues en otage.

A 10 heures, exactement, le président apparut sur tous les écrans du pays : même le premier alunissage, en 1969, n'avait pas réuni autant de monde devant les téléviseurs.

Il avait avec lui dans le studio quatre hommes, qu'il présenta comme *son chef d'état-major*, le secrétaire d'Etat, le secrétaire à la Défense et le secrétaire au Trésor, présentations superflues car tous ces messieurs étaient connus aussi bien nationalement qu'internationalement. Muldoon, le secrétaire au Trésor, attira aussitôt l'attention de tous, car la télévision en couleurs le montrait tel qu'il était, c'est-à-dire sous les traits d'un homme très malade. Son visage était couleur de cendre et presque hagard, ce qui était étonnant, car, sans être très grand, il était extrêmement corpulent, et on s'attend à voir une face rubiconde à un homme de cet embonpoint. Lorsqu'il était assis, son estomac semblait reposer sur ses genoux, et le bruit courait qu'il pesait 150 kilos, mais son poids importait peu : la chose remarquable n'était pas qu'il eût eu trois crises cardiaques, mais qu'il eût survécu.

« *Citoyens des Etats-Unis !* dit le président d'une voix profonde qui tremblait, non pas de peur, mais d'une fureur outragée qu'il n'essayait pas de cacher. *Vous êtes tous informés du grand malheur qui a frappé ou qui est sur le point de frapper notre cher Etat de Californie. Bien que le gouvernement des Etats-Unis ne soit jamais disposé à céder à la contrainte, à la menace ou au chantage, il est évident qu'il nous faut employer tous les moyens qui se trouvent en notre pouvoir — et dans le plus grand pays du monde, les ressources sont presque infinies — pour éviter l'holocauste qui est sur le point de frapper l'ouest de notre nation.* »

Même aux moments de tension intense, un président est incapable d'employer un autre langage que le langage présidentiel.

« *J'espère que le misérable architecte de ce plan monstrueux est en train de m'écouter ; car, en dépit des plus grands efforts, et ils ont été immenses et infatigables, de centaines de nos meilleurs serviteurs de la loi, les coordonnées de ce criminel demeurent encore secrètes, et je ne connais aucun autre moyen d'entrer en contact avec lui. Mais je suis certain, Morro, que vous êtes en train de regarder ou d'écouter. Je sais que je ne suis pas en situation de négocier avec vous ni en mesure de vous menacer* — à ce moment, la voix du président s'étrangla bizarrement et il fut obligé d'avaler plusieurs gorgées d'eau pour se remettre, — *car vous semblez être un criminel sans pitié, dépourvu de la moindre trace de scrupule humanitaire.*

» *Mais je suggère qu'il pourrait être de l'intérêt de chacun de nous de parvenir à un arrangement satisfaisant pour l'un et pour l'autre, si les quatre principales personnalités de mon gouvernement, ici présentes, et moi-même nous pouvions discuter avec vous et essayer de trouver une solution à ce problème sans précédent. Bien que ce soit à contrecœur, bien que cela soit contraire à tous les principes qui me sont chers, et qui le sont à tous les citoyens de cette grande nation, je suggère que nous nous rencontrions en quelque lieu et à quelque moment qui vous convienne, sous n'importe quelle condition qu'il vous plaira, et le plus rapidement possible.* »

Le président aurait aimé en dire davantage, recourir à des termes d'un patriotisme vibrant, qui n'auraient d'ailleurs abusé que les citoyens d'une arriération m e n t a l e inguérissable. Mais, en fait, il avait dit tout ce qu'il lui fallait dire.

∴

A « Adlerheim », Dubois — si impassible et insensible d'habitude — essuyait ses larmes : des larmes de rire, bien entendu.

« Jamais disposé à céder à la contrainte, à la menace ou au chantage ! Pas en situation de négocier avec nous ! Un arrangement satisfaisant pour l'un et pour l'autre ! 5 milliards de dollars pour commencer, peut-être ? Et ensuite, bien sûr, nous mettons à exécution notre plan initial ! »

Il remplit deux nouveaux verres de Glenlivet et en tendit un à Morro. Celui-ci en but quelques gorgées. Il souriait lui aussi, mais sa voix avait une intonation presque respectueuse :

« Il nous faut camoufler l'hélicoptère, pensez-y, Abraham, cher ami. Le rêve de ma vie entière se réalise : l'Amérique est sur les genoux. »

Il sirota encore un peu de whisky, puis, de sa main libre, attrapa le micro du magnétophone et commença à dicter un message.

Barrow dit, sans s'adresser à personne en particulier :

« J'ai toujours prétendu que pour être un bon politicien il faut être un bon acteur. Mais, pour être président, il importe d'être un acteur de premier ordre. Tâchons d'obtenir un assouplissement des règles de l'Académie du cinéma : cet homme mérite un oscar. »

A 11 heures, la télévision et la radio annoncèrent qu'un nouveau message de Morro serait diffusé une heure plus tard.

A minuit, effectivement, on entendit à nouveau Morro sur les ondes. Il essayait de s'exprimer avec son calme et son autorité habituels, mais l'intonation de sa voix dénotait le triomphe d'un homme qui a le monde à ses pieds. Le message était d'une brièveté singulière :

« *Je m'adresse au président des Etats-Unis. Nous* — ce « nous » résonnait davantage comme le pronom des souverains que comme celui des journalistes — *accédons à sa requête. Les conditions de la rencontre, qui seront entièrement imposées par nous, seront annoncées demain matin. Nous verrons ce qui peut être réalisé quand deux hommes raisonnables se rencontrent et discutent l'un avec l'autre.* »

Morro paraissait se rendre parfaitement compte de son incroyable effronterie. Il poursuivit d'une voix sinistre :

« *La perspective de cette rencontre n'affecte en rien mon intention de faire exploser demain matin la bombe à l'hydrogène qui se trouve dans l'océan. Tout le monde, y compris vous, monsieur le Président, doit être convaincu, sans qu'il subsiste le moindre doute, que je détiens le pouvoir indiscutable de tenir mes promesses.*

» *Et, à propos de mes promesses, je dois vous dire que les engins que j'ai toujours l'intention de faire exploser dans la nuit de samedi produiront une série d'énormes tremblements de terre, dont l'effet cataclysmique dépassera celui de n'importe quelle catastrophe naturelle dont l'histoire ait enregistré la marque. C'est tout.* »

« Eh bien, dit Barrow, le diable vous emporte, Ryder, vous aviez raison une fois de plus... Au sujet des tremblements de terre, je veux dire.

— Au point où nous en sommes, fit remarquer doucement Ryder, cela semble avoir peu d'importance. »

A minuit un quart, ils furent informés par la Commission de l'énergie atomique que la bombe à l'hydrogène, dont le nom codé était « Tante Sally » et qu'avaient conçue en commun les professeurs Burnett et Aachen, avait un diamètre de 12 centimètres.

Cela ne paraissait plus avoir d'importance du tout.

∴

A 8 heures, le lendemain matin, Morro reprit contact avec un monde tout à la fois anxieux et — tel est l'attrait morbide qu'exercent sur l'humanité les plus grands désastres — extrêmement intrigué. Le message de Morro reflétait la concision qui lui était devenue coutumière.

« *Ma rencontre avec le président et ses principaux conseillers aura lieu ce soir à 11 heures. Mais j'insiste pour que la délégation présidentielle arrive à Los Angeles — si l'aéroport de cette ville fonctionne, et, au cas contraire, à San-Francisco — à 6 heures ce soir. Je ne puis ni ne veux spécifier le lieu de la rencontre. Les dispositions relatives au trajet à accomplir seront communiquées aux intéressés plus tard dans l'après-midi.*

» *J'espère que les zones basses de Los Angeles, les régions côtières situées au nord, jusqu'à Point-Arguello, et, au sud, jusqu'à la frontière mexicaine, ainsi que les îles, ont été évacuées. Si tel n'était pas le cas, je refuse d'endosser la responsabilité de ce qui se produira. Comme je l'ai promis, je ferait exploser l'engin nucléaire placé dans le Pacifique d'ici à deux heures de temps.* »

Sassoon était enfermé dans son bureau avec le général de brigade Culver, de l'armée de l'air. Beaucoup plus bas, au pied de l'immeuble, un silence de mort régnait sur les rues désertes : en effet, les zones basses de la ville avaient été évacuées, pour une bonne part grâce à l'intervention de Culver et de plus de deux mille soldats et gardes nationaux placés sous son commandement, qui avaient été appelés à l'aide pour restaurer un ordre que la police était incapable de faire respecter.

« Qu'en pensez-vous ? dit Sassoon à Culver en arrêtant la TV.

— Il faut admirer la colossale arrogance de cet homme.

— Confiance en soi excessive.

— Si vous voulez. On comprend qu'il désire garder le secret sur le lieu de sa rencontre avec le président. Et, de toute évidence, les « dispositions relatives au trajet », comme il les appelle, sont liées à l'heure qu'il a fixée pour l'arrivée de l'avion. Il veut s'assurer que le président est bien arrivé avant de donner ses instructions.

— Ce qui veut dire qu'il aura un observateur à l'aéroport de Los Angeles et un autre à l'aéroport de San-Francisco. Eh bien, il a à « Adlerheim » trois lignes de téléphone sous trois numéros différents, et nous avons des tables d'écoute branchées sur les trois lignes.

— Il peut recourir à un système de communication sur ondes ultra-courtes.

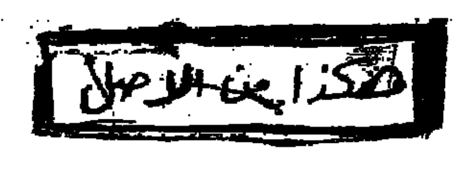
— Nous y avons pensé ; mais nous avons écarté cette possibilité. Morro est convaincu que nous n'avons aucune idée de sa résidence. Dans ce cas, pourquoi recourrait-il à des procédés inutilement raffinés ? Ryder a eu entièrement raison : l'assurance excessive de Morro, sa conviction qu'il détient un pouvoir quasi divin, le conduiront à sa perte. Enfin, reprit Sassoon après un temps, nous l'espérons.

— Ce Ryder, de quoi a-t-il l'air ?

— Vous allez vous en rendre compte par vous-même. Je l'attends d'ici une heure. En ce moment, il se trouve au stand de tir de la police, en train d'essayer quelques joujoux russes assez curieux qu'il a fauchés à l'ennemi. Vous verrez, c'est un personnage ! Et ne vous attendez pas à ce qu'il vous dise « monsieur ».

(A suivre.)

Traduit de l'anglais par Paul Alexandre.



Le Monde

étranger

LE VOYAGE DE M. HUA KUO-FENG ET LA SITUATION EN IRAN

La coopération sino-yougoslave va être accrue

De notre correspondant

Belgrade. — Avant de quitter ce mardi 29 août, Pula pour Téhéran, le président du parti et du conseil, M. Hua Kuo-feng, avait eu lundi un dernier entretien avec le président Tito et assisté dans la soirée à un dîner offert à l'île de Brioni par son hôte. Pendant huit jours, les Yougoslaves lui ont largement ouvert leur pays et réservé un accueil exceptionnel.

Venu pour « *s'informer* » et affirmant lui-même qu'il était « *préférable de voir une fois que d'entendre cent fois* », le président du P. C. chinois a pu se composer un abondant dossier de renseignements sur tous les aspects de la vie sociale yougoslave et satisfaire son intérêt pour l'agriculture, l'industrie et l'autogestion.

Le séjour à Skoplje a permis au dirigeant chinois de se rendre compte des progrès réalisés par une région en voie de développement et à Zagreb et Pula, dont le chantier naval a un carnet de commandes pour la marine marchande chinoise de 50 millions de dollars, des possibilités économiques d'une région évoluée. Le résultat immédiat de sa visite sera un accroissement important des échanges économiques sino-yougoslaves. Un accord de coopération technique et industrielle à long terme, signé pendant le séjour du président Hua, et plusieurs autres de coopération scientifique, qui seront au point dans les plus brefs délais, en annoncent l' « *épanouissement* ». Tous ces documents consacrent la normalisation définitive des rapports entre les deux Etats qui reposeront, a-t-il été précisé, sur le respect de leur indépendance et souveraineté nationale et la non-ingérence dans les affaires intérieures.

En outre, on peut tenir pour acquis qu'après les entretiens que M. Dolantz, secrétaire de la présidence de la Ligue, a eus avec M. Chi Teng-juel, membre du bureau politique chinois, les deux partis multiplieront leurs contacts et que leurs rapports entreront dans une « *étape nouvelle en dépit des divergences idéologiques qui demeurent nombreuses* ».

Une attention particulière a été consacrée aux problèmes internationaux, où il y a des « *points concordants* » et des « *différences* ». A aucun moment, cependant, les entretiens n'ont revêtu un caractère polémique. Les deux présidents se sont limités à un exposé « *franc et détaillé* » de leur manière de voir les choses.

Les critiques adressées par le dirigeant chinois à l' « *hégémonisme* » n'ont guère surpris les Yougoslaves. Ce qui les a étonnés, ce sont plutôt les réactions qu'elles ont suscitées dans la presse soviétique et des autres pays de l'Europe de l'Est, car, la lutte contre l'hégémonisme étant l'un des fondements de la politique chinoise, il fallait bien s'attendre que le président Hua Kuo-feng en fasse état. Il l'a d'ailleurs fait avec mesure, sans nommer le pays visé ; pas plus qu'il n'a nommé le pays qui pour la Chine est le symbole de l'impérialisme. Ses hôtes, cependant, se sont abstenus de le suivre sur cette voie. Le président Tito n'a prononcé aucune des deux expressions, évitant tout ce qui, en l'occurrence, aurait pu être interprété comme un soutien de la politique chinoise contre qui que ce soit, bien que les termes d'hégémonisme et d'impérialisme figurent depuis longtemps dans les documents de la Ligue. On rappelle d'ailleurs ici, à ce propos, que de nombreux chefs d'Etat et de partis de l'Europe de l'Est en visite à Belgrade avaient, eux aussi, dans leurs interventions publiques, traité certains pays tiers avec lesquels la Yougoslavie possède des relations amicales, d'une manière qui n'avait pas été appréciée par leurs hôtes...

PAUL YANKOVITCH.

● *La Pravda*, commentant le voyage de M. Hua Kuo-feng, écrit qu'il faut se méfier de la « *tactique du sourire* » des dirigeants chinois, laquelle cache des « *objectifs aventuristes* ». Le bureau politique du P.C. soviétique dénonce de son côté « *le grand danger que l'action des dirigeants actuels de la Chine représente pour la cause de la paix et du socialisme. Pékin, qui pratique une politique d'hégémonie, de grande puissance, mise ouvertement sur l'aggravation de la tension internationale, utilise tous les moyens pour saper les positions de la communauté socialiste, des forces révolutionnaires libératrices contemporaines* », ajoute le document du bureau politique.

Pékin considère le régime de Téhéran comme un pilier de la résistance à l'U.R.S.S.

De notre correspondant

Pékin. — C'est presque sans complexe apparent que la visite en Iran du président Hua Kuo-feng est présentée à Pékin. Presque, car les organes d'information chinois se sont tout de même abstenus de publier sur l'Iran les reportages laudatifs qui précèdent généralement la visite d'un dirigeant de la République populaire dans un pays étranger. Peut-être faut-il voir là la trace des préoccupations qu'exprimaient en privé ces jours derniers certains observateurs chinois devant les émeutes de Téhéran et d'Abadan, notant avec un goût marqué de l'euphémisme que « *les choses n'allaient pas très bien en Iran* ».

Il reste que la visite du président Hua à Téhéran est une nouvelle manifestation de l'alliance objective qui existe entre la république populaire et la monarchie iranienne. Au nom du pragmatisme froid qui gouverne sa politique étrangère, la Chine se montre peu regardante sur la nature des régimes avec lesquels elle traite, entretenant par exemple des rapports courtois avec le *Chili du général Pinochet*.

L'intérêt qu'elle manifeste pour l'Iran du chah est cependant d'une nature particulière. Qu'importent les tortures et les exécutions, la répression et la réaction, la monarchie iranienne constitue dans cette partie du monde proche de la Chine un pilier de la résistance à la pénétration soviétique. Le pire qui pourrait arriver, du point de vue de Pékin, serait que cette monarchie s'écroule pour laisser la place à un régime que domineraient des communistes iraniens soutenus par Moscou. C'est un cauchemar auquel on préfère ne pas songer et qui explique que la Chine se soit tout naturellement retrouvé aux côtés d'un régime aussi progressiste que celui de l'Arabie Saoudite pour manifester récemment son soutien au chah.

Cet attachement s'est renforcé au fur et à mesure que des signes d'instabilité apparaissaient dans la région — à Kaboul notamment — mais il ne date pas d'hier, et Pékin n'a jamais épargné ses témoignages de sympathie au pouvoir iranien. Avant la visite du président Hua, deux délégations chinoises de haut niveau se sont rendues en moins de deux ans à Téhéran : l'une en novembre 1976, conduite par M. Ulanfu, vice-président de l'Assemblée nationale populaire, aujourd'hui membre du bureau politique ; la seconde, un an plus tard, avec à sa tête la veuve de Chou En-lai, Mme Teng Ying-chao. En sens inverse, les déplacements ont été rares, mais on a tout de même noté le passage à Lhassa (au Tibet) en mai dernier du vice-ministre de la guerre iranien, le lieutenant-général Mahmoud Sadeghiyan — à titre d'alpiniste il est vrai et à propos d'un projet commun sino-iranien d'ascension dans l'Himalaya.

Au même moment, cependant, le changement de régime en Afghanistan faisait passer des frissons dans le dos des stratèges pékinois, qui y voyaient un effet direct des manœuvres d' « encerclement » soviétiques. Aussi accueillaient-ils avec satisfaction l'assurance bientôt donnée par le chah d'une intensification de l'effort militaire iranien. Un Iran fort répond infiniment mieux aux exigences de la diplomatie chinoise qu'un Iran révolutionnaire ou même simplement un peu moins autocratique. L'étrange est que le président Hua Kuo-feng, en rendant aujourd'hui visite au chah, paraisse identifier aussi complètement les intérêts *de la monarchie à ceux de l'indépendance* et de la souveraineté nationales iraniennes.

ALAIN JACOB.

● *Le parti communiste marxiste-léniniste de France* (P.C.M.L.F., pro-chinois) a publié lundi 28 août la déclaration suivante : « *La République populaire de Chine constitue le rempart le plus solide aux menées agressives des deux superpuissances et à leurs préparatifs de guerre. La signature du traité de paix et d'amitié entre la Chine et le Japon est un événement d'une grande signification historique dans le cadre de la construction du front uni mondial contre les deux superpuissances et notamment le social-impérialisme russe.*

La visite du président Hua Kuo-feng en Roumanie, Yougoslavie et en Iran est également d'une grande portée pour la lutte des peuples contre l'hégémonisme soviétique. C'est aussi une victoire de l'application offensive de la thèse des trois mondes. »

● RECTIFICATIF. — Un chiffre a sauté dans la première ligne de la lettre d'Artigashe (« Le Monde aujourd'hui » daté 27-28 août). Il fallait lire : « *A plus de 400 kilomètres des berges, etc.* »

La « libéralisation » du régime iranien

(Suite de la première page.)

Dans ce document, le Front se livre à une attaque en règle contre le premier ministre, qui, souligne-t-il, ayant été « *mêlé dans le passé à toutes les affaires de corruption, n'est nullement autorisé à parler du respect de la légalité* ». En ce qui concerne la fermeture des casinos, le Front national s'étonne que M. Charif Emami, qui jusqu'à samedi encore était le président de la Fondation Pahlevi, n'ait pas songé à prendre cette mesure plus tôt.

La Fondation Pahlevi avait été initialement créée pour promouvoir des œuvres culturelles. Au fil des ans cependant, elle s'est transformée en une entreprise lucrative. C'est ainsi qu'elle contrôle cinq des huit grands casinos du pays qui, aux termes de l'ordonnance promulguée lundi, devraient être fermés ; les trois autres appartenant à la sœur du chah, la princesse Ashraf, et à deux de ses frères, les princes Mahmoud et Gholam Reza.

Les leaders religieux chiites n'ont jusqu'à présent pas réagi à la mesure de fermeture des casinos ni à celle annulant le calendrier persan instauré en mars 1976 par le chah à la grande gloire de l'empire. Selon certaines informations, ces deux mesures, ainsi que la formation du nouveau gouvernement, devraient être évoquées dans un message de l'ayatollah Khomeiny qui serait mercredi soir dans les mosquées du pays. Certains milieux proches du palais laissent entendre que la formation du gouvernement a été précédée d'une longue période de négociations avec les dirigeants chiites modérés. Ceux-ci auraient formulé plusieurs exigences, dont la fermeture des casinos et le retour au calendrier de l'hégire. La suppression du ministère des affaires féminines dirigé par Mme Afghani serait également destinée à calmer les milieux religieux.

Il en serait de même de la mise à la retraite du général de corps d'armée Ayadi, le médecin personnel du chah, qui appartient à une secte religieuse détestée par les chiites iraniens, les Bahais. Le général Ayadi, une des personnalités les plus influentes de cette secte, aurait trempé dans les transactions illégales de M. Hojabr Yazdeni (*le Monde* 17 août), dont il était l'un des protecteurs, l'autre étant le général Nazziri, démis en juin dernier de son poste de chef de la Savak et nommé ambassadeur au Pakistan.

Enfin, il semble presque certain que le parti unique Rastakhiz, formé en 1975 par le chah, vit ses derniers moments. Il est vrai que depuis fort longtemps, ainsi que l'écrit le *Journal de Téhéran*, il n'était plus qu' « *une énorme machine tournant à vide* ». M. Mahmoud Djaffarian a démissionné lundi de ses fonctions de secrétaire général adjoint du parti et de celles d'administrateur de l'agence d'information Pars.

La faillite du Rastakhiz est due en grande partie aux rivalités qui ont opposé en son sein les représentants de différents courants. Ces personnalités se sont maintenant réfugiées dans le nouveau gouvernement, où elles occupent quatre ministères-clés (enseignement supérieur, justice, information et travail).

Le problème de la succession du Rastakhiz est loin d'être réglé. Il faudra probablement attendre la prochaine publication du programme gouvernemental pour connaître lequel des différents groupements politiques qui, depuis un certain temps déjà, agissent ouvertement sera officialisé. D'ores et déjà le Front national a décidé de s'installer officiellement, à partir de la semaine prochaine, dans un local public.

JEAN GUEYRAS.

Le président Assad se dit prêt à « riposter si Israël tente d'agresser le Liban »

Le président Sadate a convoqué pour le mercredi 30 août le Conseil national de sécurité égyptien à Ismaïlia, dans le cadre de la préparation de la rencontre de Camp David. Les entretiens entre MM. Sadate, Begin et Carter commenceront le 6 septembre, le premier ministre israélien et le président égyptien devant arriver la veille à Andrews, aéroport militaire de Washington. M. Sadate doit faire étape à Paris le 4 septembre pour y rencontrer M. Giscard d'Estaing, dont il sera l'hôte à déjeuner.

Par ailleurs, alors que le président Assad faisait allusion au risque d'un conflit avec Israël en territoire libanais, une nouvelle implantation de colons, la vingt-sixième depuis 1967, était inaugurée lundi dans le Golan en présence du ministre israélien de l'intérieur.

De notre correspondant

Beyrouth. — A l'occasion d'une visite à Damas du ministre libanais des affaires étrangères et de la défense, M. Fouad Boutros, le président Assad a déclaré : « *Nous souhaitons qu'il n'y ait pas de relation entre ce qui se passe au Liban et la conférence de Camp David. Il est bien connu que l'Etat hébreu a des visées expansionnistes au Liban et ailleurs. Si Israël tente d'agresser le Liban, nous riposterons à l'agression et nous ne faillirons jamais à nos responsabilités. (...) Ainsi que pourra le confirmer M. Boutros, nos vues sont identiques à propos de tous les sujets que nous avons examinés et, plus particulièrement, en ce qui concerne la situation sur le plan de la sécurité au Liban. Nous appuyons les autorités légales libanaises dans toutes les démarches qu'elles jugent utiles. Ainsi, nous approuvons tout ce qu'elles jugent utile d'entreprendre parce que nous n'avons d'autre souci que d'assurer la tranquillité et la sécurité des citoyens libanais. Nous pensons que ceux qui collaborent avec Israël au Liban représentent une infime minorité, rejetée d'ailleurs par le peuple libanais, comme elle l'est par la nation arabe. Si Israël veut faire la guerre, ce sera pour ses raisons propres et non pour le Liban.* »

Cette déclaration du président Assad, ayant coïncidé avec une recommandation de la commission israélienne de la sécurité nationale qui souhaite que le sommet de Camp David n'empêche pas Jérusalem de porter, le cas échéant, secours aux conservateurs chrétiens au Liban, suscite ici la crainte d'hostilités syro-israéliennes en territoire libanais.

Le quotidien *l'Orient-le Jour* écrit à ce propos : « *Pour le monde entier, le prochain sommet de Camp David, c'est l'espoir d'une amorce de règlement au Proche-Orient ou, à tout le moins, la poursuite du dialogue en vue d'une telle solution. Pour les Libanais, plongés une fois de plus au cœur des rivalités régionales, la réunion risque d'être surtout le catalyseur d'un nouveau cycle de violences encore plus dévastateur que tous ceux qui ont déjà ravagé le pays.* »

Dans l'« *aile radicale* » du Front libanais (droite chrétienne), M. Camille Chamoun a assuré lundi : « *Nous allons riposter et combattre jusqu'au bout, même si personne ne veut nous aider.* »

De son côté, M. Bechir Gemayel a déclaré : « *Nous ne voyons pas d'autre moyen que la résistance pour préserver notre indépendance, notre dignité et notre existence. La Syrie cherche à exploiter les circonstances de la tenue du sommet de Camp David pour essayer de s'approprier ce qu'elle croit être sa part du gâteau au Liban.* »

Ces déclarations et de nouveaux heurts entre les forces syriennes et les milices de la droite chrétienne, notamment au Cèdre — symbole du cœur de la montagne chrétienne, — et pour la première fois depuis trois semaines à Aïn-Remmaneh, dans la banlieue de Beyrouth, ont encore accru l'angoisse de la population.

LUCIEN GEORGE.

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

● SOIXANTE PERSONNES ONT ETE BLESSEES et dix-huit arrêtées, dimanche 27 août, à Sao-Paulo lors d'affrontements entre la police et les manifestants du Mouvement contre la hausse du coût de la vie, qui a le soutien de l'Eglise. Le rassemblement devait s'effectuer sur le parvis de la cathédrale, mais a eu lieu finalement dans l'édifice lui-même. La police a chargé les participants à leur sortie de la cathédrale. Une pétition signée par plus d'un million de personnes, protestant contre l'érosion du pouvoir d'achat et réclamant une augmentation des salaires de 20 % doit être remise au président Ernesto Geisel. — *(A.F.P.)*

Cuba

● M. RICHARDSON PREYER, représentant démocrate de la Caroline du Nord, président de la sous-commission d'enquête de la Chambre sur l'assassinat du président Kennedy, séjourne actuellement dans l'île, vraisemblablement pour y rencontrer des fonctionnaires qui travaillaient à l'ambassade de Cuba à Mexico en 1963, lorsque Lee Harvey Oswald s'y est rendu pour demander un visa, quelques mois avant la mort de Kennedy, apprend-on lundi 28 août, à La Havane. — *(A.F.P.)*

Etats-Unis

● M. ANDREW YOUNG, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU a déclaré, lundi 28 août, que son pays soutenait le droit du peuple de Porto-Rico de déterminer son avenir par un référendum et ne s'opposerait pas à la présence d'observateurs étrangers lors de la consultation. Le gouverneur de Porto-Rico, M. Gonzales Remero Barcelo, a affirmé de son côté devant le comité de décolonisation des Nations unies, à New-York, que l'île n'était nullement « *opprimée* » par les Etats-Unis. — *(A.F.P.)*

Grande-Bretagne

● LE CARNAVAL ANTILLAIS DE NOTTING HILL, à Londres, qui a pris fin lundi 28 août, s'est soldé par quarante-trois arrestations à la suite de bagarres au cours lesquelles vingt-huit policiers et quinze civils ont été blessés. En revanche, la femme française que l'on croyait avoir été enlevée par un groupe de Noirs a été retrouvée saine et sauve. — *(Reuter.)*

Grèce

● LA POLICE GRECQUE a annoncé lundi 28 août la découverte d'une importante cache d'armes contenant 5 kilos de dynamite, 1 lance-roquettes, 15 grenades, 2 pistolets, 10 mitraillettes et leurs munitions, ainsi que du cordeau Bickford et des amorces, dans un appartement loué par des Arabes et proche de l'aéroport d'Athènes. Il s'agit de la seconde cache découverte au cours du mois d'août. — *(A.P.)*

Inde

● LES ETATS-UNIS ONT REPRIS LEUR AIDE A L'INDE samedi 26 août. Cette aide avait été suspendue en 1971 lors de la guerre indo-pakistanaise. Washington va accorder à New-Delhi des prêts d'un montant de 60 millions de dollars. — *(A.F.P.)*

● UN RESPONSABLE DU JANATA, coalition au pouvoir, et un dirigeant d'organisation agricole, ont été écroués lundi 28 août et accusés d'avoir enlevé le fils du ministre de la défense, M. Jagjivam Ram, et sa fiancée. Ces derniers auraient été contraints d'écrire des lettres diffamatoires et auraient fait l'objet de photos « compromettantes ». — *(Reuter.)*

Israël

● LE MAIRE DE JERUSALEM a révélé, le lundi 28 août, que l'Egypte s'est déclarée prête à envoyer des architectes en Israël pour participer à la restauration de la célèbre mosquée Al Aqsa, qui fut en partie détruite par un incendie en 1969. Ces spécialistes pourraient constituer la première mission égyptienne à se rendre en Israël depuis la suspension des négociations entre les deux pays. — *(A.P.)*

● « DEUX TERRORISTES ARMES ont été capturés à bord d'une embarcation par un *garde-côtes dans* la nuit du 26 au 27 août », alors qu'ils se trouvaient dans les eaux territoriales israéliennes, a annoncé lundi soir 28 août, un communiqué officiel du porte-parole militaire israélien. L'O.L.P. a confirmé l'interception de « *deux combattants en missions* ». — *(A.F.P.)*

Rhodésie

● QUATRE - VINGT - DEUX NOIRS, dont vingt-huit guérilleros, ont été tués par les forces rhodésiennes la semaine dernière, indique un communiqué officiel publié lundi à Salisbury. Parmi les victimes figurent notamment dix « collaborateurs » et neuf nouvelles recrues de la guérilla, et trois civils, précise le communiqué.

Par ailleurs, trois membres du gouvernement transitoire multiracial rhodésien ont dû annuler, lundi, une réunion publique à Zwimba, à 150 kilomètres de Salisbury, aucun des soixante-dix mille habitants ne *s'étant présentés au stade où s'étant* présenté au stade devait se dérouler la manifestation. — *(A.F.P., Reuter.)*

Somalie

● UNE UNITE DE LA MARINE américaine a fait escale dans un port somalien pour la première fois depuis neuf ans. Il s'agit de la frégate *USS Vreeland*, qui appartient à la flotte du Moyen-Orient (US Navy's Middle East Force) dont le vaisseau amiral relâche actuellement à Mombasa

Tchad

● L'IRAK ET LE TCHAD ont conclu, dimanche 27 août, un accord de coopération aux termes duquel le Tchad obtient un prêt irakien de 12 millions de dollars, dont 6 millions « sous forme de médicaments et de produits agricoles », a annoncé lundi à Bagdad, au terme d'une visite en Irak, M. Ahmed Karim Thogoi, ministre tchadien de l'économie. — *(A.F.P.)*

AFRIQUE

Inquiétante Afrique

(Suite de la première page.)

« Anglais, Allemands, Américains ne demandent qu'à prendre notre place. L'Afrique s'en portera-t-elle mieux si ses erreurs profitent à Mercedes, au lieu d'aller chez nous ? En revanche, nos compatriotes l'accepteraient fort mal. Beaucoup de pays du tiers-monde vivent de la coopération subventionnée par nos contribuables. Quoi de plus normal qu'il en revienne un peu en acquisitions auprès de nos entreprises ?

Pourvues de puissantes protections politiques, familiales, dans quelques-uns des postes les plus élevés de l'Etat, certaines compagnies transforment parfois les voyages présidentiels, au sud du Sahara, en tournées commerciales, et placent des marchandises dans le sillage. L'ancien ministre de la coopération, M. Jean de Lipkowski, et son actuel successeur, M. Robert Galley, luttèrent tout à tour contre ces grands rapaces. Mais la bonne volonté des individus l'emporte rarement sur les tares d'un système.

En privé, rares sont les hommes d'affaires qui s'inquiètent parfois eux-mêmes, à voix basse, des conséquences de leur expansion sur l'équilibre budgétaire du continent noir. En guise d'excuse, l'un des plus honnêtes explique franchement : « *Il faut bien réaliser des bénéfices. En cette époque de chômage, j'ai quinze mille salaires à payer en France à la fin de chaque mois.* » Impossible de suggérer plus clairement qu'entre le règne d'un profit esclave de ses propres dynamismes et les exigences d'une coopération désintéressée, l'accord se concrétisera de plus en plus mal.

Voici une vingtaine d'années, les Occidentaux s'esclaffèrent bruyamment lorsqu'à la place de bulldozers, l'U.R.S.S. dota la Guinée d'une livraison de chasse-neige. Non sans raison, ils considérèrent qu'une méprise aussi colossale trahissait le secret dédain des bureaucrates soviétiques envers leurs nouveaux alliés. Mais par quelle sanctification mystérieuse les appareils électroniques de toutes espèces, fragiles, coûteux, parfaitement superflus, qu'ils déversent avec des factures de plusieurs milliards sur des pays couverts de dettes, exprimeraient-ils une conduite plus noble, ou des sentiments plus élevés ? Des agents clandestins de M. Léonid Brejnev ne s'y prendraient pas mieux s'ils souhaitaient acculer quelques Républiques noires modérées au désastre.

Aucun dévouement sublime

Certes, l'exploitation du faible par le fort détermina toujours les rapports complexes, ambigus, de l'Europe avec l'Afrique. Aux tristes siècles de la traite des esclaves, ils dépassèrent tous les records de l'horreur. Son abolition n'amena pas pour autant un âge idyllique. Entre les deux guerres, l'ancien ministre des colonies, Albert Sarraut, l'admettait brutalement devant de jeunes administrateurs prêts à rejoindre leurs postes outre-mer : « *Ne rusons pas. Ne trichons pas. La colonisation, au début, n'a pas été un acte de civilisation, une volonté de civilisation. Elle est un acte de force. De force intéressée. C'est un épisode du combat pour la vie... Les peuples qui recherchent dans les continents lointains des colonies... ne songent d'abord qu'à eux-mêmes, ne travaillent que pour leur puissance, ne conquièrent que pour leur profit.* »

Longtemps, la IIIe République n'aperçut aucune contradiction entre ce vigoureux cynisme et l'Evangile de 1789, qu'elle prétendait répandre à travers le monde. Insensiblement, le libéralisme de ses principes atténua, corrigea la rigueur de sa domination. Contre des représentants indignes ou odieux du pouvoir central, l'égalité, la fraternité de sa devise officiele, en appelaient à une France maternelle et protectrice. Dans une large mesure, les idées d'où devait surgir la contestation anti-colonialiste dans son mouvement le plus généreux apparurent, dès avant 1914, avec les livres des meilleurs administrateurs coloniaux, désireux d'accorder leurs actes quotidiens aux justifications humanitaires du régime.

Le patriotisme partagé par l'ensemble de la nation les auréolait en outre d'un prestige moral supérieur à celui de l'argent. A côté d'eux, affairistes et spéculateurs trafiquaient comme d'habitude, raflaient de fructueuses concessions. L'existence au-dessus de tous d'un ardent civisme empêchait l'Argent de régner sans partage. Il soutenait l'œuvre désintéressée des Faidherbe, des Brazza, des Delafosse, des Monteil. Avec eux, administrateurs et soldats transformaient la conquête en Histoire. Ils lui donnaient ses héros, ses érudits, ses saints.

L'Afrique indépendante honore ces précurseurs et sait ce qu'elle leur doit. Elle constate aussi qu'au cours des vingt dernières années, l'Europe ne lui envoya guère d'hommes d'une aussi forte trempe. Les spécialistes couverts de diplômes qu'elle reçoit par centaines chaque année appartiennent à l'univers douillet du confort, de la consommation. Ils n'apportent avec eux aucune flamme héroïque, aucun dévouement sublime. Très vite, ils voient très bien par quels efforts prométhéens devrait passer tout sauvetage du tiers-monde. Mais, à l'inverse des pionniers des générations précédentes, ils ne sacrifieront jamais leur carrière à une espérance et préfèrent laisser le travail en brousse aux Chinois.

Sacrilège

Dans une époque où la sécurité matérielle prime toute autre valeur, quel fou perdu sous les tropiques hasarderait en un combat douteux contre la haute finance son cher appartement parisien, la résidence secondaire de ses vieux jours ? Si des cœurs aventureux en prenaient le risque, de quels appuis réels, durables, disposeraient-ils à Paris ? Un siècle sans foi n'encourage guère l'intrépidité. Le dessèchement moral du nôtre explique pourquoi si le nationalisme du dix-neuvième inspira de grands coloniaux, le mercantilisme contemporain empêche l'apparition de grands coopérants.

Parmi cette confusion, les exigences présentées par le F.M.I. et la C.E.E. au général Mobutu apportent la périlleuse logique des technocrates. Puisque les désordres de son budget dépassent la compétence de ses fonctionnaires, les experts internationaux somment tout simplement le Zaïre d'accepter leur tutelle. Obsédés soudain d'orthodoxie financière, ils conçoivent apparemment mal qu'une proposition aussi humiliante affaiblisse un peu plus le prestige d'un pouvoir déjà très diminué. Non sans quelque hypocrisie inconsciente, leurs injonctions le rendent seul responsable de sa ruine, quand des fournisseurs sans scrupules l'incitèrent aux plus folles dépenses. Dès lors, peut-on vraiment remettre la gestion de sa faillite à des contrôleurs étrangers, sans doute personnellement intègres, et maintenir intact autour d'eux l'ensemble du dispositif économique et politique responsable de la catastrophe ?

Le salut d'un pays dépend d'abord de sa volonté. Les conditions mises au redressement de l'ancien Congo belge ressemblent si bien à un ultimatum qu'elles le supposent manifestement incapable d'accomplir cet effort, et annoncent d'autres immixtions. Mais, simultanément, ses fautes le distinguent peu des erreurs accumulées dans la plupart des Etats voisins surgis comme lui de la décolonisation, à cette nuance près qu'elles atteignent leur paroxysme à Kinshasa, au lieu d'évoluer comme ailleurs dans la somnolence ou la dissimulation.

Les Occidentaux espèrent paradoxalement l'appui de ces auxiliaires incertains pour prevenir la fameuse « déstabilisation » de l'Afrique centrale, comme si des circonstances historiques analogues n'engendraient pas ailleurs autant de gaspillages et de faiblesses.

Ce genre de remarque relève aujourd'hui autant du sacrilège qu'il eût paru scandaleux d'annoncer la dislocation des troupes zaïroises quarante-huit heures avant leur effondrement. Le conformisme tolère toutes les imposture, pourvu qu'elles ne troublent pas son repos. Lorsqu'une stratégie menace de vaciller aux premières épreuves, il convient quand même de savoir sur quelles bases elle se fonde. En d'autres termes, les Républiques noires disposent-elles des forces nécessaires à l'action de grande envergure conçue pour elles en Europe ?

Cette question dérange d'énormes intérêts. Elle frise donc l'incongruité. Mais elle se pose parce que les événements la posent. Devant l'évidence, il n'a jamais servi à rien de se fermer les yeux.

GILBERT COMTE.

Prochain article :

NATIONALISMES SANS NATIONS

La guerre en Erythrée

LES MAQUISARDS HARCÈLENT LES ARRIÈRES DE L'ARMÉE ETHIOPIENNE

(Correspondance.)

Khartoum. — De durs combats se poursuivent entre l'armée éthiopienne et les maquisards du Front populaire de libération de l'Erythrée (F.P.L.E.), à proximité d'Asmara. Le F.P.L.E. affirme avoir résisté aux dernières attaques éthiopiennes en conservant ses positions. Voici deux semaines les forces d'Addis-Abeba ont entamé une nouvelle phase de leur contre-offensive en multipliant les attaques contre les positions du F.P.L.E. au nord d'Asmara.

Un porte-parole du F.P.L.E. a affirmé, au début de cette semaine, que ces nouveaux assauts accompagnés d'intenses bombardements aériens et de pilonnages d'artillerie avaient été repoussés les 21, 22 et 23 août, comme les précédents. La bataille pour Keren — la ville la plus importante tombée l'an dernier aux mains de la guérilla — sera sans doute décisive. Simultanément, les différents fronts paraissent multiplier les actions de harcèlement contre l'armée éthiopienne : le F.P.L.E. déclare ainsi avoir attaqué les garnisons de Mendefera et d'Adi-Quala, villes récemment reconquises par les Ethiopiens ; le Front populaire de libération du Tigré revendique une nouvelle victoire contre les forces éthiopiennes dans la ville d'Abiy-Adi, qui aurait été prise par les maquisards.

Les observateurs à Khartoum estiment que le gouvernement d'Addis-Abeba pourra difficilement faire face à ces attaques répétées sur ses arrières sans mobiliser une partie des troupes d'Asmara.

ASIE

Vietnam

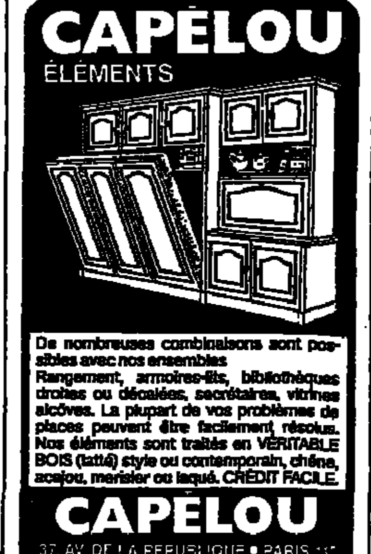
HANOÏ DÉMENT QUE SES TROUPES AIENT ENCERCLÉ DEUX DIVISIONS CAMBODGIENNES.

L'ambassade du Vietnam en Thaïlande a démenti, mardi 29 août, les informations données par l'A.F.P. de Bangkok selon lesquelles deux divisions cambodgiennes, fortes de seize mille homme seraient encerclées en territoire khmer par l'armée vietnamienne. « Ces informations sont dénuées de tout fondement, a déclaré l'attaché de presse à notre correspondant R.-P. Paringaux. Elles sont destinées, notamment en affirmant la présence de troupes vietnamiennes dans la région des trois frontières (Cambodge, Laos, Thaïlande), à créer la suspicion avant la visite de notre premier ministre, M. Pham Van Dong, à Bangkok. Nous respectons la souveraineté et l'intégrité territoriale de nos voisins et, en ce qui concerne le Kampuchéa, nous nous en tenons à nos propositions de négociations en date des 5 février et 10 juin derniers. »

Il paraît peu probable, il est vrai, que les Cambodgiens disposent encore de divisions entières et qu'ils puissent les concentrer dans un seul secteur. Il faudrait, en outre, des forces considérables du côté vietnamien pour encercler seize mille hommes. Selon certaines sources d'ailleurs, une partie au moins de cette région — au nord du « Bec de canard » — ne serait plus, depuis quelque temps, sous le contrôle du gouvernement khmer.

Corée du Sud

● *Un nouveau partenaire pour PUK en Corée du Sud.* — Le groupe industriel coréen Hyundai (construction, industrie lourde, construction navale) a racheté à la Banque coréenne de développement la participation de 50 % qu'elle détenait dans le capital de la filiale coréenne du groupe français PUK. Selon les dirigeants de PUK, la coopération avec ce nouveau partenaire devrait permettre un développement des activités de cette filiale dans d'autres pays que la Corée du Sud.



République Sud-Africaine

DÉSÉGRÉGATION DES CENDRES...

Johannesburg (A.P.). — L'administrateur de la province sud-africaine du Transvaal, M. Sybrand An Niekerk, a autorisé la crémation des morts de « toutes les races » dans le même crématoire municipal, a indiqué lundi 28 août le journal « Johannesburg Star ».

Le membre du conseil municipal de la ville qui a la responsabilité du crématoire a précisé que cette décision avait été prise « à la demande de groupes religieux ».

● *Le comité de décolonisation de l'ONU* a condamné lundi 28 août « *la collaboration continue de certains pays occidentaux et autres Etats avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire* », par 22 voix et 2 abstentions (Australie et Suède). — *(A.F.P.)*

EUROPE

Portugal

Les quinze ministres du gouvernement Nobre da Costa entrent en fonctions

Les quinze ministres du gouvernement Nobre da Costa devaient prêter serment ce mardi 29 août, au palais de Belem, devant le président de la République, le général Eanes. Six membres du nouveau cabinet ont exercé des fonctions importantes dans l'industrie pétrolière. Trois ministres, MM. Correia Gago (affaires étrangères), Costa Leal (travail) et Pereira Magro (affaires sociales) se situent nettement à gauche. Lundi, M. Nobre da Costa a été officiellement nommé premier ministre par le chef de l'Etat.

« Le Monde » a publié dans ses éditions du 29 août la liste du gouvernement et les biographies de deux ministres, MM. Correia Gago (affaires étrangères) et Mose da Silva Lopes (finances et plan).

Nous terminons la publication des biographies des membres du cabinet portugais, commencée dans *le Monde* du 29 août.

Colonel FIRMINO MIGUEL (défense).

Le nouveau ministre de la défense est une personnalité à la fois contestée et redoutée dans les milieux de gauche. Spinoliste convaincu ou démocrate incorruptible ? Les opinions à ce sujet divergent beaucoup. Pour certains, il représente le risque de « militarisation » du régime. Pour d'autres, il serait un « rempart » contre d'éventuelles tensions putschistes des secteurs de droite des forces armées. Partisan de l'ordre et de la discipline, le colonel Miguel, qui était déjà ministre de la défense dans les deux gouvernements précédents, bénéficie en tout cas d'un prestige incontestable auprès d'une grande partie des militaires.

Agé de quarante-six ans, il refuse systématiquement de dévoiler ses projets d'avenir.

Colonel ANTONIO GONÇALVES RIBEIRO (intérieur et réforme administrative).

Né en 1933, le colonel Ribeiro exerçait depuis le mois de septembre 1976 les fonctions de haut commissaire chargé de la réintégration des rapatriés venus des anciennes colonies portugaises en Afrique.

Généralement considéré comme étant un des « hommes de confiance » du président de la République, il va se trouver confronté à trois problèmes qui réclament une solution urgente : la réforme de l'administration publique, déjà entamée par son prédécesseur, M. Rui Pena, dirigeant du Centre démocratique et social ; la réorganisation des forces de police, où subsiste une certaine nostalgie de l'ancien régime ; la mise à jour du recensement et des conditions nécessaires à l'éventuelle organisation d'élections législatives anticipées.

Colonel ALMEIDA PINA (logement et travaux publics).

Spécialisé dans le génie militaire, le colonel Almeida Pina, né en 1926, est passé au cadre de réserve en mars 1974. Il reprend dans le cabinet Nobre da Costa une partie des fonctions qu'il avait déjà exercées dans le premier gouvernement constitutionnel, où il a été ministre des travaux publics. Il s'est toujours abstenu de prendre publiquement position sur des questions politiques.

M. CARLOS ALBERTO LLOYD BRAGA (éducation et culture).

Agé de cinquante ans, M. Loyd Braga est ingénieur chimiste. Il a commencé sa carrière universitaire à Lourenço-Marques (Maputo), où il a dirigé le laboratoire de physique. Peu connu des milieux politiques, il a été nommé en 1973 recteur de l'université de Minho, région située au nord du pays. M. Braga succède à M. Sottomayor Cardia, dont les mesures concernant la réorganisation de l'enseignement ont suscité de vives contestations.

M. PEDRO JOSE PIRES DE MIRANDA (commerce et tourisme).

Diplômé du génie civil, M. Pires de Miranda s'est spécialisé, à Londres notamment, dans le secteur pétrolier. Expert en marketing, il a travaillé de 1966 à 1970 à la compagnie portugaise du pétrole. Directeur commercial de la Petrosul en 1972, il a été nommé en 1973 administrateur de la Sonap. Lors de l'été chaud de 1975 il est parti au Brésil, où il a poursuivi ses activités dans l'industrie pétrolière. Rentré au Portugal en 1976, M. Pires de Miranda avait été nommé administrateur de la Petrogal.

M. ACACIO PEREIRA MAGRO (affaires sociales).

Ministre des affaires sociales, M. Acacio Pereira Magro, spécialiste en organisation et gestion d'entreprises, chargé d'enseignement à l'Institut supérieur des sciences économiques et sociales de Lisbonne et chercheur à l'Institut national de la recherche industrielle (I.N.I.I.), a créé, en 1970, au secrétariat d'Etat à l'industrie, un service d'aide à l'investissement étranger au Portugal.

Avec la nationalisation, en septembre 1974, des trois banques portugaises d'émission, il est devenu membre du conseil d'administration de la Banque nationale d'outre-mer. En juin 1975 il a été nommé au ministère de l'industrie conseiller de gestion des entreprises passées sous le contrôle de l'Etat. A ce titre, il a pris, en 1976, la direction d'une des plus importantes fonderies portugaises, qui était dans une situation critique. En deux ans, cette entreprise a décuplé son chiffre d'affaires et doublé le nombre de ses employés.

Accusé par la presse conservatrice d'être « trop à gauche », M. Pereira Magro devra étudier la création d'un service national de santé, l'un des sujets de discorde entre socialistes et centristes.

M. FERNANDO SANTOS MARTINS (industrie et technologie).

Né en 1930, M. Santos Martins a été administrateur d'une des plus grandes entreprises du groupe C.U.S. (Compagnie Union Fabril), important holding lié à un des noms les plus connus du capitalisme de l'ancien régime : la famille Melo. Il était secrétaire d'Etat à l'industrie lourde et légère dans le premier gouvernement constitutionnel de mars 1977, où M. Nobre da Costa était ministre de l'industrie et de la technologie.

M. ANTONIO SEIXAS DA COSTA LEAL (travail).

Diplômé en science économique et financière, M. Costa Leal est lié depuis 1964 à l'administration des grands chantiers navals portugais, Lisnave, Viana do Castelo et Setenave, dont il présidait jusqu'à maintenant le conseil de gestion. Secrétaire d'Etat au budget dans les quatre premiers gouvernements provisoires en 1974 et 1975, il a été aussi vice-gouverneur de la Banque du Portugal en 1977. « Indépendant de gauche » et souvent très critique à l'égard de la politique suivie par M. Soares, le nouveau ministre du travail pourrait rétablir le dialogue avec la centrale syndicale unique, la C.G.T.P., dominée par le parti communiste.

M. APOLINARIO VAZ PORTUGAL (agriculture).

Le nom de M. Vaz Portugal, réputé conservateur, aurait été suggéré au premier ministre par la CAP, la confédération de l'agriculture, qui a joué un rôle actif dans l'opposition aux mesures révolutionnaires dans le domaine rural. En tant que secrétaire d'Etat au développement agricole dans le gouvernement précédent, il a manifesté très fréquemment son opposition à la politique suivie par l'ancien ministre de l'agriculture, M. Luis Saias. Agé de quarante-huit ans, il a fait des études en médecine vétérinaire à Lisbonne et à Aberdeen, en Ecosse. Professeur à l'Ecole supérieure de médecine vétérinaire, il a dirigé en 1975 et 1976 l'Institut national de la recherche agricole.

M. MARIO RAPOSO (justice).

Ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, M. Mario Raposo est un modéré de tendance « socialisante ». Sa désignation pour le ministère de la justice aurait été encouragée par le président de la République. Né à Coimbra, il a travaillé au ministère des finances qu'il a quitté en 1955 pour s'occuper exclusivement des problèmes juridiques. Il est spécialiste en droit commercial et en droit maritime.

M. AMILCAR MARQUES (transports).

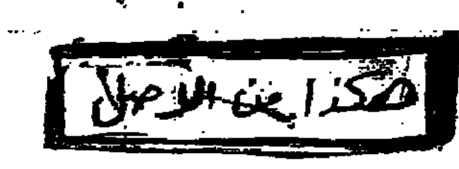
Agé de soixante et un ans, diplômé de la faculté du génie de Porto, M. Almicar Marques s'est spécialisé dans le secteur minier. Proche collaborateur d'un des plus grands capitalistes portugais, M. Champallimaud (actuellement résidant à l'étranger), le ministre des transports a fait partie de la direction d'une importante cimenterie avant de diriger en 1973 l'entreprise sidérurgique nationale. Après la révolution d'avril 1974, il a été successivement président des transports aériens portugais et président du conseil de gestion de la compagnie des chemins de fer.

M. CARLOS COSTA FREITAS (ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement).

Ami personnel du nouveau premier ministre, M. Costa Freitas doit remplir une mission épineuse : celle d'améliorer les rapports entre un gouvernement uniquement formé d'indépendants, et les partis politiques représentés à l'Assemblée.

Juriste de formation, mais possédant comme presque tous les membres du nouveau cabinet une expérience économique, il a, de mars à décembre 1977, travaillé directement avec M. Nobre da Costa, alors ministre de l'industrie et de la technologie.

● RECTIFICATIF. — Des erreurs matérielles ont modifié le sens de plusieurs passages de l'article de Marcel Niedergang sur la crise portugaise (*le Monde* du 29 août). Il convenait de lire : « *Sur les quinze nouveaux ministres, douze, à commencer par M. Nobre da Costa, ont appartenu aux précédents gouvernements socialistes ou avaient été nommés par lui à de hautes responsabilités.* » D'autre part : « *Un débat est virtuellement engagé sur la révision* (et non pas sur la vérification) *de la Constitution.* »



AMÉRIQUES

La carte du développement brésilien

II. — Une nouvelle chance

par GABRIEL COLO

Le Brésil s'adresse aux Etats-Unis et à l'Allemagne pour obtenir des capitaux et des techniques, à la Suisse et à l'Angleterre pour compléter ses *financements*, au Japon pour exploiter et écouler ses matières premières. Mais il ne sait quel rôle réserver à la France. Celle-ci le sait-elle elle-même, qui a essayé depuis quinze ans de se placer comme partenaire commercial, financier et industriel ? Les résultats ont été très limités. Que réserve l'avenir ?

La France exporte au Brésil essentiellement des produits semi-finis (30 % des exportations) et des biens d'équipement (47,2 %). On pourrait croire que cette structure est satisfaisante. Mais il faut tenir compte des *spécificités du développement brésilien* qui limite les perspectives d'avenir. Ainsi, les grands projets d'équipement du pays en matière de production de cellulose, de sidérurgie ou d'engrais impliquent que le Brésil sera de moins en moins acheteur de ce type de produits sur le marché international. Pour les biens d'équipement, la nouvelle politique de substitution des importations accorde de plus en plus la priorité au développement de ce secteur : en 1971, la production proprement brésilienne représentait 32 % des besoins du pays en biens d'équipement ; aujourd'hui elle en couvre 74,5 %.

Cependant, les exportations françaises de biens d'équipement vers le Brésil n'ont progressé, de 1965 à 1975, que de 20 à 25 % par an, alors que l'ensemble des importations brésiliennes de ces biens augmentait en moyenne de 30 à 35 % l'an. La balance commerciale de la France vis-à-vis du Brésil est d'ailleurs déficitaire depuis 1970 (à l'exception de l'année 1975). Cette situation s'explique par le retard de l'investissement français par rapport à des pays comme la R.F.A., les Etats-Unis, le Japon ou le Canada, *dont* les résultats sont presque toujours positifs (en 1974, par exemple, le taux de couverture des ventes allemandes était de 164 %, comparable à celui d'un pays pétrolier tel que l'Irak, qui était de 174 %.

Le Brésil suit un chemin comparable à celui du Japon dans les années 60. Son essor industriel est lié à la constitution d'une base autonome de production de biens d'équipement. Cette politique privilégie en priorité les pays qui, dans le passé, ont été les premiers à investir massivement dans l'in*dustrie lourde* brésilienne. *Il est* normal que les sociétés locales à forte participation de capitaux étrangers orientent en priorité leurs achats de machines et d'équipements vers les pays « associés ».

Pour que la France vende davantage au Brésil, il faudrait que ses entreprises y investissent en plus grande quantité. Mais les possibilités de bénéficier aujourd'hui d'un tel « effet de levier » sont très faibles. Il ne semble pas que ses sidérurgistes, papetiers, pétrochimistes, etc. soient prêts à prendre des participations dans les grands projets de ces secteurs. Et les créneaux capables d'offrir à de nouveaux venus des résultats au niveau de la rentabilité « à la brésilienne » (5 à 10 % de bénéfice net après impôt sur le chiffre d'affaires), sont de plus en plus rares. Des exemples de réussite comme les hélicoptères (SNIAS) ou les disjoncteurs de très haute tension (Merlin-Gerin et Delle-Alsthom), sont de plus en plus difficiles à imiter en raison du degré de diversification et de sophistication croissante des produits déjà fabriqués sur place.

*A défaut de s'appuyer sur l'in*vestissement pour vendre davantage, une solution consiste à offrir des crédits et des conditions de financement exceptionnelles. Mais, là encore, les possibilités d'action sont de plus en plus réduites. D'une part, en raison du taux très élevé d'endettement de l'économie brésilienne (pratiquement la moitié de la valeur des exportations est affecté au service de la dette) ; ce qui fait hésiter les responsables du Trésor français. Et, d'autre part, parce que le Brésil est de moins en moins *demandeur*, *dans la mesure où il* accepte de moins en moins des formules de « crédits liés ».

Il faut aussi tenir compte du fait que les retombées de ces « crédits liés » seront de plus en plus réduites : si les fournitures puor la centrale hydro-électrique de Tucurui représentent encore 55 % (45 % des équipements étant fabriqués au Brésil), dans le cas de la prochaine centrale de Itaipu, la plus grande du monde, — le marché vient d'être signé par un consortium dont Creusot-Loire est le chef de *file* — le besoin en fournitures non brésiliennes ne sera plus que d'environ 20 % de l'investissement engagé.

La France se trouve ainsi devant une double impasse au Brésil : d'un côté, ses ventes ne peuvent que plafonner au cours des prochaines années ; de l'utre, les perspectives d'investissement sont telles qu'elles ne permettent plus d'envisager un renversement de la tendance.

Que peut-on faire ? Depuis la dernière guerre, le Brésil a adopté une attitude très favorable au développement de la présence étrangère. Politique si efficace qu'aujourd'hui les investissements étrangers sont présents dans presque toutes les branches de l'industrie brésilienne. Il n'y a pratiquement pas un grand « nom » international qui n'ait une usine au Brésil. A lui seul, le pays a absorbé entre 15 et 20 % de l'ensemble des investissements des pays de l'O.C.D.E. dans le tiers-monde.

Cette attitude est en train de changer. Le secteur industriel privé commence à étouffer entre la masse des capitaux étrangers et le poids des entreprises du *secteur para-public*. Et la politique d'industrialisation devient de plus en plus sélective. Auparavant, le simple fait qu'un groupe étranger s'installe au Brésil faisait de lui un « bon » investisseur. A l'heure actuelle, il est difficile de trouver encore des investissements étrangers vraiment « utiles » qui n'entrent pas en concurrence « sauvage » avec la production déjà existante. D'où deux réactions :

● La première consiste à restreindre l'accès au crédit à des entreprises étrangères et à faire bénéficier les entreprises proprement brésiliennes d'une priorité dans les achats des entreprises publiques(notamment pour tout ce qui concerne les équipements).

● La seconde est liée à la recherche d'un nouveau type de relations entre le capital étranger et l'industrie brésilienne nationale. Le Brésil a réussi à créer un « modèle » adapté à l'inflation, se contentant de la rendre aussi « neutre » que possible. De même, le Brésil d'aujourd'hui cherche un nouveau « modèle » pour s'accommoder des multinationales. Il voudrait que les entreprises étrangères et nationales bâtissent de nouvelles relations leur permettant de s'épauler *réciproquement au lieu de* s'affronter dans le cadre d'une concurrence de plus en plus ouverte.

Cette attitude offre une nou*velle chance à la France tant que* l'industrie brésilienne produisait surtout des biens de consommation, elle pouvait se permettre de copier pour acquérir le savoir-faire nécessaire. Le passage à la fabrication de biens d'équipements exige, lui, un accès direct aux sources de la technologie. En 1970, les sorties de devises au titre des transferts de technologie ont représenté 16 % de la valeur des importations de biens d'équipements, alors que ce pourcentage était de 3,5 % pour la période 1954-1961.

Si les multinationales sont une source importante de transfert de « Know-how », elles se refusent le plus souvent à faire antant pour le « Know-why » (c'est-à-dire pour la conception de nouvelles générations de produits). Les Brésiliens considèrent donc que l'autonomie de leur économie passe de plus en plus par l'autonomie technologique, ou tout au moins par la recherche de l'équilibre de leur balance techno*logique*. Pour bénéficier des avantages prioritaires accordés aux « bonnes » entreprises, il est bien que le capital soit à majorité national, il est encore mieux que cette entreprise exporte, *mais il* faut encore que celle-ci fasse un effort important en matière de recherche.

Pendant longtemps, les hommes d'affaires *français se sont* vu reprocher de vouloir vendre de la technologie, sans investir. Le moment semble venu où ce handicap pourrait se muer en un avantage. Pourquoi la France ne deviendrait-elle pas la base arrière de l'effort brésilien vers l'autonomie technologique ? Il ne s'agit pas seulement de vendre, mais de coopérer. Cela pourrait se faire par *le financement en commun* de recherches, ce qui suppose l'aménagement de structures de coopération dont le rôle serait de susciter et de rendre possible la *création de « joint-ventures »* (sociétés mixtes) technologiques entre les deux pays. La France offrirait une technologie « non liée », fruit d'un effort commun, dont la diffusion ne serait pas freinée par la propriété de 100 % du capital de la filiale locale (comme c'est le cas des Allemands, Américains...).

Le Brésil, d'autre part, est disposé à accueillir davantage de petites et moyennes entreprises étrangères. Ces dernières ont l'avantage de s'associer plus facilement aux intérêts locaux, et de transférer plus aisément leur technologie. En outre, elles correspondent à un besoin spécifique de l'actuelle étape d'industrialisation.

Les P.M.E. ont jusqu'ici très peu contribué au développement de la présence française à l'étranger. Même celles qui opèrent en sous-traitance des grands groupes de fabrication de biens d'équipement (dans la sidérurgie, la pétrochimie, la construction électrique...) sont rarement présentes à l'étranger. Or un pays comme le Brésil *souhaite bénéficier* de la présence de cette « infanterie » industrielle, à mi-chemin de l'industrie traditionnelle des biens de consommation et du secteur lourd des biens industriels.

Cependant, les P.M.E. ne sont pas capables de « voyager » toutes seules. Pourquoi, alors, ne pas créer une société financière mixte (en association avec telle ou telle agence gouvernementale brésilienne) ? Il s'agirait d'un organisme à but lucratif. Ainsi, l'une des faiblesses structurelles de l'industrie française se transformerait, au Brésil, en un *élément* de force.

Le Brésil accorde enfin de plus en plus la priorité à l'agro-industrie. Il possède la plus grande superficie arable du globe terrestre (98 % de sa superficie totale de 8 500 000 kilomètres carrés). Il est devenu le deuxième exportateur mondial de produits agricoles. Il se considère à juste titre *comme le futur grenier du monde*, capable de satisfaire la pénurie grandissante d'aliments. Ses dirigeants se demandent pourquoi l'Europe, qui importe quatre fois plus de produits agricoles des Etats-Unis qu'elle n'en exporte, ne s'approvisionnerait pas plutôt au Brésil qu'en Amérique. La France pourrait dans ce domaine jouer un rôle privilégié.

En 1964, le général de Gaulle est venu au Brésil sans dossiers. Le chef de l'Etat, pétri d'histoire, a bénéficié d'une réception grandiose. Les « affaires » n'ont pas *pour autant progressé. En 1971*, M. Giscard d'Estaing, ministre des finances, a inauguré l'importante exposition française de Sao-Paulo, premier grand tournant, depuis trente ans, dans les rapports franco-brésiliens.

En octobre 1978, M. Giscard d'Estaing, président de la République, retourne au Brésil. Un deuxième tournant devra être pris, décisif. Sa réussite élèvera la France, enfin, au rang de partenaire majeur de la nouvelle Amérique de demain. Son échec confirmerait le Brésil dans l'idée que la France est un « pays d'appoint ». En octobre, il faudra faire preuve d'imagination et, plus encore, de volonté politique.

FIN

Nicaragua

Des officiers de la garde nationale sont impliqués dans un complot

Managua *(A.F.P., A.P., Reuter)*. — De nombreux membres de la garde nationale, qui est à la fois la police et l'armée du pays, ont été arrêtés pour avoir participé à un complot destiné à renverser le président Anastasio Somoza, a annoncé, lundi 28 août le colonel Aquiles Aranda, attaché de presse de la garde nationale. Le colonel a indiqué que le complot était en cours depuis plusieurs jours, et que des réunions préparatoires avaient eu lieu entre militaires et civils. Selon une haute personnalité de la garde nationale, citée par l'agence Reuter, douze officiers et soixante-treize hommes auraient été arrêtés.

La Chambre basse a d'autre part autorisé lundi le président Somoza à se rendre à l'étranger. Cette décision devait être soumise ce mardi à l'approbation du Sénat.

De nouveaux affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont eu lieu dimanche dans la capitale, ainsi qu'à Diriamba (à 40 kilomètres au sud de Managua), Mindiri (50 kilomètres à l'ouest), Ocotal (300 kilomètres au nord) et Esteli (150 kilomètres au nord). Des incidents sont également signalés à Matagalpa (à 120 kilomètres au nord de Managua) et Leon (90 kilomètres à l'est).

[Il est d'usage que le chef de l'exécutif demande l'autorisation du Congrès pour se rendre à l'étranger. Cet éventuel « déplacement » du général Somoza n'implique pas que le dictateur ait l'intention d'abandonner le pouvoir ainsi que le réclame l'opposition. Mais les rumeurs de complot de la garde nationale sont particulièrement préoccupantes pour un homme qui ne peut plus guère compter que sur le soutien de cette garde forte de sept mille cinq cents hommes.]

EUROPE

Espagne

Quatre membres des forces de l'ordre sont assassinés

De notre correspondant

Madrid. — Rentrée sanglante en Espagne. Des attentats terroristes ont coûté la vie, le lundi 28 août, à quatre membres des forces de l'ordre. Un garde civil a été assassiné à Saint-Jacques-de-Compostelle et un autre à Mondragon, dans le Guipuzcoa, tandis qu'un policier était tué dans une rue de Barcelone. Ces trois actions ont eu lieu à peu près à la même heure dans la matinée. Dans la soirée, un responsable de la police d'Irun était tué devant son domicile. Depuis le début de l'année, treize agents des forces de l'ordre ont été tués et vingt-neuf autres blessés par des terroristes.

La Ligue armée galicienne, une organisation clandestine qui affirme lutter *« contre le colonialisme de Madrid »*, a revendiqué l'attentat de Saint-Jacques-de-Compostelle. Récemment la même organisation avait blessé deux policiers armés qui circulaient dans une jeep. Le garde civil assassiné en Galice appartenait aux services d'information de sa compagnie. Il se trouvait dans une boutique quand deux jeunes gens se sont approchés de lui, ont appuyé leur revolver contre sa tempe et l'ont tué à bout portant. Les tueurs ont été poursuivis mais n'ont pas été retrouvés.

A Mondragon, c'est également un garde civil appartenant aux services d'information qui a été tué. Il était habillé en civil et avait été menacé à plusieurs reprises. S'agissant du Pays basque, il est probable que les assassins appartiennent à l'organisation séparatiste ETA.

A Barcelone, trois individus ont tué un policier en faction devant un bureau de poste. Au cours des recherches qui ont suivi, la police a arrêté trois suspects et elle a indiqué dans la soirée dans une note qu'elle s'efforçait d'établir s'il s'agissait des meurtriers.

Enfin lundi soir, c'est le chef du service d'information de la police d'Irun, M. Alfonso Estebas Guilman, qui a été tué alors qu'il garait sa voiture devant son immeuble à Fontarabie, dans le Guipuzcoa. Tout porte à croire là aussi que ses assassins appartiennent à l'ETA.

Les milieux officiels et les organisations politiques et syndicales ont donné une explication désormais rituelle à cette vague d'attentats : selon le gouvernement, les terroristes *« accentuent leur pression »* alors que la discussion de la future Constitution est en train de s'achever (en fait, le débat au Sénat va se prolonger encore quelques semaines). Pour le parti *gouvernemental*, l'Union du centre démocratique, ces nouvelles actions ont été *« sauvagement planifiées »*. La même observation est faite par les partis de gauche et les syndicats à propos de la simultanéité des trois attentats de lundi matin. Il est à remarquer d'ailleurs que trois des quatre policiers assassinés appartenaient aux services d'information de leur corps respectif.

CHARLES VANHECKE.

● *L'E.I.A.* (parti révolutionnaire d'Euskadi) légalisé en janvier dernier va faire campagne contre le projet de nouvelle Constitution. L'E.I.A. reproche au projet *« d'assurer pour de longues années au profit du centralisme oligarchique la domination » du pays Basque*. D'autre part, le rôle de garant de l'unité espagnole accordé à l'armée par le projet constitutionnel a été vivement critiqué par M. Telesforo Monzon, personnalité basque indépendante, mais proche de l'E.T.A. *« Approuver la Constitution serait voter en faveur de l'occupation militaire de l'Euskadi »*, a déclaré M. Monzon, qui a accusé les partis communiste et socialiste d'avoir « retourné leur veste ». — *(A.F.P.)*

Tchécoslovaquie

PROCHAIN PROCÈS A BRNO D'UN PASTEUR PROTESTANT

Prague (U.P.I.). — M. Zdenek Kastak, de Vrchlabi, petite ville de la Bohême du Nord, a été arrêté pour avoir envoyé aux journaux tchécoslovaques et à des dirigeants du parti des lettres considérées comme « antigouvernementales ». A Brno, en Moravie, un pasteur protestant, M. Jan Simsa, doit être jugé ces jours-ci et risque trois ans de *prison* : il avait essayé de défendre sa femme lors d'une perquisition faite à son domicile le 1er juin dernier, durant la visite en Tchécoslovaquie de M. Brejnev.

Enfin, dans la ville de Pribram, située à 70 kilomètres au sud de Prague, la police recherche encore ceux qui ont fait sauter la semaine dernière la *statue de feu* le président Klement Gottwald.

Italie

LE P.C.I. S'INQUIÈTE DE LA STAGNATION DE SES EFFECTIFS

(De notre correspondant.)

Rome. — Le parti communiste italien (P.C.I.) connaît, pour la deuxième année consécutive, de sérieux problèmes d'adhésions, en particulier dans ses fiefs traditionnels comme les grandes villes industrielles et chez les jeunes. *« En Italie, on compte un communiste inscrit pour vingt-cinq habitants »*, écrivait le 24 août, avec une certaine fierté, *l'Unita*, organe du P.C.I., qui soulignait : *« Une force organisée comme celle du partie communiste en Italie est un fait unique dans tout le monde occidental européen. »*

Mais l'autosatisfaction s'arrête là. *L'Unita* s'inquiète en effet de la stagnation des effectifs en 1978, pour la deuxième année consécutive : *« Il s'agit d'une phase difficile qui révèle une certaine fatigue des militants, surtout dans les grands centres urbains et dans le Sud. »*

A deux mois de la fin des inscriptions annuelles, le P.C.I. compte en effet 1 772 393 membres contre 1 814 470 en 1977. *L'Unita* écrit : *« Nous aurons du mal à retrouver tous nos adhérents de l'an passé. »* Les dirigeants communistes italiens se fixent donc un objectif modeste : arriver fin 1978 au chiffre de 1977, année qui avait déjà été difficile, notamment pour la Fédération des jeunesses communistes (F.G.C.I.) en nette perte de vitesse (moins 14 % des inscrits en 1977). L'objectif de 1978 ressemble à un constat d'échec quand on sait que le P.C.I. n'avait cessé de progresser numériquement (et électoralement) de 1969 à 1976, passant de 1 503 000 inscrits à 1 800 000 inscrits.

A la direction du parti communiste italien, on ne cache pas les difficultés : *« Nous avons souffert de notre manque d'agressivité politique »*, dit-on. *L'Unita* écrit pour sa part : *« Nous sommes dans une situation critique, car le P.C.I. est à la fois parti de gouvernement et de lutte (...). Depuis deux ans, nous avons dû faire des choix pas toujours commodes. »* Ainsi le P.C.I. a-t-il perdu en Italie l'initiative, et son ascension s'est trouvée *subitement* bloquée, alors que la démocratie chrétienne que l'on disait usée s'est reprise, ayant notamment bénéficié des retombées psychologiques de l'affaire Moro.

L'Unita reconnaît que bon nombre de militants ressentent une « certaine fatigue » face à la politique actuelle du parti. En 1978, *le P.C.I. a, en effet*, reçu 96 302 adhésions nouvelles (ce qui est beaucoup), mais cela signifie aussi qu'environ cent mille militants de 1977 n'ont pas renouvelé leurs cartes puisque aujourd'hui on ne compte que 97,69 % des inscrits de l'an passé.

Malgré tout, on enregistre un résultat positif : les femmes restent fidèles au parti. En 1978, elles sont 428 907 à avoir pris leur carte, autant qu'en 1977.

(Intérim.)

LES PREMIÈRES DÉCISIONS DU NOUVEAU PAPE

Jean Paul Ier maintient en fonctions les principaux responsables de la Curie

UN CHOIX DE BON SENS

De notre envoyé spécial

Cité du Vatican. — Jean Paul Ier a de nouveau nommé, le 28 août, secrétaire d'Etat le cardinal Jean Villot. Il a reconduit dans leurs fonctions le substitut de la secrétairerie d'Etat, Mgr Giuseppe Caprio ; le secrétaire du conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, Mgr Agostino Casaroli ; ainsi que tous les cardinaux, préfets de dicastères de la Curie romaine pour une période de cinq ans à compter de la date de leur nomination. Paul VI avait décidé en 1967 que les mandats des principaux responsables de la Curie, sauf ceux des trois de la secrétairerie d'Etat, seraient d'une durée de cinq ans qui pourrait être reconduite à la discrétion du pape.

Tous les faits et gestes de Jean Paul Ier sont passés au crible par les observateurs du Vatican, qui essayent d'évaluer le style du nouveau pape. On lui prête déjà des intentions contradictoires. Les uns disent qu'il prendra rapidement possession de la basilique Saint-Jean-de-Latran, cathédrale de Rome, pour marquer l'importance qu'il attache à sa fonction d'évêque de Rome.. Les autres, au contraire, disent que la première cérémonie aura lieu à la basilique vaticane de Saint-Pierre, mais ce ne sera ni un couronnement ni une intronisation, plutôt une présentation. On a aussi relevé le fait que, lors de l'Angelus, Jean Paul Ier a dit « *je* » au lieu du « *Nous* » habituel, et on chuchote qu'il aurait l'intention de vendre certains trésors du Vatican comme il le fit à Venise...

La continuité

Le premier acte du pape, pour revenir aux faits, a été de nommer le cardinal Villot de nouveau secrétaire d'Etat, et de reconduire tous les préfets des congrégations romaines dans leurs fonctions. Cette décision, que d'aucuns qualifient de prudente ou de significative, semble plutôt celle du bon sens. Afin de se familiariser avec les rouages complexes du gouvernement central de l'Eglise, Jean Paul Ier doit prendre le temps de les voir fonctionner. Il aurait pu — disent d'autres — opérer un choix parmi les hommes à reconduire ou, au moins, se donner un temps de réflexion. Mais on se demande selon quels critères il aurait pris des décisions aussi délicates. En fait, il fallait remplacer tout le monde ou personne, et cela rapidement.

En choisissant de garder tout le monde, Jean Paul Ier n'aura pas démenti son image de continuateur de Jean XXIII et de Paul VI, image qu'il a renforcée par le message qu'il a prononcé le lendemain de son élection (*le Monde* du 29 août). Il y précisait, notamment, son intention de « *poursuivre la révision des deux codes de droit canonique* ».

On sait que cette réforme décidée par Jean XXIII est d'une grande importance pour l'avenir de l'Eglise. La tâche n'est pas aisée ; et, déjà, la proposition faite il y a quelques années par certains membres de la commission de révision d'élaborer une « loi fondamentale » pour l'Eglise, avait soulevé de vives protestations. Depuis, on n'entend plus parler des travaux de la commission qui continue à travailler dans l'ombre sous la direction du cardinal Pericle Felici, connu pour ses positions traditionalistes.

Il s'agit de savoir si Jean Paul Ier confirmera l'équipe déjà à l'œuvre ou en changera la composition.

Les petites phrases du pape

Un autre jeu très prisé en ce moment à Rome est de rechercher les écrits antérieurs du nouveau pape pour en extraire les « petites phrases » significatives. Son livre *Illustrissimi* (*le Monde* du 29 août) est déjà introuvable dans les librairies.

Voici quelques citations de Jean Paul Ier :

● Sur la papauté : « *Elle exige trois choses essentiellement : un enseignement complet et continu ; un dialogue inconnu jusqu'ici ; une loyauté au concile Vatican II.* »

● SUR LE PAPE : « *Chesterton a raconté que des enfants jouaient au ballon sur une petite île entourée d'un mur. Certains d'entre eux se sont dit : « Pourquoi ce mur qui nous gêne et » nous humilie ? », et ils persuadent leurs camarades de l'abattre. Mais, alors, en reprenant leurs jeux, ils envoient le ballon tout le temps à la mer et perdent ainsi leur bonheur et leur sécurité. Ce mur de défense, c'est le pape !* »

● SUR LE PRETRE : « *J'entends dire que le prêtre a perdu sa carte d'identité. Ce n'est pas vrai ! Ne perdons pas notre temps à nous demander qui nous sommes, mais vivons avec l'exemple du Christ devant nous : humble, chaste, pauvre et obéissant.* »

● SUR Mgr LEFEBVRE : « *Voici Lefebvre qui désobéit tout en protestant de sa fidélité comme un certain évêque médiéval qui s'opposa au Saint-Siège en disant : « Je désobéis, je contredis et je m'insurge fidèlement et avec obéissance.* »

● SUR LUI-MEME : « *Si je n'avais pas été évêque, j'aurais voulu être journaliste.* »

ALAIN WOODROW.

SIRÈNES PROGRESSISTES

Si on avait écouté les progressistes, on aurait depuis longtemps relégué le poêle du conclave et son tuyau biscornu dans les caves du Vatican.

Aux lieu et place de la légendaire « fumata » incapable de choisir sa couleur avec détermination, on aurait eu, pour annoncer l'élection de Jean Paul Ier, soit une sonnerie assourdissante et ininterrompue, soit une sirène stridente, soit un haut-parleur braillard comme dans les foires commerciales.

On y aurait sûrement gagné en clarté et on aurait évité les ridicules cafouillages du 26 août — qui ne sont d'ailleurs pas les premiers. Mais la poésie et le pittoresque ?

Quoi de plus symbolique que le panache d'une fumée dérisoire et évanescente qui invite à lever les yeux vers le ciel ? Quoi de plus discret et de plus silencieux ? Dans la patrie du vacarme et du verbiage, quoi de plus suggestif que ces volutes muettes tôt dissipées par le vent ? Quoi de plus adapté pour annoncer l'élection du « serviteur des serviteurs de Dieu », pour rappeler la fragilité de toute gloire humaine et sa caducité inéluctable : une sorte de crémation prémonitoire, où la mort se confond avec la naissance.

Cette hésitation à monter dans l'azur annonçait à l'avance le désarroi de Jean Paul Ier, dont la voix mal assurée trahissait le trouble et le sentiment de son indignité.

Au milieu des fastes orgueilleux du Vatican, la fumée est un des rares signes des carences de la monarchie pontificale. Il faut le conserver à tout prix.

A condition, bien sûr, de mettre au service de ce poêle récalcitrant un artificier de métier qui sache se servir des fumigènes. Il faut toute la nonchalance italienne pour qu'on n'y soit pas encore parvenu...

HENRI FESQUET.

Nostalgies vénitiennes

De notre envoyé spécial

Venise. — Si Venise tout entière dévouée à la mémoire du bon pape Jean respectait son patriarche, le cardinal Albino Luciani l'irritait aussi parfois. Le clergé vénitien le trouvait tantôt trop *alla mano*, trop coulant, et tantôt trop sévère.

Pour l'homélie de Noël 1977 le cardinal avait condamné en chaire de Saint-Marc l'avortement en se référant au massacre des Innocents. Cette comparaison avait déplu aux catholiques de progrès, qui organisèrent alors une distribution de tracts au sortir de la messe. « *Nul n'est prophète en son pays* », soupire le curé de la paroisse de Carmine, l'une des plus importantes de Venise. Pour lui, comme pour la majorité des prêtres vénitiens, Jean Paul Ier continuera dans la voie du concile en s'inspirant de la *sapientia cordis* (la sagesse du *cœur*) *de Jean et de la perspicacité de Paul.*

A la curie patriarcale, tout près de San-Marco et du pont des Soupirs, le vicaire général, Mgr Volo, et le chancelier patriarcal, Mgr Bosa, deux proches collaborateurs du cardinal Luciani, expriment leur « *profonde nostalgie* » et leur espoir. « *Le cardinal aimait à parler aux enfants de Venise. Il laisse ici un souvenir d'humilité et de simplicité. C'est un pêcheur d'âmes, pas un conservateur, mais un homme intransigeant sur le principe de la foi.* » « *Est-il un bon théologien ? Non un* bravo-teologo », répond Mgr Bosa.

Alors que le petit peuple de Canale-d'Agordo, le village natal du pape, trouve apparemment naturelle l'élection de Don Albino, ici, à la curie vénitienne, on ne cache pas son étonnement. Sur une chaise, dans la petite salle du bureau administratif, quelques paquets non défaits à l'adresse du cardinal prouvent que dans l'entourage du patriarche on a été pris de court. Pourtant aux murs, à côté du portrait de Mgr Luciani, ceux de Jean XXIII et de Saint Pie X. « *Le cardinal lui-même ne songeait pas à être élu*, dit Mgr Bosa. *Le 10 août au matin, lorsqu'il est parti pour Rome, nous étions tous ici persuadés qu'il nous reviendrait.* »

Sur un *vaporetto*, un petit moine de l'hôpital de Venise, qui part en vacances dans sa famille du Sud, explique les raisons du vote : « *D'abord*, dit Fra Alberto, *Paul VI avait pour le patriarche une grande estime. Chacun ici se souvient du jour où le pape a recouvert de son étole Mgr Luciani. C'est devenu pour beaucoup un signe du destin.* » « *Puis*, continue Fra Alberto, *il était très aimé des évêques, qui l'avaient apprécié dans les diverses sessions du synode.* » Fra Alberto se souvient : « *Il est venu plusieurs fois à l'hôpital, mais jamais il ne s'est fait annoncer, jamais il ne voulait qu'on le raccompagne.* » Quand il fut nommé cardinal, en 1972, le chapitre, dit-on, voulut célébrer l'événement. « *Pourquoi une fête, je ne fais que changer de vêtements* », aurait répondu Albino Luciani. Un clerc de l'hôpital de San-Lorenzo raconte : « *Il a un langage simple, même trop simple. Il parle très lentement et des ecclésiastiques le lui ont reproché, mais, a-t-il rétorqué,* « ce n'est pas à vous que je parle mais aux humbles, avec qui il faut user de mots simples pour être entendus ». *Avec les vieillards de l'hospice il émaillait toujours ses propos d'exemples. Un jour, à une vieille femme qui lui demandait la clé du paradis, il sortit son rosaire et il dit :* « Voilà la clé du paradis ». *Cela m'a beaucoup touché.* » Une légendes des « Fioretti » déjà...

On s'interroge néanmoins : un prélat qui n'a jamais quitté la Vénétie saura-t-il reprendre le bâton de pèlerin de Paul VI ? Il est plus simple que Mgr Roncalli, dit-on aussi, mais il est plus timide. « *Un peu de Jean, un peu de Paul, mais pas beaucoup des deux* », disent les plus hardis. « *Vendremmo* » (nous verrons), semblent penser à l'unisson les clercs, dépassés par leurs ouailles, qui, ici comme ailleurs, aimeraient tant que soient rassemblées en un seul homme, comme par miracle, les qualités des deux papes précédents. Un poids de plus sur les épaules de Jean Paul Ier.

CHRISTIAN COLOMBANI.

Réformes

Jean Paul Ier n'a annoncé contenues dans le message évangélique. Il ne peut donc que décevoir.

Par réformes, en effet, nos contemporains entendent qu'on réforme le message évangélique lui-même, et non le monde par lui. Le malentendu est d'autant plus grand qu'il est entretenu par la confusion des mots, je dirai même : par le mensonge des mots.

Il y eut, dans le passé, de grandes vagues de réformes dans l'Eglise. Certaines, qui furent jugées excessives, comme le jansénisme, furent même condamnées. Mais elles allaient toutes dans le sens d'un redressement des mœurs, qui s'étaient trop relâchées. Aujourd'hui, qui demande des réformes veut au contraire qu'on relâche les mœurs à l'extrême. Et, curieusement, ce sont les observateurs qui critiquent le plus les compromissions de l'Eglise avec le monde au cours de son histoire qui eussent voulu un pape à la mode, un pape qui « comprenne le monde », c'est-à-dire qui l'approuve.

Mais il n'est pas de folie qui n'offre au sage quelque consolation ou quelque lumière. Dieu merci, nos contemporains demeurent des enfants. Non contents d'avoir les mœurs qu'ils ont, il leur faut absolument qu'elles soient bénites par Rome. Et c'est bien l'ultime hommage que le péché pouvait encore rendre à l'esprit évangélique dont un pape veut bien se réclamer toujours.

Ph. DE SAINT-ROBERT.

LES DATES DE NOMINATION

On trouvera ci-dessous les dates auxquelles les principaux responsables de la curie romaine sont entrés en fonctions, NNSS :

Jean Villot, 72 ans, secrétaire d'Etat depuis mai 1969 ;

Giuseppe Caprio, 63 ans, substitut de la secrétairerie d'État depuis juin 1977 ;

Agostino Casaroli, 63 ans, secrétaire du conseil pour les affaires publiques de l'Eglise (juin 1967) ;

Franjo Seper, 72 ans, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi (janvier 1968), reconduit en 1973 :

Sebastiano Baggio, 65 ans, préfet de la Congrégation pour les évêques (février 1973) ;

Pierre-Paul Philippe, 73 ans, préfet de la Congrégation pour les Eglises orientales (mars 1973) ;

James Robert Knox, 64 ans, préfet de la Congrégation pour les sacrements et le culte (janvier 1974) ;

John Joseph Wright, 69 ans, préfet de la Congrégation pour le clergé (avril 1969), reconduit en 1974 ;

Eduardo Pironio, 57 ans, préfet de la Congrégation pour les religieux et les instituts séculiers (mai 1976) ;

Agnelo Rossi, 65 ans, préfet de la Congrégation pour l'évangélisation des peuples (octobre 1970), reconduit en 1975 ;

Corrado Bafile, 75 ans, préfet de la Congrégation pour la cause des saints (mai 1976) ;

Gabriel Marie Garrone, 76 ans, préfet de la Congrégation pour l'éducation catholique (janvier 1968), reconduit en 1973.

« DIEU VOUS PARDONNE... »

Cité du Vatican (A.F.P.). — « Dieu vous pardonne pour ce que vous m'avez fait », a dit Jean Paul Ier en souriant aux cardinaux qui venaient de l'élire, le samedi 26 août, dans la chapelle Sixtine. Ce trait est rapporté par le cardinal Joseph Hoffner, archevêque de Cologne (R.F.A.), dans une lettre pastorale qu'il a adressée, dimanche, à ses diocésains et que des journaux italiens ont publiée lundi.

● RECTIFICATIF. — Une ligne sautée a rendu incompréhensible un passage du premier message au monde de Jean Paul Ier (*le Monde* du 29 août). Nous le publions à nouveau ci-dessous : « *(...) Notre âme est encore accablée à la pensée du terrible ministère pour lequel Nous avons été choisi : comme Pierre, il Nous semble avoir posé le pied sur l'eau périlleuse, et, secoué par un vent impétueux, Nous avons crié avec lui vers le Seigneur : « Seigneur sauve-moi.* »

LE JOURNAL « LA CROIX » CRITIQUE SÉVÈREMENT LA CURIE ROMAINE

« La Croix » du 29 août publie un copieux article sur la Curie romaine, dans lequel de graves réserves sont émises sur le fonctionnement de cet organisme en dépit de la réforme entreprise par le prédécesseur de Jean Paul Ier.

Après avoir noté l'opportunité de certaines transformations (internationalisation, restructuration, nouveaux départements), l'auteur de cet article — situé dans une page réalisée par Robert Ackermann, François Bernard, Etienne Gau — discerne des défauts « paralysants ». La congrégation pour la doctrine de la foi, par exemple, ne remplit pas, selon l'article, son rôle d'animation de la recherche théologique et de dialogue entre les théologiens, ainsi que l'avait souhaité Paul VI. La secrétairerie d'Etat est « surchargée », elle « double » les autres organismes, elle est « anormalement gonflée ». D'où une certaine « frustration » des dicastères.

« Déformation malheureuse », à laquelle s'ajoute une mauvaise circulation des informations et des concurrences inutiles entre tel et tel organisme.

Enfin, « la Croix » note que Jean Paul Ier va se trouver dans une situation financière de plus en plus difficile. Elle souhaite au nouveau pape de « trouver autour de lui beaucoup de tâcherons durs à la besogne, peu soucieux d'éclat publicitaire, et si possible intelligents ».

DE NOUVELLES RÉACTIONS

L'élection rapide de Jean Paul Ier continue de susciter de très nombreuses réactions et des télégrammes du monde entier, catholique ou non catholique, affluent au Vatican, ainsi ceux de :

M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU ; M. Roy Jenkins, président de la commission de la C.E.E. ; le président de l'Irak, M. Ahmed Hassan El Bakr ; M. Erich Honecker, président de la R.D.A. ; le maréchal Tito, président de la Yougoslavie.

De son côté, le président du Liban, Elias Sarkis, remercie le pape pour « *la pensée qu'il a accordée au Liban à l'occasion de son premier message au monde* ».

Enfin M. Jacques Chirac écrit : « *Dans la grande joie de l'Eglise à laquelle s'associent tous ceux qui, avec respect et estime, s'inclinent devant le suprême magistère de paix et de réconciliation du siège romain, laissez-moi offrir à Votre Sainteté l'hommage très déférent de mes vœux personnels et ceux, fervents, du peuple de Paris, pour votre pontificat. (...)* »

SPORTS

NATATION

Les Américains ont dominé les championnats du monde

Berlin-Ouest. — Les troisièmes championnats du monde de natation ont pris fin lundi 28 août à Berlin-Ouest sans qu'aucun record du monde ait été battu au cours de l'ultime soirée. Les quatre dernières finales ont été remportées par l'Américain David Mac Cagg (100 mètres nage libre en 50 sec. 24), l'Australien Tracy Wickham (800 mètres en 8 min. 24 sec. 94), le relais américain quatre fois 100 mètres quatre nages (3 min. 44 sec. 63) et par l'Allemande de l'Est Barbara Krause (100 mètres nage libre en 55 sec. 68), qui a ainsi donné à son pays sa seule victoire dans les championnats du monde.

Au total, treize records mondiaux, neuf féminins et quatre masculins, ont été améliorés du 18 au 28 août, et pour ce qui concerne le palmarès de la compétition, la toute première place revient aux Américains qui peuvent se prévaloir de vingt médailles d'or, douze d'argent et quatre de bronze dans les vingt-neuf épreuves de natation. Soviétiques (4), Australiens (2), Allemands de l'Est (1), Allemands de l'Ouest (1), Canadiens (1) se partagent les neuf premières places qui ont échappé aux Américains.

Le bilan de la natation française est vite établi : trois accessions en finales, 100 et 200 mètres brasse avec Annick de Susini, relais quatre fois 200 mètres nage libre. Ce résultat d'ensemble montre à l'évidence que le contact est perdu avec l'élite mondiale et que la natation française ne peut plus jouer aucun rôle dans les grandes compétitions internationales. Il en sera sans doute de même pour les Jeux olympiques de Moscou, en 1980, et les possibilités entrevues pour les Jeux de 1984 par la direction technique mondiale laissent sceptique. Depuis 1972, en repoussant à chaque fois les échéances de redressement, de « promesse » en « promesse », les responsables de la natation française semblent avoir fait leur la devise : « Demain, on rase gratis. »

Un Soviétique convaincu de dopage

De notre envoyé spécial

A leur corps défendant, les Soviétiques ont été les vedettes de la dernière journée des championnats du monde. Victor Kuznetzov, troisième du 100 mètres dos, sixième du 200 mètres dos a été déclassé par la Fédération internationale de natation amateur (FINA) après un contrôle antidopage positif. C'est la première fois, en natation, qu'un athlète est convaincu d'avoir eu recours aux anabolisants. Le résultat du test effectué sur Kuznetzov est d'autant plus étonnant qu'il suffit de prendre, avec les anabolisants, certaines précautions quelque semaines avant une compétition pour qu'aucune trace ne puisse être décelée par le plus minutieux des contrôles.

Les Soviétiques ont vivement réagi à cette disqualification de Kuznetzov, rejetant l'accusation du comité d'organisation, affirmant leur bonne foi, assurant un peu naïvement que Kuznetzov avait juré son innocence. Au cours d'une conférence de presse, ils en sont venus à parler de provocation. De la part de qui ? Dans quel but ? Autant de questions auxquelles ils n'ont pas pu ou voulu, répondre.

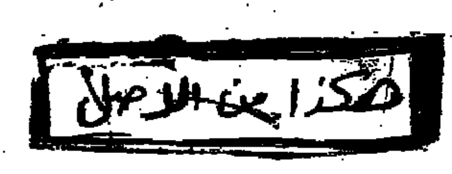
En revanche, le comité d'organisation a présenté le dossier complet, et semble-t-il sérieux, étayant sur chaque point l'accusation de dopage lancée contre Victor Kuznetzov. Le produit du contrôle effectué sur Kuznetzov a été scellé le 20 août dans une enveloppe plastique, en présence d'un dirigeant soviétique, et le nageur a apposé sa signature sur le document prévu à cet effet. Après l'envoi au laboratoire spécialisé de Cologne et dès que le test s'est révélé positif, le comité d'organisation et les médecins ont prévenu les Soviétiques de la gravité du cas. Ils leur ont proposé de procéder, en leur présence, à un deuxième test, sans obtenir de leurs interlocuteurs la moindre réaction. A toutes fins utiles, le jour venu, deux délégués de la FINA ont quand même attendu les Soviétiques à Tegel (l'aéroport de Berlin) et à Cologne. En vain.

Le plus curieux dans cette affaire, c'est que, malgré ces précisions, les Soviétiques ont continué de tout nier en bloc : Kuznetzov ne s'est pas dopé, ils n'ont jamais été prévenus que le contrôle était positif, personne ne leur a proposé la moindre contre-analyse à Cologne, aucun rendez-vous n'a jamais été pris à Tegel ou à Cologne. A une demi-heure d'intervalle, les propos tenus par M. Anatoli Kolsov, le chef de la délégation soviétique, et par le docteur Meyer-Rosarius, responsable de la commission médicale des championnats du monde, ont présenté deux versions tout à fait contradictoires de la chronologie des faits.

Ce n'est pas la première fois qu'un cas de dopage est relevé en natation. En 1972, aux Jeux olympiques de Munich, l'Américain Rick Demont, champion olympique du 400 mètres nage libre avait été, de la même manière, déclassé, et sa bonne foi n'avait pas été mis een doute par la commission médicale du Comité olympique international. D'abord, il ne s'agissait pas d'anabolisants, et la seule faute de Rick Demont — et des médecins de l'équipe américaine — avait été de choisir pour soigner une angine un médicament anti-asthmatique contenant de l'éphédrine, une substance figurant sur la liste des produits interdits.

FRANÇOIS JANIN.

● « *M. Wiesenthal a demandé à la Suède de ne pas participer aux Jeux olympiques* » à moins que l'U.R.S.S. ne révèle la vérité sur le sort de Raoul Wallenberg, diplomate suédois disparu mystérieusement en U.R.S.S. Le chef du centre de documentation juive a enquêté sur le sort de M. Wallenberg, membre de la légation suédoise à Budapest durant la guerre, et qui avait mis sur pied une organisation pour sauver les juifs des camps nazis. « *Nous savons*, a dit M. Wiesenthal, *qu'il n'est pas mort dans la prison de Lioubianka à Moscou en 1947 comme l'ont affirmé en 1957 les Soviétiques.* » — (A.F.P.)



Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

UNE MISSION FRANÇAISE A JAVA

L'analyse immédiate des gaz permettra une meilleure connaissance des risques volcaniques

par HAROUN TAZIEFF

VERS le milieu de l'arc insulaire de l'Indonésie, l'île de Java occupe une situation particulière, tant du point de vue démographique que volcanologique. Longue de 1 000 kilomètres, large d'une centaine, Java compte plus de quarante volcans et plus de quatre-vingts millions d'habitants. Ces chiffres suffisent à expliquer l'intérêt que les responsables de ce pays portent à la volcanologie. Ce fut pourquoi ces autorités, en 1976, me conférèrent la double mission d'ausculter deux des volcans qui les préoccupent — le Merapi et le Keiud — et d'aider les jeunes volcanologues indonésiens à maîtriser cette discipline.

Discipline assez paradoxalement semblable à la médecine, *dans laquelle* émettre un diagnostic sûr est un complexe de savoir scientifique, d'expériences et, lorsqu'il est difficile, de collaboration étroite et sans arrière-pensées avec les divers spécialistes susceptibles d'ausculter le patient, volcan ou malade...

Dès 1977, nous avons donc entrepris de réaliser un programme d'une demi-douzaine d'années pour répondre à cette demande, et, aujourd'hui, nous rentrons de *notre* deuxième mission, au cours de laquelle nous avons, entre autres, étudié les gaz éruptifs qui s'exhalent lors de l'extrusion d'un dôme volcanique (le puy de Dôme en est un, mais solidifié et refroidi depuis quelques millénaires). La croissance d'un dôme est parfois précédée — et au Merapi presque toujours — *par des explosions* qui engendrent des nuées ardentes (c'est une nuée ardente qui, le 8 mai 1902, anéantit la ville de Saint-Pierre-de-la-*Martinique* et ses vingt-huit mille habitants), et elle se termine souvent, et au Merapi toujours semble-t-il, par une phase plus violemment explosive encore.

En ce siècle, le Merapi a engendré une vingtaine de dômes. Les plus âgés ont poussé sept années durant avant d'exploser, les plus jeunes un an à peine. Or, *d'après les témoignages*, le *dôme* actuel a pris naissance en 1972 : il *devrait* donc être près de sa maturité, donc proche des explosions qui *le* détruiront, donc des redoutables nuées ardentes.

Certains indices, cependant, permettent d'espérer que ces explosions seront relativement modérées, notamment le fait que ce dôme ne se gonfle guère mais garde des dimensions modestes : croissant en bordure de la vertigineuse pente qui, vers l'ouest, dévale sur 2 000 mètres de dénivellation, *il s'écroule* à *mesure* que, par-dessous, la cheminée d'alimentation du volcan extrude lentement son magma en fusion.

D'autres indices, par contre, inquiètent quelque peu. Ainsi le fait que les températures que nous mesurons depuis deux ans dans les champs de fumerolles de Woro et de Gendol, températures qui n'avaient pas *dépassé* les 500 °C du temps de la *surveillance* étroite qu'exerçaient les Hollandais, dépassent à présent les 800 °C. Or ces zones sont situées, l'une dans la paroi sud *du cratère et l'autre sur la* crête qui la prolonge vers l'est.

Une série de considérations, géologiques et volcanologiques, conduisent à redouter le transfert de l'activité — extrusion de dômes et explosions associées — du flanc ouest du Merapi, où elle s'est manifestée tout au long de l'époque historique — un bon millier d'années, — au flanc sud. Or la région au sud du volcan est d'autant plus vulnérable que la grande ville de Yogyakarta (1 million d'habitants) s'y étend à 25 kilomètres du cratère. Le danger n'est d'ailleurs pas, je crois, lié à l'éruption en cours, mais à quelque éruption future. Mais, même si ce risque se trouve loin dans l'avenir, il convient dès à présent d'envisager cette éventualité pour y parer au mieux.

Eruptions meurtrières

Les éruptions meurtrières du Merapi sont innombrables, et quelques-unes furent catastrophiques.

La plus formidable remonte à l'an 1006 : haut de 52 mètres, le stûpa de Borobudur, comme Yogyakarta à 25 kilomètres du volcan, fut entièrement enseveli sous les cendres torrides de nuées ardentes colossales. La dernière éruption à avoir fait plus de mille victimes — mille trois cents — se produisait en 1930, et, en 1954, on en déplora une centaine.

La première visite que je fis au Merapi, en 1956, m'amena à gravir le dôme qui alors se gonflait dans la partie nord-ouest *du cratère. C'était* aussi la *première* fois que j'avais l'occasion de m'aventurer sur ce type de terrain, dont la réputation était terrifiante. Et si je n'étais pas terrifié, j'étais vraiment impressionné ! Ce dôme devait exploser l'année suivante, et en 1977 et en 1978 nous avons installé notre camp vers 3 000 mètres d'altitude, sur la crête de ce qui en est resté.

Quant au dôme actuel, il est assez difficile à atteindre. En 1977, François Le Guern et Jean *Vuillemin ont trouvé* la seule voie permettant de franchir la centaine de mètres de parois verticales qui l'enserrent de toutes parts, *sauf à l'ouest. (Mais*, par l'ouest, l'accès est interdit par les avalanches incandescentes.) Cette année-ci, nous avons pu l'atteindre à plusieurs reprises et y faire toute une *série* de mesures : températures (plus de 900 °C), résistivité du magma (presque nulle à quelques décimètres de profondeur), échantillonnages de sublimés, d'aéro*sols*, de radon, de *gaz*, estimation de l'apport quotidien de magma (30 000 à 50 000 mètres cubes), mesures de la pression *partielle d'oxygène*, analyse immédiate, sur place, des gaz éruptifs.

Cela est réussi pour la première fois au monde. François Le Guern et André Nohl ont en effet conçu et réalisé le premier chromatographe en phase gazeuse de terrain capable d'analyser les gaz à chaud, donc avant toute transformation due au refroidissement ou à des interréactions chimiques. Or cela est indispensable pour tenter d'interpréter la signification volcanologique des gaz. Indispensable aussi pour *détecter* immédiatement ces clefs aux graves questions d'évolution de l'activité éruptive que sont les variations de la composition de ces gaz. Les délais habituels d'analyse, de l'ordre de quelques jours à plusieurs semaines, ne sont acceptables que lorsque aucun risque immédiat n'existe. Ce n'est pas habituellement le cas lorsque quelque gouvernement, inquiet, vous appelle en consultation.

Ne pas disposer sur place et immédiatement *de cette information* essentielle, c'est se trouver dans le cas d'un médecin face à un patient en crise dont *il ne peut*, avant des semaines ou des jours, connaître les analyses...

Le chromatographe de Nohl et Le Guern représente l'aboutissement d'un besoin vieux d'un quart de siècle. Plusieurs chimistes de premier ordre avaient tenté de le réaliser, mais sans y parvenir : les conditions sont tellement hostiles dans un cratère en activité qu'un instrument aussi sophistiqué d'emblée s'y trouve mal. Et les gens « *sensés* » disaient la chose impossible. La volcanologie française, je dirais même la recherche française, peuvent être fières de cette percée de Nohl et Le *Guern*.

Nous avons passé quatorze jours sur le Merapi. Nous comptions, en redescendant, rendre *visite, à 100 kilomètres de là*, aux géologues français qui forent dans le plateau de Diëng les champs géothermiques dont le Pr *Giorgo* Marinelli et moi-même avions, en 1964, recommandé la prospection. *Mais* la nouvelle nous parvint alors que le Krakatau était entré en éruption, le Krakatau, célèbre par celle, *formidable*, qui tua, en 1883, trente mille personnes et fut *entendue* à 4 500 kilomètres de distance...

Alors, nous y sommes allés voir, d'aussi près que possible : cent fois moins violente que celle du siècle dernier, cette éruption n'en était pas moins splen*dide !*

Les travaux du groupe d'intervention sous la mer

TRAVAILLER A PEAU NUE PAR 500 MÈTRES DE FOND

DEUX hommes sont enfermés à l'intérieur de l'ensemble hyperbare.

C'est l'ambiance même des départs de cosmonautes, à cette *différence près qu'on* peut revenir de la Lune en quatre jours, alors qu'il faut aux océanautes dix jours de « remontée » (1) après être descendus à moins 500 mètres.

Pour cette nouvelle plongée simulée à 300 mètres de profondeur, les deux plongeurs du GISMER (Groupe d'intervention sous la mer) — le médecin de la marine Méliet et le premier maître Mingant — ont été « *mis sous pression* » le 9 juin, sont « *arrivés* » à 300 mètres le 10, ont été mis en décompression le 20 et ne sont sortis de l'ensemble hyperbare — contrôlé de jour et de nuit — que le 29. Par l'étroit hublot on les apercevait, *coiffés* de calots qui maintiennent sur leur cuir chevelu — tonsuré — les électrodes nécessaires aux encéphalogrammes biquotidiens surveillés par le docteur Rostaing. Lors de notre visite, le professeur Hugon était en train de recueillir les messages des deux « cobayes » soumis à des stimulations tactiles. Malgré le décodeur, leur voix parvient étrangement déformée par le mélange respiratoire à l'hélium. Bien que tout proches ils sont « loin », dans un autre monde, à 300 mètres (c'est-à-dire à une pression égale à trente et une fois la pression atmosphérique normale). Il *s'agit-là de tests neuro-psychologiques* sur le pouvoir de discrimination par le cerveau — dans ces conditions — de deux stimulations séparées dans le temps et dans l'espace. A un certain seuil, à déterminer, n'est plus perçue qu'une stimulation unique. C'est aussi le seuil d'une fatigue nerveuse. A ne pas franchir.

Au cours des neuf jours et demi de leur vie « au fond », les cobayes ont ainsi subi un ensemble de tests, d'analyses et d'examens de contrôle du stress.

Cette opération comportait une « première » rendue possible par le fait que l'un des cobayes est lui-même médecin. D'ordinaire, les prélèvements de sang sur les plongeurs sont analysés à l'extérieur, « en surface », c'est-à-dire sous pression normale. Pour la première fois, les analyses ont été faites *in situ*, sous pression, dans les conditions mêmes de la plongée. Simultanément, les mêmes mesures étaient effectuées à l'extérieur de façon à permettre l'établissement d'un tableau comparatif. Quatre prélèvements ont été effectués à la pression du *fond, et trois au cours de la* décompression. Cela dans le but de mieux connaître la capacité du système sanguin à absorber l'oxygène : un acquis nouveau dans la patiente recherche qui permettra peut-être à l'homme « sans câble » — ou « à peau nue », comme on dit maintenant — de toucher au plus bas le fond du plateau continental.

L'expérience, qui fait partie d'une « étude au long cours » menée en équipe avec les chercheurs de la marine britannique depuis 1971, devra encore être complétée. Avec la participation sur place des spécialistes du GISMER, la même tentative *sera renouvelée* en Grande-Bretagne en avril-mai 1979.

En octobre 1977, l'opération Janus IV vit les plongeurs de la COMEX et du GISMER battre le record mondial en descendant en mer à moins 501 mètres... Le grand public se voyait rappeler avec un certain étonnement que dans ce domaine la France faisait jeu égal avec les premiers et prenait *souvent une longue* avance, y compris sur les Etats-Unis.

L'apport du Groupe d'intervention sous la mer, prolongé par sa Commission d'études pratiques (CEPISMER) est capital. Cet héritier du GERS (Groupe d'études et de recherches sous-marines) — lui-même enfant des pionniers Cousteau, Dumas, Tailliez — et du Groupe des bathyscaphes, est un organisme de la marine nationale, basé à Lorient et principalement à Toulon, où est établi le commandement des deux façades maritimes. C'est dans le bâtiment du GISMER, situé à l'intérieur de l'arsenal maritime de Toulon, que s'est déroulée l'expérience dont nous avons été témoin.

Alors que les formations de plongeurs de combat opèrent jus*qu'à 20 mètres, et celles de plon*geurs-démineurs jusqu'à 80 mètres, le domaine du GISMER et du CEPISMER s'ouvre à partir de 80 mètres... jusqu'aux 9 400 mètres atteints par le bathyscaphe. Opérationnel, le GISMER, « *œil et bras de l'Etat, au-dessous de 80 mètres* », accomplit des missions pour la marine nationale — récupérations d'engins tombés à la mer (avions, missiles, etc.), sauvetages, opérations militaires — mais aussi pour les affaires maritimes, l'équipement, la recherche du pétrole en mer, etc.

« *Ses moyens*, dit le commandant Guyot, « patron » du GISMER, *sont matériellement inférieurs à ceux des Américains* », bien qu'il obtienne parfois des résultats supérieurs — notamment en plongée « en saturation » qui permet un travail infiniment plus « délié » que celui des robots.

Pour la recherche, GISMER et CEPISMER travaillent plus particulièrement en collaboration avec le Centre d'études et de recherches biologiques de l'hôpital maritime Sainte-Anne de Toulon, équipé, lui aussi, d'un ensemble hyperbare, et avec le Centre d'études et de recherches techniques sous-marines (C.E.R.T.S.M.), logé comme le GISMER dans l'arsenal maritime. Ils collaborent également avec le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), les universités de Marseille et de Nice ainsi qu'avec celle de Toulon, dont le GISMER va parrainer, à la prochaine rentrée, la nouvelle unité de recherches techniques de la mer.

A terre, outre un caisson thérapeutique et son ensemble hyperbare, le GISMER dispose d'une sphère pour l'expérimentation animale, où porcs et moutons ont subi des pressions jusqu'à 1 000 mètres (101 atmosphères).

Perspectives ? « *A peau nue* », atteindre les 600 mètres du talus continental ? « *Pour l'instant*, répond le médecin-chef Le Chuiton — plongeur lui-même, — *nous sommes opérationnels jusqu'à 400 mètres. De 400 à 500 mètres, c'est une lisière « fréquentable ». Au-delà, nous entrons dans le domaine de l'exploration médicale.* » Et les engins, l'« *homme protégé* » ? Le fameux bathyscaphe Archimède, inutilisé *depuis 1974, pourrait être réarmé* en 1979 si des négociations actuellement envisagées avec le Japon arrivent à une conclusion heureuse. *Rappelons* qu'il est le seul submersible au monde à être capable de plonger dans la tranche d'eau comprise entre 6 000 et 11 000 mètres de profondeur.

JEAN RAMBAUD.

(1) Il s'agit de la durée de la *décompression* après plongée profonde « à saturation ».

Les moyens : personnels, navires et robots

• PERSONNELS : en comptant l'armement des bateaux de soutien, deux cents personnes, dont quarante pour les véhicules d'intervention et quarante plongeurs-profonds, tous capables de diriger une plongée (deux ans de formation pour des plongeurs-démineurs ou de *combat déjà confirmés). Le cadre des officiers comporte médecins, pharmaciens, ingénieurs.*

• MATERIELS (outre les matériels à terre et le bathyscaphe « Archimède ») : « Triton », bâtiment-support équipé pour la pénétration humaine et par engins. Soit : d'une part, le sous-marin « Griffon » de 14 tonnes (trois hommes à bord, bras manipulateurs, exploration et intervention *jusqu'à 600* m.), d'autre part, une cloche et un ensemble hyperbare permettant aussi bien la plongée d'incursion (durée sur le fond strictement limitée), que la plongée « à saturation », pour des séjours à la pression du fond excédant dix-huit heures.

« Gustave-Zédé » (basé à Lorient) : porteur du sous-marin « crache-plongeurs » « Shelf-Diver », permet également incursion et intervention. « Shelf-Diver » sera remplacé par la « Licorne », actuellement en *construction. Disposant* d'un caisson, le « Gustave-Zédé » doit être doté d'un ensemble hyperbare.

« Myosotis » : bâtiment léger servant de base de plongeurs.

« Ulism » : unité légère d'intervention, transportable par terre et par air, portée par le chaland « Nautile ».

« Eric I » : engin robot à câble, télécommandé, doté de propulseurs, d'un bras articulé, *d'un sonar, d'une caméra de* télévision, opérant à 500 mètres.

« Parc-Eric II » : robot en construction, qui opérera à 6 000 mètres. Il sera équipé d'un ensemble photo-caméra et d'engins manipulateurs.

L'AGE DES GALAXIES

Le Grand Nuage de Magellan serait-il plus jeune que la Voie lactée ?

BIEN que la cosmologie soit *tout sauf une science* exacte, la grande majorité des astronomes s'accordent sur quelques idées : l'expansion de l'univers, le « *big bang* » *originel*, les grandes lignes de l'évolution stellaire... En particulier on admet habituellement que, s'il y a des étoiles jeunes et *des étoiles vieilles, toutes* les galaxies ont approximativement le même âge. Elles peuvent pourtant avoir évolué différemment.

Ainsi, des deux grandes classes de galaxies, les elliptiques et les spirales, les premières contiennent surtout des étoiles vieilles, qui émettent principalement de la lumière rouge. Les galaxies spirales ont, au contraire, un noyau très semblable à *une galaxie elliptique*, mais sur lequel s'accrochent des bras, riches en gaz et en poussières, qui ont « récemment » donné naissance à des *étoiles jeunes, dont* la lumière est plus bleue.

La proportion d'étoiles jeunes et d'étoiles vieilles peut donc beaucoup varier d'une galaxie à une autre, mais si l'hypothèse d'une formation simultanée des galaxies est exacte, les plus vieilles étoiles de chaque galaxie doivent avoir le même âge. Une série d'observations faites sur le Grand Nuage de Magellan vient de jeter le doute sur ce point. Les plus vieilles étoiles du Grand Nuage seraient nettement plus jeunes que les plus vieilles étoiles de notre galaxie, la Voie lactée.

Le Grand et le Petit Nuage de Magellan sont deux « nébuleuses », visibles seulement de l'hémisphère sud, et que découvrit en 1520 l'équipage *du navigateur* portugais, *lors* de son tour du monde. On a montré par la suite qu'il s'agissait de deux petites galaxies très proches de la Voie lactée : on peut les considérer *comme ses satellites*.

La relative proximité des Nuages de Magellan en fait des objets d'étude privilégiés pour les grands télescopes qui ont *été* construits ces dernières années dans l'hémisphère sud. Un astronome américain, le *docteur* Harvey Butcher, travaillant sur le télescope de 4 mètres de diamètre mis en service en 1976 à l'*observatoire interaméricain*, au Chili, a recensé dans le Grand Nuage de nombreuses étoiles, et dressé une statistique de leurs âges. La comparaison avec des statistiques analogues faites sur la Voie lactée montre une absence d'étoiles vieilles qui implique, si elle est confirmée, que le Grand Nuage de Magellan s'est formé bien après la Voie lactée.

Faut-il abandonner l'idée d'une naissance simultanée de toutes les galaxies, ce qui remettrait sérieuse*ment en cause le schéma admis*, le modèle « standard » de l'évolution de l'univers ? L'auteur de l'étude est le premier à dire que la relative jeu*nesse du* Grand Nuage de Magellan doit être confirmée par d'autres méthodes. Et cette confirmation ne serait pas dramatique : les Nuages *de Magellan sont de petites galaxies*, de formes irrégulières, pour lesquelles on peut sûrement trouver des explications circonstancielles sans remettre en cause la simultanéité de formation des grands amas galactiques.

Mais peut-être faudra-t-il renoncer à cet âge commun des galaxies, et à bien d'autres idées actuelles en cosmologie. L'astronomie, la plus vieille des sciences, connaît depuis trente ans une étonnante jeunesse, et les découvertes inattendues se bousculent. En deux ans, le Système solaire en a vu trois d'importance : un gros astéroïde entre Saturne et Uranus ; des anneaux autour de cette dernière planète ; un probable satellite de Pluton — pour s'en tenir à l'astronomie classique et sans parler de tout ce qu'a apporté l'exploration spatiale.

L'astronomie stellaire et galactique n'est pas en reste avec les pulsars, quasars, trous noirs, le flot continu de nouvelles molécules détectées dans l'espace interstellaire, et ces mystérieuses bouffées de rayons gamma dont personne ne comprend encore l'origine.

Face à cette avalanche, les constructions cosmologiques paraissent de fragiles châteaux de cartes. Le lauréat du prix Nobel de physique en 1970, Hannes Alfven, écrivait il y a deux ans, dans *la Recherche*, un article, « la Cosmologie : mythe ou science », où il ne cachait pas sa préférence pour le premier terme. *Même si c'est là une opinion* excessive, chacun sait bien qu'il faut attendre de sérieuses remises en cause, dont la statistique du docteur Butcher est peut-être un signe prémonitoire.

MAURICE ARVONNY.

En toute logique

LES TÊTES ROUGES

PROBLEME N° 128

Vous jouez au bridge. Quand la distribution est faite (quatre joueurs, recevant chacun treize cartes sur cinquante-deux), quelle est l'éventualité la plus probable :

— que votre partenaire et vous possédiez toutes les figures rouges et toutes les basses cartes multiples de 3 ;

— ou que votre partenaire et vous ne possédiez aucune de ces cartes

(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques »).

SOLUTION DU PROBLEME N° 127

Pour déterminer quels siècles commencent par un dimanche, le premier piège à éviter est bien *sûr de faire débuter les siècles* aux années des centaines. Le prochain commence donc le 1er janvier 2001.

Il *reste à faire* quelques calculs modulo 7, c'est-à-dire en ne considérant que les restes par 7. Chaque année normale de trois cent soixante-cinq jours décale les jours d'un cran et les années bissextiles de 2. Il faut compter, d'ici le 1-1-2001, vingt-trois ans dont six bissextiles, soit 1, ce qui le met un lundi. Ensuite, un siècle représente un décalage de 2 pour les cent ans, plus 3 pour les *vingt-quatre années* bissextiles (une année de centaine n'est bissextile que si son reste par 100 est divisible par 4) soit 5. *Cela donne* :

2001 : lundi ; 2101 : samedi ; 2201 : jeudi ; 2301 : mardi ; 2401 : lundi.

Le décalage au bout de quatre cents ans étant nul, ce sont les seuls jours atteints, et un siècle *ne commence jamais le dimanche.*

PIERRE BERLOQUIN.

L'ACTUALITÉ MÉDICALE

Dangereuse cigarette

Les titres de la première page de la plupart des journaux américains annonçaient récemment que certaines cigarettes pouvaient être considérées comme non dangereuses pour la santé, et qu'il était possible d'en fumer jusqu'à un paquet par jour sans risque notable.

La source de l'information était le directeur adjoint de la prévention du cancer au prestigieux National Cancer Institute (N.C.I.), Gio B. Gori. Ce dernier s'appuyait sur une expertise réalisée un an avant dans son service et destinée à figurer dans une volumineuse étude sur les dangers du tabagisme entreprise par l'Association médicale américaine (AMA), sur financement de l'industrie des tabacs.

D'après cette étude, plusieurs marques de cigarettes récemment mises sur le marché étaient à ce point appauvries en goudrons et en nicotine que le risque attaché à leur consommation pouvait être regardé comme « tolérable ». Un tableau présentant le nombre maximum quotidien de cigarettes en dessous duquel les effets de la fumée seraient négligeables complétait cette révélation. Pour certaines marques, ce chiffre était de l'ordre d'une vingtaine de cigarettes par jour.

Malgré les précautions de présentation qui soulignaient que ces résultats étaient des moyennes, et ne préjugeaient pas de la sensibilité individuelle, ces conclusions furent immédiatement interprétées comme une contradiction officielle de la mention « dangereux pour la santé » apposée depuis plusieurs années sur tous les paquets de cigarettes vendus aux Etats-Unis.

La réaction à la publication de ce rapport fut violente : après une déclaration modérée du directeur général du N.C.I., le Dr Arthur Upton, qui s'est borné d'abord à affirmer que « la seule cigarette non toxique était celle qu'on n'allumait pas », le secrétaire de la santé, à l'éducation et au bien-être manifestait une vive irritation en accusant les déclarations de Gio Gori comme « de nature à encourager les nouveaux fumeurs et à réduire les motivations de ceux qui désirent arrêter de fumer ». De leur côté, les mouvements de consommateurs et les lobbies « anti-tabac » témoignaient de leur indignation devant l' « irresponsabilité » de l'auteur du rapport, estimant que ses déclarations « avaient ruiné en une seule journée vingt ans d'efforts pour réduire les effets néfastes du tabagisme. »

Trois jours plus tard, on apprenait que Gio Gori était prié de quitter son poste au National Cancer Institute.

L'impact de ce rapport sur le comportement des fumeurs a cependant été considérable, bien que ses « révélations » (et en particulier la mesure comparative du contenu en nicotine et en goudrons) soient en réalité connues depuis longtemps. C'est donc sans aucun doute la caution donnée par une haute autorité scientifique (Gio Gori n'est pas médecin, mais biochimiste) qui en a amplifié la valeur.

Dans les milieux industriels, on s'est déclaré enchanté de ce rapport, qui fait une publicité tout à fait opportune aux cigarettes « ultra-légères », dosées à moins de 8 mg de goudrons, et qui étaient « boudées » par le public. La marque « Carlton Menthol », qui est dosée à moins de 1 mg de goudrons et qui vient en tête du palmarès du rapport Gori, a brutalement enregistré une augmentation de ses ventes de 124 %. Toutes les grandes marques de cigarettes s'efforcent maintenant de répondre à cette nouvelle demande : Philip Morris doit lancer une cigarette dosée à 6 mg de goudrons, dénommée « Basic ». Ses principaux concurrents sont la « Decade », fabriquée par Liggette and Myers, et « True », proposée par Lorillard, toutes deux dosées à 5 mg de goudrons.

En France, la plupart des cigarettes brunes sont dosées aux alentours de 13 mg de goudrons. Le SEITA a récemment mis au point deux cigarettes faiblement dosées, la « Gallia », qui fait appel à des techniques multiples (micropores du papier, filtre spécial, tabac traité...), est dosée à 8,5 mg de goudrons, et la « Rich and Light », lancée en mai 1978, dosée à 8 mg.

Rappelons que les goudrons seraient la fraction toxique de la fumée à laquelle on attribue des propriétés carcinogénétiques. La nicotine aurait par ailleurs un effet toxique sur le système cardio-vasculaire. De nombreux autres éléments de la fumée ont aussi une activité biologique (comme l'oxyde de carbonne dégagé par la combustion, et la fraction particulaire, qui agit par ses propriétés physiques) et ne sont pas dosés de manière habituelle.

Dr J.-F. L.

Aux États-Unis

UN ADDITIF ALIMENTAIRE COURANT EST ACCUSÉ D'ÊTRE CANCÉROGÈNE

Le nitrite de sodium, additif alimentaire courant, est un agent favorisant le cancer. Telle est la conclusion d'une importante étude réalisée dans le département des sciences de la nutrition du Massachusetts Institute of Technology (MIT), près de Boston (Etats-Unis).

Ce résultat ajoute une information nouvelle au dossier du nitrate de sodium, dont on savait déjà qu'il était un précurseur des nitrosamines, qui sont des agents cancérogènes reconnus. La toxicité du nitrite de sodium, qui est un additif de conservation largement utilisé dans la boucherie, la charcuterie et la poissonnerie, porterait directement sur le système lymphatique, comme le suggère l'augmentation significative de la fréquence des tumeurs malignes ganglionnaires chez les animaux de laboratoire.

L'annonce publique de cette conclusion par la Food and Drug Administration (F.D.A.) et le département de l'agriculture des Etats-Unis, organismes responsables de l'étude, a provoqué de vives réactions : les représentants de l'industrie alimentaire américaine ont averti le public des conséquences prévisibles d'un arrêt dans l'usage du nitrite de sodium. Environ 7 % de l'ensemble des produits alimentaires consommés aux Etats-Unis contiennent cet agent conservateur, qui permet de lutter contre le botulisme, maladie toxique gravissime qui résulte de la consommation de conserves avariées.

Lors d'un précédent débat sur les dangers d'usage des conservateurs alimentaires, l'industrie avait fait valoir que le nitrite de sodium artificiellement ajouté aux conserves était identique au produit du métabolisme naturel du nitrate de sodium, qui entre dans la composition de nombreux légumes. Le nitrate de sodium est inoffensif, mais il se transforme en nitrite sous l'action d'enzymes contenus dans la salive et dans l'estomac. 80 % des nitrites absorbés dans l'organismes seraient alors, selon le rapport du MIT, d'origine endogène, et seulement 20 % proviendraient de la consommation des aliments « traités ». Le rapport précise que l'on ne sait pas pourquoi le nitrite de sodium endogène pourrait être moins dangereux que celui qui est ajouté artificiellement.

Par ailleurs, l'effet du composé chimique paraît être indépendant de la dose absorbée, ce qui conduit les chercheurs américains à considérer le nitrate de sodium comme un agent « promoteur » carcinogénétique, par opposition aux facteurs « initiateurs ». Cette qualification indique que l'agent chimique contribuerait au développement des cellules malignes, et non à leur naissance. Les aliments qui utilisent particulièrement le nitrite de sodium sont le bacon, le jambon et les saucisses, à qui ils donnent leur saveur et leur couleur caractéristique. L'industrie de la charcuterie a donc réagi immédiatement en avertissant qu'il serait impossible d'en bannir l'usage. De son côté, la F.D.A. n'envisage pour l'instant aucune mesure de restriction. L'échec de ses efforts pour retirer de la vente les substituts du sucre à base de saccharine l'incite en effet à un certain réalisme dans la poursuite de ses objectifs sanitaires. Néanmoins, les rumeurs concernant une législation restrictive possibles ont provoqué des mouvements boursiers contradictoires : après une baisse soudaine des actions des firmes de production et de conditionnement alimentaire, une hausse plus soutenue s'est produite, semblant indiquer qu'aucune mesure d'interdiction du nitrite de sodium ne paraissait imminente.

Dr J.F.L.

L'affaire du Pondéral-retard

UNE MISE AU POINT DES LABORATOIRES SERVIER

Les laboratoires Servier nous ont adressé la mise au point suivante :

Le Monde du 17 août 1978 a mis gravement en cause les laboratoires Servier dans leur réputation en faisant connaître au public que ceux-ci seraient attaqués devant les tribunaux par un médecin pour publicité mensongère.

Le docteur Roujansky n'a pas pris à ce jour l'initiative de saisir par voie d'assignation le tribunal civil ou par citation directe le tribunal correctionnel d'une telle action. Celle-ci serait d'ailleurs irrecevable faute de justifier d'un intérêt direct. Elle serait au surplus mal fondée. Le visa obtenu par le Pondéral-retard des autorités responsables de la santé publique dans cinquante-cinq nations établissant indiscutablement les propriétés de ce médicament.

Il ne faut pas confondre une action judiciaire devant un tribunal compétent à la requête d'une partie lésée ou à l'initiative du procureur de la République, avec les dénonciations et plaintes que le docteur Roujansky a adressées au parquet de Paris, à l'ordre des médecins, à la presse et à ses confrères.

Nous regrettons qu'une discussion scientifique qui peut toujours être fructueuse sur l'efficacité et la sécurité d'emploi du principe actif du Pondéral-retard ait pu faire l'objet d'un amalgame avec l'une des initiatives nombreuses du docteur Roujansky à l'encontre des laboratoires français présentées faussement par lui comme une action judiciaire dont il assumerait devant un tribunal la pleine responsabilité. C'est, une fois de plus, la recherche pharmaceutique française et sa capacité d'exportation qui sont mises en cause.

RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré au ralentissement du tabagisme en France (*le Monde* daté 27-28 août), une erreur typographique nous a fait indiquer qu'avant les campagnes anti-tabac, la progression des ventes de tabac était de l'ordre de 10 %. Il s'agissait en fait de 5 %.

ÉDUCATION

M. Beullac veut compléter la réforme Haby en améliorant la formation des instituteurs

En dépit de l'avertissement lancé samedi 26 août, au congrès de la libre pensée par M. André Henry, secrétaire général de la FEN, qui estime que « la situation est grave et préoccupante à la veille de la rentrée scolaire », le climat est à la négociation dans l'éducation nationale. M. Guy Georges, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (S.N.I.-P.E.G.C.), principal syndicat de la FEN, ne cachait pas sa satisfaction après une rencontre d'une heure et demie lundi 28 août, à l'hôtel Matignon, avec le premier ministre et M. Christian Beullac (« le Monde » du 29 août). L'entretien n'a porté que sur la formation des instituteurs, mais c'est, pour ce syndicat, un dossier important. Si le gouvernement engage des réformes qui vont dans le sens de ce que demande le S.N.I. sur ce point, il y a fort à parier que le syndicat se fera moins mordant sur le reste. Un conseil national extraordinaire du S.N.I. aura lieu le 6 septembre.

La rencontre entre MM. Barre, Beullac et Georges a eu lieu deux jours après la publication, au *Journal officiel*, de deux décrets dont la plupart des dispositions ont l'accord du S.N.I., qui avait réclamé, du temps de M. René Haby, la sortie de ces textes. Le premier permet le maintien — dans certains cas — de deux concours de recrutement pour les élèves des écoles normales d'instituteurs, l'un pour les filles, l'autre pour les garçons. En vertu de la loi du 10 juillet 1975 adoptée alors que Mme Françoise Giroud était secrétaire d'Etat à la condition féminine, tous les concours de recrutement de la fonction publique devaient être mixtes. Cette politique, qui visait à supprimer un facteur de discrimination en fonction du sexe, risquait toutefois, à terme, d'aggraver le phénomène de la féminisation du corps enseignant français, les filles se présentant plus nombreuses et risquant de truster les places, puisqu'on a observé qu'elles réussissaient mieux que les garçons. On estime à plus de 67 % la proportion de femmes dans les enseignements maternel et élémentaire en France.

La nouvelle réglementation — autorisée par le Conseil d'Etat — permet le maintien de concours séparés dans tous les départements où la proportion d'instituteurs d'un même sexe dépasse 65 %. Pour les concours qui auront lieu en octobre, on prévoit qu'un seul département organisera un concours commun : le Pas-de-Calais, où 63,8 % des instituteurs « seulement » sont des femmes. Tous les autres départements français ont atteint le seuil de « féminisation » jugé dangereux pour l'équilibre de l'éducation (1).

Promotion interne

Le deuxième texte concerne l'organisation du recrutement dans les écoles normales. Il crée deux voies d'accès à ces institutions qui préparent les instituteurs à leur futur métier. Un concours sera organisé pour les jeunes gens titulaires du baccalauréat et âgés de seize à vingt-deux ans, comme par le passé. Mais un second concours sera organisé pour les instituteurs auxiliaires (baptisés dans le primaire « suppléants éventuels », ce qui indique assez la précarité de leur emploi) à condition qu'ils aient enseigné un certain temps et aient moins de trente ans.

L'ouverture de cette voie de promotion interne était réclamée par le syndicat des instituteurs et le ministère compte sur elle pour parachever la résorption de l'auxiliariat dans le premier degré. On estime à cinq mille environ le nombre d'instituteurs suppléants éventuels qui exerçaient l'an dernier. La nouvelle réglementation leur permet d'espérer recevoir une formation (et un traitement régulier puisque les élèves-instituteurs touchent environ 2 700 francs par mois) (2).

Le texte, qui assimile implicitement les futurs maîtres à des fonctionnaires stagiaires, organise le régime disciplinaire des écoles normales, de l'avertissement à l'exclusion. Il offre à cet égard une garantie nouvelle aux élèves puisque les sanctions devront être soumises — comme pour les enseignants en poste — à des commissions administratives paritaires départementales où les syndicats sont présents.

Deux ans ou trois ans ?

Ces deux décrets ne sont vraisemblablement que les premiers d'une longue série, puisque M. Christian Beullac a annoncé le 21 août à Beaucaire, qu'il préparait une réforme de la formation des instituteurs (*le Monde* du 23 août). « *Cette formation*, nous a déclaré lundi M. Guy Georges, *engage l'avenir de la société tout entière.* » Si l'on admet que les enfants sont l'avenir de la société et que la manière dont leurs maîtres sont formés a un effet sur l'éducation qu'ils reçoivent à l'école, il n'est pas douteux qu'on tient là une des clés d'une véritable transformation du système éducatif. M. René Haby, pour sa part, n'y croyait guère. Mais quels sont les critères d'une bonne formation et les écoles normales d'instituteurs — où l'enseignement est parfois abstrait — sont-elles adaptées ? Quel doit être le rôle de l'Université ? Combien de temps la formation doit-elle durer ?

A toutes ces questions, M. Beullac doit répondre dans les semaines qui viennent. Dès son arrivée Rue de Grenelle, il a compris que les plus belles réformes de l'enseignement secondaire (le collège dit unique seraient vaines si, en amont, les élèves ne recevaient pas un enseignement adapté et de qualité. A ces considérations logiques est venue s'ajouter, à la fin de la dernière année *scolaire*, une *longue* série de grèves dans des écoles normales, qui ont révélé un profond malaise chez les futurs instituteurs et rendu plus urgente une réforme.

Sur un point au moins, les négociations seront ardues. Le syndicat des instituteurs, au nom d'une meilleure qualité de la formation réclame un allongement de la durée des études dans les centres de formation (deux ou trois ans). Cette amélioration qualitative permettrait aux intéressés de réclamer, avec encore plus de légitimité qu'aujourd'hui, une amélioration quantitative... de leurs traitements. Mais toucher aux indices des instituteurs, c'est, de proche en proche, toucher à l'ensemble des fonctionnaires de la catégorie B. « *Il y a des précédents*, dit-on au S.N.I., *de relèvements d'indices pour tenir compte d'une amélioration de la formation* ». Il n'est pas douteux que le ministère des finances surveillera de près la négociation. Pour le ministre de l'éducation, le problème est le suivant : comment allonger la durée des études des futurs instituteurs sans parler d'allongement...

BRUNO FRAPPAT.

(1) Les écoles normales ne sont pas les seules à maintenir des concours séparés : c'est le cas également des concours de recrutement des préposés des P.T.T.

(2) *Pour* les concours d'octobre 1978, les épreuves porteront sur le même programme, mais, dès 1979, le concours de promotion interne tiendra compte de l'expérience professionnelle des candidats.

M. ANDRÉ HENRY : pas de stratégie de l'échec.

« *Je crois que la rentrée 78 ne sera ni meilleure ni pire que les précédentes, tant celles-ci étaient déjà très préoccupantes* », a déclaré lundi 28 août, à France-Inter, M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale.

En ce qui concerne la rentrée « *non scolaire* », M. Henry a rappelé la situation « dramatique » des jeunes « *qui sont affrontés directement au chômage* ». Quant à la rentrée scolaire, il a insisté sur les conditions de travail des élèves et des maîtres qu'il juge très inquiétantes.

Interrogé sur le fait de savoir si « *les troupes de la fonction publique* » se sentaient prêtes à « *monter en première ligne* », le secrétaire général de la FEN a répondu : « *Les mois qui viennent de s'écouler, à la fin de 1977 et au début de 1978, ont, au plan politique, montré tous les dangers d'une stratégie de l'échec. Si nos camarades des autres centrales syndicales s'imaginaient que cette voie-là était possible, c'est-à-dire de faire donner « les troupes » de la fonction publique parce que les travailleurs du privé ne peuvent pas se mobiliser, je crois que ce serait là une autre stratégie de l'échec (...). L'unité d'action est une chose grave, et il faut, pour qu'elle se réalise, que toutes les conditions en soient réalisées.* »

JUSTICE

NON-LIEU POUR LES DERNIERS INCULPÉS DE L'AFFAIRE DES COMITÉS DE SOLDATS

M. Jacques Seguin, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat, a rendu, vendredi 25 août, une ordonnance de non-lieu concernant les trente-cinq personnes restant *inculpées dans l'affaire* des comités de soldats. Une information judiciaire avait été ouverte en 1975 à la suite d'une enquête de la sécurité militaire de Besançon. Cinquante personnes, dont vingt et un appelés du contingent du 19e régiment du génie, avaient été rapidement inculpés d' « entreprise de démoralisation de l'armée » par la Cour de sûreté de l'Etat pour avoir annoncé leur intention de créer un comité de soldats dans cette ville avec l'accord de l'union locale C.F.D.T. (« le Monde » du 27 décembre 1975).

Après une polémique dans la presse et la décision des avocats des inculpés de lever le secret de l'instruction, il était rapidement apparu que le dossier d'accusation était particulièrement mince. Y figurait notamment une lettre de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, adressée le 26 novembre 1975 au garde des sceaux, M. Jean Lecanuet, précisant que, dans ce « mouvement subversif » apparaissaient « des collusions avec l'étranger ».

Les « collusions » ne furent jamais prouvées. Une première décision de non lieu avait finalement été notifiée le 31 janvier 1975 aux vingt et un appelés inculpés par la cour de sûreté de l'Etat, les charges retenues contre eux étant apparues trop faibles (« le Monde » du 31 janvier 1977). L'ordonnance de non-lieu rendue la semaine dernière concerne les trente cinq civils et, en particulier, un militant du mouvement Information et droits du soldat (I.D.S.) et des responsables bisontins de la C.F.D.T.

Le juge d'instruction di la cour de sûreté de l'Etat a estimé, cette fois encore, que le dossier d'accusation était insuffisant. Tous les inculpés avaient été remis en liberté pendant l'hiver 1975-1976.

VOL DE BIJOUX CHEZ Mme GOULD

Trois malfaiteurs armés ont dérobé un lot important de bijoux, dimanche après-midi 27 août, dans la villa El Patio, à Cannes, propriété de Mme Franck G. Gould. Le montant du butin n'a pas été divulgué, mais il serait très important. Mme Gould est la veuve d'un industriel américain qui fut le « découvreur » de Juan-les-Pins, dont la célèbre pinède porte le nom, et qui créa notamment le palais de la Méditerranée, à Nice, à la fin des années 20. Un vol de tableaux avait eu lieu, le 23 mai dernier (« le Monde » du 2 juin) dans la villa de Mme Gould. — (Corresp.)

● *Une jeune Française a été enlevée à Londres*, dimanche 27 août, par de jeunes Noirs, alors qu'elle assistait, à Notting Hill, au carnaval antillais, a annoncé, ce lundi, Scotland Yard. Son identité est connue de la police qui préfère se borner, pour l'instant, à indiquer qu'elle est âgée de vingt-deux ans. — *(A.F.P.)*

● *M. Serge Deleu, le cambrioleur, âgé de vingt-quatre ans, qui avait été grièvement blessé*, samedi 26 août, alors qu'il avait pénétré dans le restaurant Le Chalet, situé à Premesques, près d'Armentières dans le Nord (*le Monde* daté 27-28 août), a succombé à ses blessures.

Le Monde

politique

L'ÉLECTION LÉGISLATIVE PARTIELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

M. Servan-Schreiber appelle les électeurs à voter pour « la construction de la Lorraine de demain »

De notre envoyée spéciale

Nancy. — Les principaux candidats en conviennent : le scrutin des 17 et — le premier tour étant susceptible de départager les onze prétendants (*le Monde* du 29 août) au siège de député de la première circonscription de Meurthe-et-Moselle, — 24 septembre, ne comporte pas d'enjeu national. Plus qu eles résultats, du moins l'assurent-ils, ce qui leur importe, ce sera l'appréciation que des Lorrains porteront pendant la campagne électorale sur les remèdes pour lutter contre le chômage dans leur région. Car (et, là encore, chacun s'accorde à constater une aggravation de la situation de l'emploi depuis mars dernier) licenciements, réductions des horaires de travail et fermetures d'entreprises continuent. C'est dans ce climat qu'a « éclaté » la nouvelle de l'interruption du montage de l'aciérie à oxygène de Neuves-Maisons. Annoncé le 14 juillet, cette décision, conséquence du rapprochement entre les sociétés Usinor et Châtillon-Neuves-Maisons, dont M. Servan-Scheirber prévoit « *la fusion dans les quinze jours qui viennent bien que*, a-t-il ajouté lundi 28 août au cours de sa conférence de presse, *la date ne m'appartienne pas* », provoque colère et indignation. Injustifiée, aberrante, absurde, inconcevable, scandaleuse... les adjectifs ne manquent pas aux candidats pour qualifier la mesure prise par la direction de Neuves-Maisons.

La menace qu'elle fait planer sur le sud de la Meurthe-et-Moselle et sur l'avenir économique de la Lorraine, est à ce point ressentie que « *l'affaire de Neuves-Maisons* » domine ce début de campagne électorale. Elle a constitué le thème central de la conférence de presse tenue par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, lundi après-midi 28 août.

Recevant les journalistes dans son appartement nancéen, le président du parti radical a tenu à montrer qu'il n'était pas « *un candidat isolé* ». Entouré de cinq parlementaires U.D.F. du département (M. Richard Pouille, sénateur, et MM. Claude Coulais, maire de Nancy, René Haby, André Rossinot et le général Marcel Bigeard, tous quatre députés), M. Servan-Schreiber entendait présenter une équipe liée « *par une solidarité qui n'est pas seulement d'étiquette mais pour la Lorraine* ». A ses côtés, M. Michel Pinton, venu apporter le soutien de l'U.D.F., dont il est le délégué général, a assuré que l'action commune de ces six hommes « *exemplaire* », « *représente la meilleure chance de développement* » pour cette région.

« L'Ère des godillots est close »

Se disant « *heureux de cette élection en raison des considérables enjeux économiques, politiques et humains* », le député invalidé s'est « *engagé sur l'avenir et l'achèvement de Neuves-Maisons* ». « *Au cas*, a-t-il déclaré, *où l'aciérie ne serait pas achevée, chacun d'entre nous aurait un problème de conscience dramatique car ce serait un coup de poignard au cœur de ela Lorraine.* » Quant à l'élection proprement dite, il l'a définie ainsi : « *Ou bien, devant l'aggravation des choses, qui n'a fait que s'amplifier depuis mars, les Lorrains ont envie de protester. Ils en ont le droit, je les comprends, mais ils porteraient un coup à l'efficacité politique. Ou bien ils votent pour la construction de la Lorraine de demain.* » Après avoir précisé qu'il n'y avait pas d'autre enjeu dans ce scrutin, il a ajouté : « *Plusieurs ministres qui sont des amis, soit personnels, soit politiques, m'ont proposé de venir me soutenir. (...) Comme candidat, je ne dois pas mêler le gouvernement à cette campagne. Je veux rester libre par rapport au gouvernement que nous avons soutenu et dont nous ne sommes pas les serviteurs. L'ère des godillots est close. Je ne veux pas être lié par un devoir de reconnaissance envers le gouvernement et que celui-ci, réciproquement, soit lié par une élection partielle en Lorraine.* » Quant à ses adversaires, l'ancien ministre s'est engagé à ne prendre « *l'initiative d'aucune querelle partisane ou de personne, non par mépris*, a-t-il ajouté, *mais parce qu'il faut constamment et sans exception, en revenir à l'enjeu qui est la construction de la nouvelle économie lorraine* ».

Parti vite et fort dans la bataille électorale, J.-J.-S.-S. a l'avantage sur le terrain de l'affichage. Pas un emplacement libre qui ne soit recouvert de la photo du président du parti radical assis aux côtés du président de la République, avec pour légende : « *Plus vous voterez pour nous, plus nous pourrons lutter pour vous.* » Le slogan et l'illustration ont suscité les protestations du C.N.I.P. (*le Monde* du 24 août). Face à cette campagne massive, ses adversaires recourent à d'autres moyens.

Par exemple, M. Claude Huriet souhaite donner de lui « *l'image d'un candidat qui a une assise dans la circonscription et une certaine détermination face à la guerre des états-majors* ». Son souci : « *Informer, faire connaître.* » Devancé de quelque 2 000 voix par M. Servan-Schreiber, M. Huriet avait réalisé en mars un score qui avait un peu surpris les observateurs locaux. Investi comme il y a six mois, par le R.P.R. et le C.N.I.P., ce professeur de médecine, spécialiste des maladies reinales, n'a pas été exclu du P.R. au sein duquel il a été confirmé en juin dernier comme vice-président de la fédération départementale. Soutenu par une fraction non négligeable des militants républicains, il est considéré par les instances nationales du P.R. comme s'étant mis en dehors du parti. Si M. Jacques Blanc, secrétaire général du P.R. est venu à Nancy, c'est pour M. Servan-Schreiber.

« Reconstruire l'union »

La candidature de M. Huriet, conseiller général du canton de Nancy-Nord, a provoqué celle de M. Christian Parra, conseiller municipal de Nancy. Cette décision lui vaut d'être exclu définitivement du R.P.R. auquel il appartenait. La commission exécutive de la fédération départementale a précisé que cette mesure « *à effet immédiat fait suite à l'acte d'indiscipline grave que constitue [cette] candidature hors des instances départementales et nationales du mouvement* ». Candidat « gaulliste », M. Parra, avant de connaître cette décision, affirmait « *si le R.P.R. m'exclut, le R.P.R. s'exclut du gaullisme. En sanctionnant un militant qui a fait preuve d'une honnêteté à tiute épreuve, pour soutenir un vice-président du P.R., le R.P.R. tomberait dans les magouilles partisanes qu'il dénonce* ». Son combat, M. Parra, trente et un ans, entend le mener contre M. Huriet, « *qui dénature le combat politique* », la gauche « *irresponsable* » et « *les fanfaronades de J.J.-S.S.* », pour défendre « *les idées gaullistes* ».

A gauche, le débat qu'entendent conduire socialistes et communistes, concerne la situation sociale. Ancien responsable du Mouvement de la jeunesse communiste, entré en 1970 au comité central du P.C. où il est responsable de la région Lorraine, secrétaire de la fédération de Meurthe-et-Moselle, M. Roland Favaro estime qu'il ne s'agit pas d'un « *simple troisième tour* » mais d'une « *nouvelle élection* » d'une part parce que « *les promesses faites par la droite sont rangées au placard* », d'autre part parce que « *la volonté de changement demeure profonde* ». Pour lui, il n'y a qu'« *un seul adversaire* » : le politique « *du pouvoir* » et qu'« *un seul objectif : reconstruire l'union* ». Si la participation personnelle de M. Georges Marchais n'est pas confirmée, en revanche, viendront animer deux de la vingtaine de réunions que compte tenir M. Favaro, Mme Marie-Thérèse Goutmann, réélue député de la Seine-Saint-Denis et M. Jach Ralite, également député de la Seine-Saint-Denis.

MM. François Mitterrand, Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement... et d'autres présideront des meetings du candidat socialiste, M. Yvon Tondon. Conseiller général et conseiller municipal de Pont-à-Mousson, ouvrier sidérurgiste, M. Tondon n'a été devancé au second tour de mars que de quatre voix par M. Servan-Schreiber. Avec son suppléant M. Wilfrid Roux-Marchand, il compte dresser « *le constat d'échec du gouvernement et de ses représentants tant au niveau national que local* » principalement dans le domaine de l'emploi, montrer « *son engagement et celui du P.S. dans la lutte des travailleurs* » et « *faire la preuve que pour le P.S. l'union de la gauche continue* ».

Définie par M. Servan-Schreiber comme sa préoccupation essentielle, la Lorraine est aussi au programme de ces challengers comme en témoignent, par exemple, le slogan de M. Huriet « *Le bon choix pour la Lorraine, un vrai Lorrain* » ou celui de M. Favaro « *pour vivre, travailler et décider en Lorraine* » ou encore du titre du journal de M. Tondon « *Vivre et travailler en Lorraine* », journal dans lequel la « rose » sera remplacée par un « chardon ».

ANNE CHAUSSEBOURG.

« AU MOINS UN COMME ÇA »

« *Jean-Jacques Servan-Schreiber ? On l'aime ou on le déteste* », estime le général Bigeard. Venu apporter son soutien à J.-J.-S.-S., le député de Toul opte pour la première solution. « Le Défi américain, avoue-t-il, *il fallait le faire !* » Bien sûr, le président du parti radical « *va vite* », « *est impulsif* », mais « *il a bon cœur* ». « *Il peut même se tromper.* » N'empêche, pour le général Bigeard, « *à l'échelon national, il en faut au moins un comme çà !* » Quant à l'Algérie, à quoi sert de rappeler que Jean-Jacques Servan-Schreiber a écrit *Lieutenant en Algérie* à celui qui y a exercé les fonctions de chef de secteur opérationnel ? Il ne l'a pas lu et puis « *le passé, c'est le passé* ».

● *Le Front national* (extrême droite), que préside M. Jean-Marie Le Pen, a décidé de présenter la candidature de Mme Françoise Duprat à l'élection législative partielle du 24 septembre prochain dans la 18e circonscription de Paris (XIVe arrondissement). La candidature de Mme Duprat, grièvement blessée dans l'attentat qui, le 18 mars dernier, a coûté la vie à son mari, sera, selon le Front national, « *l'occasion pour les Français de marquer leur volonté de faire réprimer le terrorisme et la criminalité* ». Son suppléant est M. Alain Renault, secrétaire général du Front national, qui mènera campagne sur le terrain, Mme Duprat étant toujours immobilisée par ses blessures.

● *M. Christian Bonnet*, ministre de l'intérieur, se rendra dimanche 3 septembre en Alsace, successivement à Soultz (Haut-Rhin) et Colmar (Haut-Rhin), puis Strasbourg (Bas-Rhin).

Avec comme objectif « cent mille jeunes pour Giscard »

Le mouvement Autrement cherche à s'implanter dans l'Université chez les travailleurs et les artistes

Beaucaire (Gard). — En un an d'existence, Autrement, le mouvement des jeunes giscardiens, affirme s'être implanté dans quatre-vingt-six départements, principalement parmi les lycéens. Depuis leur première réunion à Arcachon, au mois d'août 1977, les responsables du mouvement ont organisé une consultation de lycéens et plusieurs manifestations nationales, auxquelles ont assisté des membres du gouvernement et dont la plus importante a réuni dix mille jeunes à Paris au mois de mars (« le Monde » du 7 mars).

Les animateurs et les militants d'Autrement se rencontrent au cours de trois sessions d'une semaine à Beaucaire du 20 août au 10 septembre, pour faire le bilan de leurs actions et étudier les perspectives de développement de leur mouvement à l'université et chez les jeunes travailleurs, avec pour objectif « cent mille jeunes pour Giscard ».

De notre envoyé spécial

Dans une salle de l'institut Saint-Félix, un ancien séminaire devenu collège privé, M. Henri Giscard d'Estaing dirige un « atelier d'expression orale ». Une quinzaine de garçons et de filles s'initient à l'art de la polémique : quatre d'entre eux se sont répartis les rôles de militants politiques et syndicaux (M. Giscard d'Estaing représente la C.F.D.T.) et leur débat est filmé au magnétoscope. Il est ensuite revu et critiqué. Ailleurs, douze jeunes gens, dont quatre étudiants, écoutent M. Vincent Hubert, responsable du secteur universitaire, leur exposer comment le mouvement pourrait se développer sur ce terrain. « *Notre démarche doit être beaucoup plus politique, beaucoup moins « gadget »,* « *moins jeune à la limite* », explique M. Hubert. Dans un premier temps, il s'agit de s'affirmer face à l'UNEF (Union nationale des étudiants de France) alors que les tentatives de regroupement des étudiants modérés n'ont, jusqu'à présent, pas abouti.

A l'initiative d'Autrement, une soixantaine d'élus et de militants étudiants vont se réunir du 2 au 4 septembre à Aix-en-Provence, pour examiner les possibilités d'actions des partisans de la majorité à l'Université. Ce « forum universitaire », qui a été précédé d'une tournée des responsables du mouvement dans les académies, est suivi avec méfiance par le Comité de liaison des étudiants de France (CLEF), dont plusieurs membres cependant seront à Aix-en-Provence. Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités, y fera également une visite, avant de se rendre à Beaucaire le 4 septembre.

Les responsables d'Autrement attendent les résultats de cette rencontre, qui sera suivie d'une autre du même type à Paris, à la fin du mois d'octobre, pour décider s'ils mèneront leur action à l'Université, à travers la création d'un syndicat modéré, ou s'ils y interviendront seuls et sous leur propre étiquette. Dans les deux cas, les prochaines élections universitaires seront la première étape d'un travail qui s'annonce long et dont l'objectif est de créer pour 1981 un puissant courant giscardien à l'Université.

Dans les débats qui vont avoir lieu ces prochaines semaines, Autrement dispose de deux atouts : son organisation et ses ressources, d'une part, et, d'autre part, les lycéens, que le mouvement influence, et qui vont entrer dans les facultés dans les années qui viennent. Autrement souhaite aussi s'implanter parmi les jeunes travailleurs, qui constituent un tiers des participants à la première semaine du « campus d'été ».

Dialoguer avec le gouvernement

Les responsables du mouvement ont observé que leur influence atteint des jeunes que le courant giscardien n'avait pas touchés jusqu'ici : des apprentis se sont joints aux employés et aux futurs cadres. Pour convaincre ces catégories, Autrement va employer la même méthode que dans les lycées. Un questionnaire sera distribué dans les lycées d'enseignement professionnels (anciens C.E.T.), ce qui permettra de connaître les préoccupations du milieu et de recenser un certain nombre de jeunes sensibles au style du mouvement. Les résultats de cette consultation seront connus en janvier.

Autrement organise aussi un concours intitulé « *A la découverte de nouveaux talents* » et ouvert aux jeunes peintres, poètes et photographes. Les candidats seront d'abord sélectionnés dans chaque département puis départagés par un jury, et les meilleures œuvres seront exposées en France et à l'étranger. « *Nous voulons nous faire connaître dans le milieu un peu marginal des artistes* », explique Mlle Capucine Fandre, responsable de l'organisation et des relations publiques du mouvement. A la frontière du mouvement politique et du club, Autrement, qui s'est donné comme objectif « cent mille jeunes pour Giscard », veut démontrer aux jeunes que le dialogue aver le gouvernement est le meilleur moyen de faire aboutir leurs revendications. Après M. Raymond Barre, venu le 25 août (*le Monde* daté 27-28 août), plusieurs ministres rencontreront à Beaucaire les jeunes giscardiens, qui ont aussi invité M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., et M. Yves Mourousi et le champion de moto, Jean-Claude Chemarin.

Autrement a refusé de participer à la création d'un mouvement U.D.F.-jeunes, tant pour sauvegarder son indépendance que pour éviter de devenir un tremplin pour jeunes cadres en quête d'une carrière politique, affirme M. Hugues Dewavrin, porte-parole et principal animateur du mouvement.

Autrement ne distribue pas de cartes d'adhésion, et ses dirigeants sont plébiscités lors des manifestations nationales, comme celle qui sera organisée au mois de décembre à Paris. Il ne cherche pas à susciter un débat politique parmi les jeunes, mais à réunir ceux qui adhèrent aux conceptions de la majorité et à montrer que les préoccupations des jeunes y ont leur place. Cela implique que, devant les membres du gouvernement, Autrement fasse la preuve de son existence et de son efficacité et, à l'égard des jeunes, celle de son autonomie. La formule semble rencontrer un certain succès.

PATRICK JARREAU.

LA DÉCOLONISATION DU CONDOMINIUM

Les nationalistes des Nouvelles-Hébrides pourraient se rallier aux propositions françaises

MM. Walter Lini et Barak Sopé, respectivement président et secrétaire général du Vanuaaku Pati (le VAP, principale force politique du condominium des Nouvelles-Hébrides, qui conteste l'autorité du gouvernement autonome que dirige M. Georges Kalsakau), sont venus à Paris s'entretenir avec M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, après avoir rencontré à Londres Lord Goronny Roberts, sous-secrétaire d'Etat au Foreign office.

Il ressort de ces entretiens que les propositions faites à Port-Vila par M. Dijoud pour accélérer le processus de décolonisation de l'archipel (constitution d'un gouvernement d'union nationale chargé d'élaborer la Constitution du futur Etat puis référendum sur l'indépendance et élections générales (« le Monde » daté 13-14 août) recueillent désormais l'assentiment des leaders nationalistes.

Convaincue que « *le pire est possible* » aux Nouvelles-Hébrides, M. Paul Dijoud s'efforce d'ouvrir la voie à la réconciliation entre les anglophones et les francophones, les catholiques et les presbytériens, les nationalistes et les modérés. L'objectif mis en avant, à savoir la constitution à bref délai d'un gouvernement d'union nationale, paraissait il y a quelques jours encore particulièrement difficile à atteindre. Alors que le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM énonçait ses propositions à Port-Vila, le pasteur Walter Lini, président du VAP, déclarait devant le comité de décolonisation des Nations unies : « *L'avenir politique des Nouvelles-Hébrides est toujours aussi obscur. Je ne vois pas d'issue autre que la relance des activités du gouvernement provisoire populaire décrété par le VAP.* » Face à une telle menace, le gouvernement néo-hébridais de M. Kalsakau parlait d'entreprendre « *des actions de force* ».

Aujourd'hui le gouvernement français semble à la fois avoir gagné la confiance des nationalistes du VAP et quelque peu ébranlé celle des partis modérés. Ces derniers n'ont pas encore donné de réponse explicite aux propositions de M. Dijoud, mais M. Georges Kalsakau s'est déclaré satisfait. En revanche, MM. Walter Lini et Barak Sopé ont jugé « *encourageante* » l'initiative française. Ils nous ont affirmé : « *Nous ne pouvons pas encore dire que nous sommes complètement d'accord avec le processus proposé par M. Dijoud, car il appartient aux instances du parti et à la base de se prononcer. Mais son plan est très intéressant. Il y a là une solution possible au problème néo-hébridais. (...) Si les autres partis n'acceptent pas ce plan, ils leur faudrait alors élaborer une solution de rechange.* » Les leaders nationalistes ont toutefois demandé des garanties concernant la composition du gouvernement d'union nationale qui serait chargé d'élaborer la Constitution. A cet égard la proposition faite par M. Kalsakau de diriger lui-même un tel gouvernement composé de sept représentants des partis modérés et de sept membres du VAP a été bien accueillie par MM. Lini et Sopé, de même que l'idée de réunir les chefs coutumiers, religieux et politiques, afin de préparer ce gouvernement.

La confiance des leaders nationalistes est, d'autant plus grande qu'ils ont acquis la conviction que Paris s'efforce désormais de promouvoir une solution équitable du problème foncier. M. Dijoud leur a en effet précisé : « *Je suis persuadé qu'il y a une solution dans la dissociation de la propriété de la terre, qui dans la plupart des cas devra, bien sûr, revenir à ses propriétaires coutumiers, c'est-à-dire au clan mélanésien, et l'exploitation de la terre, qui peut, bien sûr être confiée à des Européens qui apporteront ici leur expérience. C'est ce qui a été fait dans de nombreux archipels voisins, et c'est je crois une solution équitable. Là où il faudra échanger ou racheter des terres, la France bien sûr apportera aussi son concours.* »

Dès leur retour dans l'archipel, le président et le secrétaire général du VAP réuniront les commissaires politiques du parti afin de décider de la suite à donner aux propositions françaises, et de la confiance qu'il convient d'accorder au gouvernement français. Ce dernier, par cette tardive mais réelle reconversion, n'entend pas pour autant procéder à un renversement d'alliances, comme cela a pu se produire sous d'autres cieux, à Djibouti par exemple. La France, en effet, ne souhaite pas « *abandonner à leur sort* » ceux qu'elle a de tout temps poussés à épouser sa langue et sa culture. Il s'agit avant tout de réunifier les modérés des deux camps, de sorte que le futur Etat soit élaboré sur la base d'un compromis entre les deux grandes tendances de l'archipel. — J.-M. C.

Les communistes corses et le droit à l'autodétermination

De notre correspondant

Bastia. — L'annonce faite par une dépêche d'agence selon laquelle le P.C. demanderait le droit à l'autodétermination pour la Corse et amorcerait une évolution tendant à le rapprocher des P.C. réunionnais ou martiniquais a suscité un certain émoi dans les milieux politiques insulaires. Ainsi résumées les déclarations faites le 26 août par les dirigeants communistes, lors d'une cérémonie en hommage aux martyrs de la libération, pouvaient apparaître comme une prise de position nouvelle.

En réalité, les communistes corses n'ont fait que réaffirmer des positions déjà connues : « *Oui, il y a un peuple corse, le peuple corse constitue le corps fondamental de la population corse, aucun problème d'importance pour la Corse ne peut être valablement analysé sans des institutions politiques qui lui soient propres. C'est pourquoi les communistes corses luttent pour une assemblée régionale souveraine, dans le cadre de l'unité nationale, pour une assemblée corse issue d'élections vraies et à la représentation proportionnelle, c'est à-dire permettant l'expression des intérêts de toutes les catégories sociales. Ce qu'il faut à la Corse c'est un pouvoir régional, un pouvoir corse qui doit faire la politique du peuple corse et de la Corse tout entière et, en de la Corse, celle des exploités, des jeunes sans travail, des travailleurs.* »

Si les orateurs communistes ont parlé d'autodétermination, c'était pour rappeler dans quelles conditions les Corses sont devenus Français en 1789 : « *Lorsque* disent-ils, *Gênes à qui juridiquement, selon le code de l'époque, la Corse appartenait, fit après le 30 novembre 1789 des représentations à la France et réclama que lui fût restituée la Corse, les révolutionnaires Corses et Français répondirent que ce qui devait décider en la matière, c'était le vœu du peuple. Le vœu du peuple c'était la première application du fameux droit démocratique des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui pour être vrai implique la liberté de séparation, ce qui ne veut pas dire l'obligation de se séparer. Les communistes corses ont toujours été fidèles à ce principe.* »

Par ailleurs, il n'a jamais été question de la création d'un parti communiste corse.

TONY GRAZIANI.

Le Monde

culture

Cinéma

Revoir les mondes parallèles de Jacques Rozier

Présenté à la première Semaine internationale de la critique de Cannes, en mai 1962, *Adieu Philippine*, de Jacques Rozier, marqua *peut-être l'apogée du cinéma nouvelle vague*, tel que l'avaient défini tour à tour François Truffaut, Claude Chabrol, Jean-Luc Godard, Jacques Rivette, Eric Rohmer. Bien que n'appartenant pas au groupe des « Cahiers du cinéma », Jacques Rozier fut unanimement reconnu par eux cinq comme un des leurs, sinon le plus représentatif de cette liberté retrouvée, loin des carcans de la « tradition de la qualité ».

Adieu Philippine, écrivait Jacques Rozier à l'époque dans l'hebdomadaire *Arts*, *« est un film de vacances. C'est un film de dernières vacances, et j'aurais volontiers pris ce titre si Roger Leenhardt n'y avait pensé avant moi »*. Chez Roger Leenhardt — d'abord critique, et qui fut le maître à penser d'André Bazin — comme chez Jacques Rozier, un propos voisin : le délicat passage des émois juvéniles aux émotions du cœur, aux meurtrissures, à la perte de l'innocence.

Jacques Rozier tourna son film en 1960, en pleine guerre d'Algérie, *sujet tabou pour le cinéma français*, si l'on excepte deux ou trois films clandestins ou interdits, et le *Muriel*, d'Alain Resnais. Dans un monde heureux, qui aperçoit l'aube de la société de consommation aujourd'hui réalisée, la mort possible et inutile ajoute au drame de Michel, petit technicien de ce qui n'était à l'époque que *la R.T.F. — pas même* l'O.R.T.F. La rencontre avec Liliane et Juliette va cristalliser à la manière de Stendhal cette perte du monde, *de la vie réelle, de l'amour. Le très* fin scénario (presque tout est dans le scénario) de Michèle O'Glor et de Jacques Rozier, pour dire ces choses essentielles, recourt à une sorte de vérisme stylisé, transcendé, qui, finalement, résume peut-être la nouvelle vague : fi du naturalisme, du cinéma-vérité juste en train de renaître, façon Rouch-Morin (*Chronique d'un été* est tourné à cette même époque).

Revoir le film aujourd'hui, c'est peut-être percevoir avec plus de clarté une dualité de styles qui fait le prix mais un peu le déséquilibre du film : une première partie à Paris, tout dans le détail pittoresque, les mini-sketches, les traits de dialogue, au bord du populisme ; une seconde partie franchement lyrique, en Corse, où la musique, qui accompagne tout le film, se déploie soudain comme un second écran magique.

Jacques Rozier, peut-être, a précédé deux tendances aujourd'hui dominantes du cinéma non seulement français mais mondial : d'une part, la quête du vécu, mais un vécu stylisé — les acteurs ont été doublés, par eux-mêmes ou des tiers (dans le cas de la jeune Italienne Stefania Sabatini), avec une perfection, une richesse de texture, qui recréent et transposent le ton du direct, d'autre part, l'emploi de la musique populaire, comme demain dans *American Graffiti*, après-demain dans *la Fièvre du samedi soir*, la musique comme témoignage d'une culture, d'une respiration, d'une façon de vivre et de sentir.

Sauf que, là aussi, Jacques Rozier décale légèrement les données du problème, la règle du jeu, « déphase ». Peut-être doit-il à ces continuels « déphasages » sa plus grande originalité.

LOUIS MARCORELLES.

Adieu Philippine ?

Il y a dix ans, la télévision faisait les beaux dimanches après-midi des enfants en leur montrant, par exemple, *la Belle Américaine*, de Robert Dhéry. Ils étaient habitués à ne voir que des films hors de la vie et du temps, ça ne les gênait pas, ils aimaient beaucoup ça.

Adieu Philippine a le même âge que *la Belle Américaine*. La *Belle Américaine* est inepte, mais inusable, car c'est un film qui n'a pas d'ancrage dans la réalité, il n'a pas ue de contemporanéité. Parce qu'il a cet ancrage, parce qu'il décrit des comportements et des mentalités, parce qu'il a coïncidé avec son temps, *Adieu Philippine* est charmant, mais démodé. De même que les Godard de l'époque sont démodés — pour d'autres raisons sans doute, plus politiques et esthétiques.

Le film de Jacques Rozier est trop récent. Il n'a pas l'attrait du rétro pour cinéphiles attendris. On ne le situe pas dans un avant-hier lointain, mythique, mais dans un hier qui stupéfie par sa niaiserie : c'était hier, et pourtant si différent. Même réaction en revoyant les documents de 1968 ; certains se sont reconnus, mais la mode avait changé, ils avaient une coiffure ridicule.

Le décalage des mots est le plus étrange. On ne dirait plus « starlette » ni « on va claquer des bretelles », on n'imiterait plus Darry Cowl, mais Coluche, pour faire rire les filles. Il y a aussi les chaussures, les vêtements, les voitures, l'argent. Autant d'observations justes, autant de détails désuets. Leur nouvelle vague, elle dansait le cha-cha-cha en talons aiguille.

Bien sûr, *Adieu Philippine* ne serait pas démodé s'il ne s'agissait que d'une ancienne réalité filmée. Mais il y a la manière de filmer qui a vieilli, l'humour et l'avant-garde. Le film de Rozier se remet difficilement d'avoir été moderne. Les plans recommencés, les rushes juxtaposés ne sont plus tellement comiques.

Alors, *Adieu Philippine* ne « tient » pas ? Adieu Philippine ? Mais non, il faut y courir, et pas pour une sombre histoire de culture cinématographique. Le film de Jacques Rozier a quelque chose à voir avec la jeunesse — une insouciance énervante et son contraire, une gaîté déjà triste, une mélancolie déjà folle de rire.

CLAIRE DEVARRIEUX.

Mort du comédien Robert Shaw

Le comédien anglais Robert Shaw, l'une des trois vedettes masculines des « Dents de la mer », est mort le lundi 28 août à la suite d'une crise cardiaque. Il était âgé de cinquante et un ans.

Né à Westhougton le 9 août 1927, Robert Shaw a été d'abord célèbre en Angleterre comme homme de théâtre. Acteur shakespearien, acteur préféré d'Harold Pinter, il se distingua également comme auteur dramatique et romancier. Il fit ses débuts au cinéma en 1954 dans les Briseurs de barrages *de Michael Anderson et tint des rôles de composition dans de nombreux films qui lui apportèrent, en vingt ans, plus d'estime du public que de grande popularité. On l'avait remarqué en tueur blond de* Bons Baisers de Russie *(Terence Young, 1963) et surtout en Henri VIII de* Un homme pour l'éternité *(Fred Zinneman, 1966). Sa conception du personnage historique du général Custer avait donné une certaine force au film académique de Robert Siodmak,* Custer, homme de l'Ouest *(1967). Interprète de Joseph Losey* (Deux hommes en fuite, *1969), il fit aussi revivre Winston Churchill dans* les Griffes du lion *(Richard Attenborough, 1971).*

Après la Méprise, l'Arnaque *et* les Pirates du métro, *ses talents de composition lui valurent d'être choisi par Richard D. Zanuck et Steven Spielberg pour le rôle du pêcheur « hemingwayen » des* Dents de la mer *(1975), auprès de Richard Dreyfuss et Roy Scheider. Le succès foudroyant de ce film valut à Robert Shaw de devenir une star au moment où la mort dramatique de sa femme, la comédienne Mary Ure, ouvrait dans sa vie une crise grave. Cette promotion, orchestrée par une publicité tapageuse, ne doit pourtant pas faire oublier la carrière cinématographique antérieure d'un remarquable acteur.*

JACQUES SICLIER.

CHARLES BOYER S'EST SUICIDÉ

L'autopsie pratiquée après le décès de Charles Boyer, le 26 août 1978 (« le Monde » du 29 août), a révélé que l'acteur s'était suicidé en absorbant une dose massive de barbituriques. Attribuée tout d'abord à une crise cardiaque, la disparition de l'acteur américain semble être liée à la mort de sa femme, Patricia Patterson, survenue le 24 août, soit deux jours auparavant.

Son fils unique s'était lui-même donné la mort en 1965, à l'âge de vingt et un ans, et Charles Boyer en avait été profondément affecté.

L'enterrement de l'acteur a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Architecture

Consolation pour le treizième arrondissement

Il était une fois une ville si belle qu'on l'avait appelée Lumière. Fille de rois frivoles, elle avait épousé des princes jaloux et rigoureux, qui, souhaitant à leur tour susciter l'admiration et la reconnaissance des peuples, et ayant décelé quelques imperfections chez l'aimée, la voulurent faire plus belle encore, hélas ! Car ses imperfections ajoutaient le charme à sa froide beauté, et lorsqu'elles disparurent sous un maquillage trop hâtif, malhabile et criard, la ville n'était plus tout à fait désirable.

Parmi les artisans de ces fards débordants, tous ne sont pourtant pas aussi désinvoltes. De nos jours, on peut encore trouver dans les quartiers rénovés la trace d'un vrai travail, parfois le signe du talent. Mais il faut bien chercher. Dans le treizième arrondissement, il faut même s'armer de patience, mais vous aurez une petite consolation. Il ne s'agit pas de la faculté de Tolbiac (elle ne fait plus tout à fait aussi propre). Il pourrait être question de la Maison de refuge, rue Cantagrel, que construisit Le Corbusier, avec d'infimes moyens, pour l'Armée du salut (n'y associons pas trop vite ses récents agrandissements) ; mais n'est-elle pas déjà entrée dans l'histoire ? C'est, à deux pas de là, 27, rue du Dessous-des-Berges, le seul projet récent, modeste par la taille et d'exécution convenable, qu'on croit pouvoir trouver dans ce quartier de Paris. Entre deux vestiges villageois de l'ancien treizième, qu'il ne ménage pas mais ne déshonore pas, cet immeuble de bureaux occupe une parcelle tout en longueur, le plus petit côté se trouvant sur la rue. Pour compenser une maigre prise de lumière, la façade suit une ligne brisée, et présente deux ruptures verticales, soit deux « ressauts » successifs. L'ensemble de la surface est en verre et en acier mais est traité, pour une fois, avec un vrai raffinement : dans la surface vitrée, singulièrement transparente, rigide et presque austère, s'articulent d'étroites fenêtres de verre très légèrement métallisé, qui reprennent à moindre échelle les proportions du bâtiment. Elles s'ouvrent en pivotant autour d'un axe vertical et justifient ainsi le dessin des barres d'appui, placées à l'intérieur le long des baies. Celles-ci font, en effet, à l'emplacement des fenêtres, de brefs détours en demi-cercle, sorte de virgules courbes, peut-être un peu insolentes, qui humanisent ce complexe de lignes droites et de courbes. Il y a quelque chose d'italien dans cette affaire-là.

La même rigueur ne se retrouve malheureusement pas dans l'entrée de l'immeuble. Sans doute l'escalier, visible de la rue, fait-il un amusant clin d'œil aux quelques marches de la maison voisine, mais les proportions et les couleurs violentes de ce lieu de passage (pour faire oublier l'entrée du garage, pourtant très discrète), ou encore le biais de son rideau de verre, paraissent contredire le soin apporté aux étages.

La façade arrière, pour ce qu'on peut en voir, est plate, fumée de brun, pas très gaie ; la disposition en pente des étages supérieurs, sur ce versant du bâtiment, rappelle peut-être les toits du vieux quartier.

Et l'intérieur — puisqu'il paraît que l'architecture n'est pas seulement une affaire de décor ? Allez savoir ! Car tenter aujourd'hui de visiter un bâtiment, vous rend hautement suspect d'indiscrétion, sinon de pire vice encore. L'architecture est, ou est devenue, un domaine réservé auquel il ne convient pas de s'intéresser de trop près. Aussi réservé que les architectes eux-mêmes : le vieux principe de la signature est, sauf exception, tombé en désuétude et, passé le temps de vendre, les responsables, géniaux ou non, solitaires ou en groupe, disparaissent dans les hauteurs de l'anonymat, assimilés aux puissances obscures de la ville.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

Photo

Hommage aux livres

La galerie Zabriskie rend actuellement hommage à trois livres de photos, parmi les plus beaux publiés cette année, en exposant leurs titres originaux : les Portfolios d'Ansel Adams *(Le Chêne),* The Master Prints of Edward Steichen *(Musée d'art moderne de New-York) et* Edward Weston Nudes *(Aperture). Les expositions de photos servent souvent à promouvoir des livres ; là ces livres sont sortis depuis plusieurs mois, on en a déjà parlé. Cette exposition sert d'intermédiaire entre deux rétrospectives, Harry Callahan et Lee Friedlander. C'est une exposition d'été, plus légère, où il est surtout intéressant de comparer les documents originaux avec les pages des livres : pratiquement des fac-similés. Les nuances les plus subtiles sont passées, et c'était d'autant plus périlleux que Adams travaille énormément sur ses tirages, que Weston retouchait parfois les siens et que Steichen utilisait divers procédés : platinotypie, gommes bichromatées, cyanotypie... Pour une fois, photograveurs et imprimeurs, en artisans de l'image, ont été les complices des photographes.*

Le nu prolifère dans la photographie ; plus que la peinture, il découpe des surfaces où le fantasme peut s'accrocher. Weston photographiait des coquillages, des plans de sable, comme Adams, des écorces, des rocs, de l'eau et des neiges. Mais le nu est la part capitale de son œuvre : toute sa vie, Weston a photographié nues ses femmes, ses amies, ses fils. Charis Wilson, qui a été sa seconde femme, a écrit la préface du livre publié par Aperture, et elle raconte comment ces séances se passaient, dans une vraie liberté : le corps se dénudait et dansait, inventait ses propres poses, parfois Weston l'arrêtait, mais il n'imposait rien. Il arrivait à Charis de s'assoupir au soleil, tant elle se sentait bien, tant son corps se retrouvait dans un rapport essentiel. Ces images, entières, sculpturales, voluptueuses n'existeraient pas si le regard avait agressé le corps.

Steichen, dans sa première période (1895-1914), influencé par l'impressionnisme et le symbolisme, réalisa aussi quelques nus flous et mystérieux, la chair pleine de marbre. Son travail sur Rodin à même son œuvre, ces silhouettes monumentales de Balzac se profilant dans la brume, le grain du papier, à la fois aqueux et rugueux, sont splendides.

HERVÉ GUIBERT.

★ Galerie Zabriskie, 29, rue Aubry-le-Boucher, Paris 4e. Jusqu'au 9 septembre.

CARNET

Naissances

— Pascale et Patrick BOUCHAYER ont la joie d'annoncer l'arrivée de
Capucine,
née à Séoul, le 22 février 1978.

— Marielle HOLLANDE, née Hery, et Joël HOLLANDE sont heureux, avec Igor, d'annoncer la naissance de
Gaëlle,
le samedi 26 août 1978.
Résidence du Grand-Sentier,
91380 Chilly-Mazarin.

— M. Michel PINTON et Mme, née Florence Canivet, Nicolas et Charlotte, sont heureux d'annoncer la naissance de
Camille-Louise.
Auxerre, le 25 août 1978.
19, boulevard Raspail,
75007 Paris.

Décès

— Mme Gaston van Brabant,
M. et Mme Georges van Brabant et leurs enfants,
M. et Mme André van Brabant et leurs enfants,
M. et Mme Michel van Brabant et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Louis van Brabant,
M. et Mme Jean Bouchet, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Louis Marcellin, leurs enfants et petites-filles,
Le professeur et Mme Jacques Borde et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Legrain et leurs enfants,
La baronne de Lormais,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Gaston van BRABANT,
survenu le 22 août 1978.
Ses obsèques ont eu lieu en l'église d'Etricourt (Somme), le 24 août.
Etricourt,
80360 Combles.

— Mlle Jeanne Tollet,
M. Wolfgang B. Szebrat et Mme, née Alice Tollet,
ses petits-enfants,
Les familles Lafond, Devoucoux et Couget,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme veuve Marcel DUPRÉ,
née Jeanne Pascouau,
survenu le 25 août 1978, dans sa quatre-vingt-seizième année.
La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, aura lieu le mercredi 30 août 1978, à 10 h. 45, en l'église Notre-Dame de Meudon-Bellevue (Hauts-de-Seine).
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Marcel Horvilleur,
Le docteur et Mme Géo Goetschel,
M. et Mme Jean Becker,
M. Bernard Goetschel,
M. et Mme Michel Becker,
Les familles Horvilleur et Loeb,
ont la grande douleur de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, de
Mme Marcel HORVILLEUR,
née Suzanne Loeb.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
La famille s'excuse de ne pas recevoir.
Cet avis tient lieu de faire-part.
40, avenue de la République,
75011 Paris.

— M. et Mme Michael FORNARA, ont la douleur de faire part de la mort accidentelle de leur fils
Kevin,
le 23 août 1978, à Beauvallon.
Les obsèques ont eu lieu le 25 août, à Grimaud, dans la plus stricte intimité.
La famille ne souhaite pas de condoléances.

— M. et Mme Georges Masclet,
Leur fils Jean-Pierre,
Et toute la famille,
ont le regret de faire part du décès de
Mme Francesca MASCLET,
née Gaffory,
créatrice du modelage du visage,
leur mère, grand-mère et parente, survenu à Créteil, le 24 août 1978, munie des sacrements de l'Eglise.
La mise en bière aura lieu le vendredi 1er septembre 1978, à 3 heures (amphithéâtre de l'hôpital Henri-Mondor), Créteil (94).
La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 4 septembre 1978, à Guagno-Village (Corse), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.
Priez pour elle.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
74 bis, rue Lecourbe,
75015 Paris.

— Nous apprenons la mort de
M. André PARMENTIER,
ancien député socialiste du Pas-de-Calais,
ancien maire de Calais,
le lundi 28 août, à l'âge de soixante-six ans.

[Né le 22 février 1912 à Calais (Pas-de-Calais), André Parmentier, instituteur, a été conseiller municipal de sa ville natale à partir d'octobre 1947, puis adjoint (1948) et maire de 1952 à 1959, date à laquelle il s'inclinait devant une liste U.N.R. conduite par M. Jacques Vendroux, beau-frère du général de Gaulle.
Conseiller général du canton nord-ouest de Calais (1955), il était battu en juin 1961 par le candidat U.N.R. Elu député de la première circonscription (Boulogne, Montreuil, Saint-Omer) en janvier 1956 sur la liste du parti socialiste S.F.I.O., il était battu en novembre 1958 dans la septième circonscription (Calais nord-ouest et sud-est) dont le siège revenait à Jacques Vendroux.]

— M. et Mme Claude Lapierre,
M. et Mme Pierre-Charles Rolando,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Paul TAVERNIER,
née Jeanne Boussuge,
survenu le 16 août 1978, dans l'Ain.
L'inhumation a eu lieu à Paris, le 21 août, dans l'intimité familiale.
9, avenue de Saxe,
75007 Paris.

— Saint-Etienne.
Mme Georges Vergne,
M. et Mme Dominique Vergne,
Raphaël et Nicolas Vergne,
M. et Mme Jacques Fouquier-Vergne,
Emanuele et Mathieu Fouquier,
Le docteur Hélène Aulagnier,
ses enfants et petits-enfants,
Le Père René Luquet o.p.,
Mme J. Vergne, ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Mlle Martine-Françoise VERGNE,
écrivain,
survenu le 22 août 1978, dans sa vingt-huitième année.
Ses funérailles religieuses ont été célébrées dans la plus stricte intimité en l'église Saint-Jean-Baptiste de Montaud à Saint-Etienne, le vendredi 25 avril 1978.
Priez pour elle.
5, place Maréchal-Foch,
42000 Saint-Etienne.

SPECTACLES

Jazz

Lubat dans son village

(Suite de la première page.)

Il a invité des amis, des comédiens, des chanteurs, des danseurs, des musiciens, Vanina Michel, Yvan Dautin, Michel Portal, Jean-Louis Chautemps, Patrick Fort, Patrick Auzier, Francis Valonne, Claude Bernard, Jean-Claude Boiteau, Sylvain Melchy, Jacques Didonato, Philippe Petit, Beb Guerin, des musiciens à lui — ceux de sa compagnie — et d'autres de la région. Comme il prenait tous les risques (avec, en cas d'échec, celui de « gérer la crise », d'être « couvert de dettes »), comme il faisait ça comme ça (« sans cible, sensible »), pour les trois cent cinquante habitants et pour la musique, tous sont venus gratuitement. Le maire, le comité des fêtes, des habitants, ont donné des coups de main, le curé son église du treizième siècle, et tout le monde a fait la queue pour assister, le second soir, à la « Création de Bernard Lubat », premier acte à l'intérieur de la collégiale, « les Sons et les Images », pièce pour piano, clarinette, saxophone, percussions, synthétiseur, danseur. Les vieux attendaient le béret à la main, les vieilles avec leur chignon gris serré, les jeunes à « mob », six cents personnes avec ceux qui s'étaient déplacés de loin, les fanas de jazz, ceux qui savent si Lubat est moins bon, meilleur qu'hier..., ceux qui savent, et ceux qui n'ont jamais entendu de jazz — surprise pour ceux-là.

A l'intérieur, tout ce monde mélangé composait une scène étrange, parlant et circulant comme dans les églises du dix-septième siècle, avec ceci de nouveau que des instruments de musique étaient partout, gongs et morceaux de gong brisés pendus devant l'autel avec les poêles à frire de Lubat, posées à terre, contrebasse dans la chaire, harmonium, xylophones de bois sur le côté. « Je ne suis pas chez moi, pas plus que vous », entendit-on dans le brouhaha, c'était le prêtre sans doute, oui, c'était lui, il annonça qu'il était heureux malgré tout de dire qu'un nouveau pape avait été élu. Son intervention fut accueillie par des vivas dont on percevait assez clairement la charge ironique, puis quelqu'un a crié « Il papa ! », « il papa ! », plusieurs fois au fond de l'église, le concert était commencé.

Il a continué avec des bruits fragiles d'abord, légers sifflements, tapotements, perturbés par le raclement volontairement provocateur d'un musicien venu se déplacer pour jouer devant l'autel. Comment décrire brièvement les déplacements constants de ligne, de ton, l'emportement, l'humour badin ! Musique blasphématoire ? Non, Lubat et ses musiciens repoussent seulement les hypocrisies, prennent en charge les ratés de la nature — et de la vertu, — cherchent la petite bête et la grande, les trouvent parfois toutes deux, rigolent franchement. C'était beau, quoiqu'ils en aient fait un peu trop.

Vers 11 heures du soir, on passa dehors, le groupe continua sur la place le second acte, « les Images du son », de l'écrit à l'improvisé, divertissement pour saxophone, batterie, percussions, synthétiseur, pétards et feux d'artifice. Bûchers allumés à terre, danseurs flamèches apparaissant et disparaissant entre deux pétards, dans la fumée colorée, puis, là-haut, une seconde (pensée insomniaque ?) dans la pierre, dans le clocher explosant littéralement dans les jets et les gerbes roses, mauves, blanches, danseur dansant sous la pluie d'étoiles, odeur d'encens, musique... Ce n'était pas aussi magique que ç'aurait pu l'être, sans qu'on puisse savoir trop pourquoi, le concert s'est arrêté brusquement — un peu tristement.

Mais le lendemain dimanche, la musique reprenait dès 15 heures, et ne s'arrêtait plus. Les gens du village étaient là, fidèles, et tous les autres, ne manquant rien. Oui, c'était un peu bizarre, ce que faisait Lubat, les gens d'ici ne s'attendaient pas à cela, mais à part quelques-uns, choqués qu'on puisse appeler cela de la musique, les autres, la plupart, ne « décollaient » pas, heureux, fascinés, emportés par la sainte force sonore et visuelle. A 18 h. 30, le concert de « musique improvisée contemporaine » (Michel Portal, Beb Guerin, Bernard Lubat) fut extraordinaire, rapide. Trompette dans le désert de la batterie, fureur continue, aiguë, de Portal, Lubat chante et Portal prend sa clarinette — puis deux instruments à la fois, — ils continuent de se parler puis s'amusent, Lubat avec un petit réveil en plastique — son père est immobile, adossé à une colonne, et un vieil homme posée son béret sur ses genoux pour applaudir avec fougue. Après les chansons-sketches d'Yvan Dautin, la compagnie Lubat s'est livrée à d'autres feux d'artifice, plus fous que la veille, quelques musiciens ont exalté le corps d'un danseur, lui soufflant des désirs, le frôlant de leurs instruments, moment dérapant, musique encore, pétards, glissades. Lubat a dit soudain : « ... Alors finalement j'ai préféré me fermer ma gueule », et les musiciens ont plié les saxos, emporté le piano à l'intérieur de l'église. Ça s'est terminé comme ça.

CATHERINE HUMBLOT.

Mardi 29 août

théâtres

Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 45 : le Bateau pour Lipaïa.
Daunou, 21 h. : les Bâtards.
Ecole de l'acteur Florent, 21 h. : *Il faudra toujours dire ce qu'on a vécu.*
Eglise Saint-Merri, 20 h. 30 : les Derniers Hommes.
Essaïon, 20 h. 30 : les Lettres de la religieuse portugaise ; 22 h. : L'empereur s'appelle Dromadaire.
Huchette, 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Le Lucernaire, Théâtre noir, 18 h. 30 : Théâtre de chambre ; 20 h. 30 : Amédée ou Comment s'en débarrasser ; 22 h. : C'est pas moi qui ai commencé. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : Une heure avec F. Garcia Lorca (dernière) ; 20 h. 30 : Lady Pénélope ; 22 h. : la Musica.
Michel, 21 h. 15 : Duos sur canapé.
Montparnasse, 21 h. : les Peines de cœur d'une chatte anglaise.
Nouveautés, 21 h. : Apprends-moi, Céline.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Présent, 21 h. : la Tour de Nesle.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Patate.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : Il était la Belgique... une fois.
Théâtre Marie-Stuart, 21 h. : Je suis resté longtemps sur les remparts de Chypre.
Variétés, 20 h. 30 : Boulevard Feydeau.

Les concerts

Lucernaire, 19 h. : A. Courmont, violoncelle, et M. Bonnet, piano (Fauré, Chausson, Ropartz, Migot) ; 21 h. : Paul Chutall et François Alano, guitare (Bach, Vivaldi, Elisabéthaines, Carulli, Villa-Lobos, Pernanbuco).

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Y a du va-et-vient dans l'ouverture.
Deux-Anes, 21 h. : Le con t'es bon.

Jazz, pop', rock et folk

Caveau de la Huchette, 21 h. : Stéphan Guérault Quintet.
Chapelle des Lombards, 20 h. 30 : Didier Lockwood, François Faiou, Cahen.
Campagne-Première, 18 h. 30 : Andy Goldener ; 20 h. 30 : Jo Callivan, Butch Morris, Peter Ponzon.

Festival estival

Hôtel Hilton, salon d'Orsay, 20 h. 30 : Hopkinson Smith, luth, téorbe et vihuela (de Visée, Milan, Narvaez).

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La Cinémathèque

Chaillot, 15 h. : Max Linder ; 18 h. 30 : la Chute de la maison Usher, de J. Epstein ; 20 h. 30 : la Mégère apprivoisée, de D. Fairbanks ; 22 h. 30 : Macbeth, d'O. Welles.
Beaubourg, relâche.

Les exclusivités

A LA RECHERCHE DE M. GOOD- 5e (033-47-62) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67).
LE MATAMORE (It., v.o.) : St-Germain Village, 5e (633-87-59) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Le Parnassien, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67 42)
MERCREDI APRES-MIDI (Angl., v.o.) : Colysée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
LE MERDIER (A., v.o.) : Mercury, 8e (225-75-90) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount - Montparnasse, 14e (326-22-17).
MESDAMES ET MESSIEURS, BONSOIR (It., v.o.) : Vendôme, 2e

Les films nouveaux

LA PETITE FILLE EN VELOURS BLEU, film français d'Alan Bridges : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LE SOURIRE AUX LARMES, film américain de Daryl Duke : v.o. : Quintette, 5e (033-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82). — v.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Bosquet, 7e (511-44-11) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont - Sud, 14e (331-51-16) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LES GUERRIERS DE L'ENFER, film américain de Karel Reisz (**) : v.o. : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Elysées - Cinéma, Cinéma, 8e (225-37-90). — v.f. : Rex, 2e (236-83-93). Rotonde, 6e (633-08-22) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-93-00) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LES MAINS DANS LES POCHES, film américain de St.F. Verona et M. Davidson. — V.o. : Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Marignan, 8e (359-92-82). — v.f. : ABC, 2e (236-55-54) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
JE SUIS TIMIDE, MAIS JE ME SOIGNE, film français de Pierre Richard : Rex, 2e (236-83-93) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount - Opéra, 9e (073-34-37) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24). Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80).
DRIVER, film américain de Walther Hill ; v.o. : Studio-Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83). V.f. : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount - Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Convention-St-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Moulin Rouge, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LE JEU DE LA MORT, film américain de Robert Clouse : v.o. : Marignan, 8e (359-92-82). — v.f. : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumond-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE CANDIDAT AU POIL, film américain de Robert Stevenson : v.f. : Richelieu, 2e (223-56-70) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse - Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumond-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734 - 42 - 96) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74).

BAR (A., v.o.) (**) : Balzac, 8e (359-52-70).
ANNIE HALL (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Broadway, 16e (527-41-16)
L'ARGENT DE LA VIEILLE (It., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
AROUND THE STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e.
LE BOIS DE BOULEAUX (Pol., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
BRIGADE MONDAINE (Fr.) (**) : Rex, 2e (236-83-93) ; Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Tourelles, 20e (636-51-98) (sf. Mar.).
CAPRICORNE ONE (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70).
LE CERCLE DE FER (A., v.f.) : Omnia, 2e (233-39-36).
COOL (A., v.f.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
LA CONSEQUENCE (All., v.o.) (**) : Bilboquet, 6e (222-87-23).
LE CONTINENT FANTASTIQUE (Esp., v.f.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Images, 18e (522-47-94).
LE CONVOI (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. - Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (288-99-75).
DELICIA (All., v.f.) (**) : Richelieu, 2e (223-56-70) ; France-Elysées, 8e (723-71-11).
L'ETAT SAUVAGE (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
EXHIBITION II (Fr.) (**) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Galaxie, 14e (580-18-03) ; Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34).
LA FEMME LIBRE (A., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Le Parnassien, 14e (329-83-11) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42). — V.f. : Balzac, 8e (359-52-70) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) H. Sp.
LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR (A., v.o.) (*) : Saint-Michel, 5e (326-73-17) ; Ermitage, 8e (359-17-71) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e 261-50-32) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02)
GOODBYE EMMANUELLE (Fr.) (**) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
HITLER, UN FILM D'ALLEMAGNE (All., v.o.) : la Pagode, 7e (705-12-15) (4 parties).
ILS SONT FOUS CES SORCIERS (Fr.) : Omnia, 2e (233-39-36) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
L'INCOMPRIS (It., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
INTERIEUR D'UN COUVENT (It., v.o.) (**) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
JESUS DE NAZARETH (It., v.o.) : Madeleine, 8e (073-56-03) (2 parties).
LE JEU DE LA POMME (Tch., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
JEUNE ET INNOCENT (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; v.f. : Cambronne, 15e (734-42-96).
JULIA (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LAST WALTZ (A., v.o.) : Cocteau,
(073-97-52), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
MŒURS CACHEES DE LA BOURGEOISIE (It., v.o.) (*) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v. f. : U. G. C.-Opéra, 2e (261-50-32).
NOS HEROS REUSSIRONT-ILS.. ? (It., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; U.G.C.-Marbœuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-33).
LA PETITE (A., v.o.) (**) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-66), Bienvenue - Montparnasse, 15e (544-25-02).
PORTRAIT D'ENFANCE (Ang., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
PROMENADE AU PAYS DE LA VIEILLESSE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
RETOUR (A., v.o.) : Studio-Logos, 5e (033-26-42). Paramount-Elysées, 8e (359-49-34).
REVE DE SINGE (I.) (**), v. ang. : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83) ; v. f. : Athéna, 12e (343-07-48).
ROBERT ET ROBERT (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52), Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare - Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
LES ROUTES DU SUD (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
SOLEIL DES HYENES (Tun., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
UNE NUIT TRES MORALE (H., v.o) (*) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v. f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
VAS-Y MAMAN (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George V, 8e (225-41-46) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74).
VIOLETTE NOZIERE (Fr.) (*) : U.G.C. Marbœuf, 8e (225-47-19) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
XICA DA SILVA (Brés., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Studio Raspail, 14e (320-38-98) ; v. f. : Athéna, 12e (343-07-48).
LES YEUX BANDES (Esp., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

Les grandes reprises

AFFREUX, SALES ET MECHANTS (It., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90)
L'ARNAQUE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; (v.f.) : Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78), Le Parnassien, 14e (329-83-11).
L'AUTRE (A.) (**) (v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Le Parnassien, 14e (329-83-11).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76).
LES CHEVAUX DE FEU (Sov., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LE COUTEAU DANS L'EAU (Pol., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04).
LE DECAMERON (It., v.o.) : Action-Champo, 5e (033-51-60).
DELIVRANCE (A.) (**) (v.o.) : Théâtre Présent, 19e (203-02-55) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) Mar. à 21 h.
DOCTEUR JIVAGO (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36). Madeleine, 8e (073-56-03).

FLESH (A.) (**) (v.o.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82).
FRANTZ (Fr.) : Calypso, 17e (754-10-68).
FRANKENSTEIN JR (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) O. sp.
GO WEST (A., v.o.) : Luxembourg, 6e.
LA GRANDE BOUFFE (It., v.o.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e.
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Denfert, 14e (033-00-11).
L'ILE NUE (Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LES JOYEUSES AVENTURES DE LA PANTHERE ROSE (A., v. o.) : Saint-Ambroise, 11e, H. sp.
KING CREOLE (A., v.f.) : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41).
LAUREL ET HARDY AU FAR-WEST (A., v.o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98).
LEO THE LAST (Ang., v.o.) : Palais des Glaces, 10e (607-49-93) Mer., V., L.
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
MA FEMME EST UN VIOLON (It., v.o.) : Palais des Arts, 3e.
MEAN STREETS (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (033-89-19).
NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
ORANGE MECANIQUE (A., v.o.) (**) Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
PARADE (Fr.) Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : 14 - Juillet - Parnasse, 6e (326-58-00).
PHARAON (Pol., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
PLUMES DE CHEVAL (A., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; Luxembourg, 6e (633-97-77).
LE POINT DE NON RETOUR (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Marbœuf, 8e (225-47-19).
ROCKY HORROR PICTURE SHOW (Ang., v.o.) : Studio des Acacias, 17e (754-97-83).
ROMEO ET JULIETTE (It., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13).
SATYRICON (It., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66)
LES SURVIVANTS DE LA FIN DU MONDE (A., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40).
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A., v.o.) (**) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
UN ETE 42 (A., v.f.) : Opéra, 2e (261-50-32).
UNE FEMME DANGEREUSE (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
UNE JOURNEE PARTICULIERE (It., v.o.) : A. Bazin, 13e (337-74-39).
VENEZ DONC PRENDRE LE CAFE CHEZ NOUS (It., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Le Parnassien, 6e (329-83-11).
VERA CRUZ (A., v.o.) : Palais des Glaces, 10e (607-49-93). J., S., Mar.
VIVRE ET LAISSER MOURIR (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).

Les festivals

AMOUR, EROTISME, ET SEXUALITE (v.o.), Le Seine, 5e (325-95-99). I : 12 h. 30 (sf D.) : Je, tu, il elle ; 14 h. : Anatomie d'un rapport ; 16 h. : Dehors, dedans ; 18 h. : Cet obscur objet du désir ; 20 h. : Une petite culotte pour l'été ; 21 h. 30 : Le Casanova, de Fellini ; II : 14 h. 30 : le Regard ; 16 h. 20 : Bilitis ; 18 h. 20 : Malicia ; 20 h. 30 : Vices privés, Vertus publiques ; 22 h. Valentino.
H. BOGART (v.o.), Action Christine, 6e (325-85-78) : Echec à la Gestapo. — Action La Fayette, 9e (878-80-50) : la Femme à abattre.
J. FORD (v.o.) Action La Fayette, 9e (878-80-50) : le Massacre de Fort-Apache.
I. BERGMAN (v.o.) Studio Git-le-Cœur, 6e (325-80-25) : la Honte.
AMERICAINES STORY (v.o.) Olympic, 14e (542-67-42) : la Nuit de l'iguane.
TATI, Champollion, 5e (033-51-60) : Jour de fête.
MARX BROTHERS (v.o.), Nickel Ecoles, 5e (325-72-07) : la Soupe au canard.
LE CINEMA FRANÇAIS D'AUJOURD'HUI, Action République, 11e (805-51-33) : Détruire, dit-elle.
LES CLASSIQUES DU CINEMA FRANÇAIS. La Pagode, 7e (705-12-15) : Drôle de drame.
J. NICHOLSON (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : The King of Marvin's Garden.
COMEDIES MUSICALES AMERICAINES, (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Un jour à New-York.

PHILOSOPHIE

Les travaux du seizième congrès mondial à Düsseldorf

Lumières d'ailleurs ?

De notre envoyé spécial

Düsseldorf. — Qu'est-ce qu'un congrès mondial de philosophie ? L'expression a-t-elle un sens ? La double question ressemble à l'une de ces colles que l'on pose aux élèves de khâgne pour s'assurer qu'ils ont réponse à tout. Elle est moins légère et paradoxale qu'il n'y paraît. Le cosmopolitisme des congrès — Düsseldorf n'échappe pas à la règle — remplace artificiellement l'universalité que de telles réunions devraient imposer.

Un quarteron de membres de l'académie des sciences d'Oulan-Bator, un professeur de l'université de Hongkong, deux autres venus de Taïpeh et le tour est joué : la diversité des délégations ou des présences individuelles que la Fédération internationale des sociétés de philosophie appelle de ses vœux sans discrimination ne paraît bornée par rien. L'urbanité d'échanges courtois et les multiples occasions de rencontres parfont l'illusion : les Lumières ne sont plus l'apanage de l'Europe et de sa fille, l'Amérique.

Il faut apporter à cette vue idyllique une première correction : l'Afrique, l'Asie, pèsent encore d'un poids infime dans de tels débats (en dépit d'une présence japonaise numériquement importante). Ces continents s'effacent devant la compétition numérique et idéologique à laquelle se livrent lors de chaque congrès mondial deux mondes, le communiste et l'autre. Cette préoccupation relègue au second plan la volonté proclamée — un vœu pieux ? — de redonner rang à l'Asie négligée ou de faire surgir de son néant supposé l'Afrique.

Avec ce dernier cas se trouve posé un problème plus irritant encore. Les philosophes africains ne sont-ils là que pour commenter le patrimoine de pensées des « autres », qui furent parfois les destructeurs de leurs propres cultures ? Ou bien sont-ils les victimes de la « curiosité de l'Europe » à la recherche de la « différence », comme l'a dit le doyen de la faculté des lettres de Dakar, M. N'Daw ? La philosophie occidentale continue par là à manifester sa « prétention universaliste » et provoque chez certains Africains un sentiment de « marginalité ». Tout au plus se sentent-ils sollicités de donner leur point de vue pour faire bonne mesure : miroirs de la pensée des autres.

Le vieux débat sur l'universalité de la pensée est mis sous le boisseau. « Nous avons une philosophie à nous », revendique M. Kagamé, de la faculté des lettres de Butare, au Ruanda, qui étudie les catégories de la pensée bantoue. A quoi M. Hountondji, originaire de la République populaire du Bénin, réplique : « Je crains que cette attitude ne nous conduise à une espèce de relativisme philosophique : à chaque société sa philosophie et ses vérités. »

Aux « faux problèmes » il oppose « la nécessité de nous donner une problématique philosophique articulée sur la situation réelle de l'Afrique actuelle ».

Visions d'hommes différents ou identiques ? L'alternative est dépassée par la possible recherche de la « coloration des problèmes fondamentaux » perçue par les philosophes d'Afrique. Une telle recherche ne se confond pas avec le piètre rôle de faire-valoir attribué à Düsseldorf au moins, à l'Afrique noire. La discrétion, pour ne pas dire l'absence, de la pensée islamique dans le même lieu est plus flagrante encore. Nulle querelle possible ici sur les commencements absolus. Rien qu'un oubli. Monumental.

L'Asie fait nombre par Japonais interposés et... illusion. Qui est prêt à recevoir la critique que ces systèmes de pensée essuient de la part des sages asiatiques ? « Philosophie trop étroite, trop intellectuelle, coupée de la vie. » Ainsi M. Ram Chandra Pandeya, directeur de l'institut de philosophie de l'université de Delhi, caractérise-t-il la pensée occidentale. Il voudrait la voir se tourner vers les philosophies de la totalité et de la vie quotidienne de l'Asie. Si cela advenait, n'encourrait-il pas une autre désillusion en constatant déjà l'attirance suspecte pour l'Asie de pacotille de Krishna et pour la méditation transcendantale ? Pour l'heure, on n'en prend pas le chemin dans les congrès mondiaux, où l'on aime à confier à des porteurs « exotiques », les vieilles Lumières.

MICHEL KAJMAN.

RADIO-TÉLÉVISION

MARDI 29 AOUT

CHAINE I : TF 1

18 h. 15, Documentaire : Tango Buenos-Aires, de K. Ofelle.

Naissance et évolution du tango. Son rapport avec les événements sociaux et politiques.

19 h. 10, Jeunes pratique ; 19 h. 45, Caméra au poing : Les veuves noires ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Dramatique : Pas de whisky pour Désiré Lafarge, d'A. Franck, réal. J.-P. Galo.

Ce serait bien mal connaître Désiré Lafarge que de penser qu'il a pu passer des vacances paisibles avec sa famille. A peine arrivé à Carolles, il est matraqué, kidnappé, libéré sans motif apparent.

22 h., Reportage : La France de Georges Bernanos, de R. Girardet, réal. Cl.-J. Philippe.

23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-Club ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Les dossiers de l'écran : INDEPENDANCE OU MORT, de C. Coimbra (1972), avec T. Meira, G. Meneses, D. Azevedo, K. Hansen, E. Queiroz.

Comment un prince portugais, régent du Brésil au début du dix-neuvième siècle, réalisa avec le peuple l'indépendance du pays et devint empereur constitutionnel.

Vers 22 h., Débat : L'indépendance du Brésil : un homme et son pays.

Avec : Mme K. de Queiros Mattoso, professeur d'histoire des Amériques à l'université de Bahia, M. Y Linhares, directeur de recherches à la fondation Gétulio-Vargas, à Rio-de-Janeiro, MM. S Santiago, professeur de littérature brésilienne à l'université catholique de Rio-de-Janeiro ; A. Vincente, professeur d'histoire à l'université de Lisbonne ; N. Daupias Dalcochete, docteur en histoire, secrétariat d'Etat à la culture au gouvernement portugais.

23 h. 20, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cycle westerns, films policiers, aventures) : DUEL DANS LA POUSSIERE, de G. Seaton (1973), avec R. Hudson, D. Martin, S. Clark, D Moffat, J. McLiam.

Après l'attaque d'un train, un bandit s'enfuit avec le butin. Il est poursuivi par ses complices et par le shérif, son ami d'enfance. Tous les stéréotypes du western traditionnel. Autrement dit, rien à signaler.

22 h., Archives du vingtième siècle : Eve Francis.

L'interprète favorite de Claudel a quatre-vingt-douze ans. Il y a quatre ans encore elle jouait Anouilh.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Bivouac sur la Lune », de N. Mailer ; 19 h. 25, Jules Verne : l'entrée dans la vie ;

20 h., Dialogues... Un millénaire en question : le Moyen Age. Avec Régine Pernoud et Robert Philippe, professeur d'histoire médiévale ; 21 h. 15, Musiques de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : Les expositions de l'été.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Musique de charme : Dekobra, Sibert, Heuberger, Théodorakis, Strauss ; 19 h. 30, Kiosque ; 19 h. 40, Informations festivals ;

20 h. 30, Festival de Schwetzingen : « la Molinarella Sinfonia » (Puccini) ; « Cinq menuets et six trios » (Schubert) ; « Concerto en sol majeur pour mandoline et orchestre » (Hummel) ; « Concerto pour orchestre à cordes » (Zimmermann) ; « Idylle pour orchestre à cordes » (Janacek), par l'Orchestre du Sud-Ouest allemand, direction P Angerer Avec T. Ochi, mandoline ; 22 h. 30, Les sixièmes coins de l'Hexagone : « le Roi d'Ys » (Lalo) ; 0 h. 5, France-Musique la nuit... New-York la musique et ses espaces : Tchaikovski, Cage, Gibson.

MERCREDI 30 AOUT

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Feuilleton : Docteur Caraïbes ; 13 h., Journal ; 13 h. 35, Acilion et sa bande ; 14 h. 25, Série : Peyton Place ; 18 h. 15, Documentaire : Des fauves et des hommes ; 19 h. 10, Jeunes pratique ; 19 h. 40, Caméra au poing : Au royaume des bêtes libres ; 19 h. 50, Loto ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Dramatique : Zigzags, réal. B. Gantillon, avec Y. Renier, M. Schiltz, C. Torrès, L. Simon, etc.

Zigzags, une énigme qui mérite bien son nom : les soupçons du spectateur se portent tantôt sur Pierre, tantôt sur Chris, les deux protagonistes de ce policier « psychologique » où l'effet de surprise est maintenu jusqu'au bout. Avec une bonne actrice.

22 h., Communication : Sillages (les langages), avec J. Mistler, de l'Académie française, J.-F. Bizot, A. Boudard, Eugène Ionesco.

Cette émission de la série « Sillages » propose d'étudier différents langages : le jargon des bouchers, celui des travailleurs manuels napolitains, la langue ésotérique des intellectuels ou encore le langage de la publicité.

22 h. 55, Journal.

CHAINE II : A 2

15 h., FILM : LES TEMERAIRES, de H. Daugherty (1964), avec R. Culp, B. Keith, J. Meredith, J. McMullan, A. Ryder, S. Oakland.

Des éleveurs du Texas, ruinés par la guerre de Sécession, cherchent à obtenir l'installation d'une voie ferrée et se heurtent à l'administration.

16 h. 15, Sport : Championnats d'Europe d'athlétisme (différé) ; 18 h., Récré A 2 ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-Club ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Feuilleton : Moi, Claude, empereur, d'après R. Graves, réal. R. Wise (12e épisode).

21 h. 30, Magazine : Question de temps (Le Festival mondial de la jeunesse à La Havane).

Franck Cassenti, le réalisateur de l'Affiche rouge, a filmé les dix jours de rencontres qui cette année ont transformé la capitale cubaine en un vaste forum aux allures de fête politique et culturelle.

22 h. 35, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cycle un film... un auteur) : LES LAURIERS SONT COUPES, de J. Ferrer (1961), avec C. Lynley, J. Chandler, E. Parker, M. Astor, R. Sterling.

Adaptation pâteuse de la suite de Peyton Place, roman de Grace Metalious. Chronique artificielle d'un scandale.

22 h., Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : Georges Perros (et à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 50, rediffusion) ; 7 h. 5, Matinales : Inde vivante ; 8 h., Les chemins de la connaissance : Le juif errant ou l'homme séparé ; à 8 h. 32, Pierre Leroux, précurseur du socialisme (rediffusion) ; 8 h. 50, Echec au hasard : La réinsertion professionnelle des handicapés ; 9 h. 7, Matinée des sciences et techniques ; 10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie : « L'Affrontement », de J. Birkman ; 11 h. 2, La querelle des bouffons : De Rameau à Glück (Vivaldi, Pergolèse) ; 12 h. 5, Ainsi va le monde : Agora ; à 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Entretiens avec R. et C. Siohan ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Correction », de T. Bernhard ; 14 h. 47, L'école des parents et des éducateurs : Bibliothèques, ludothèques, discothèques ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... Mercredi jeunesse : à 16 h. 25, Ne quittez pas l'écoute ; à 17 h. 15, Les Français s'interrogent ; 17 h. 32, La querelle des bouffons : De Rameau à Glück (Pergolèse, Dauvergne) ; 18 h. 30, Feuilleton : « Bivouac sur la Lune », de N. Mailer ; 19 h. 25, Jules Verne : L'homme ;

20 h., Musique et espace... Musique américaine : opéras, performances, silences (Niblock, Hall, Smith, Snow, Joplin) ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : Les expositions de l'été.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Estivales ; 12 h. 35, D'un carnet d'adresses... Cent noms : Scriabine, Sinatra, Souchon, Smith, Stockhausen ;

14 h., Estivales : J.-M. Usandizaga, J. Guridi, J. Rodrigo ; 17 h. 30, Histoire du jazz : Art Ensemble of Chicago, Keith Jarrett, A. Braxton, Barbieri, Hancock ; 18 h. 2, Musique de charme : Dekobra, Sibert, Offenbach, Liszt, Kalman, Strauss ; 19 h. 30, Kiosque ; 19 h. 40, Informations festivals ;

20 h. 30, En direct du festival de Salzbourg : « Prélude à l'après-midi d'un faune » et « la Mer » (Debussy), « Symphonie n° 1 en ré majeur » (Mahler), par le Chicago Symphony Orchestra, direction G. Solti ; 22 h. 30, Les sixièmes coins de l'Hexagone : Viotti ; 0 h. 5, France-Musique la nuit... New-York : Carter, Gordon, Strauss, C. Taylor.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

METROPOLE NORD

Responsable des Achats

Cette société fabrique et distribue des produits de grande consommation dans le domaine de l'hygiène où elle est leader incontesté.

Le cadre recherché sera responsable des achats et de la gestion des stocks pour une dizaine d'unités de production en France. Il doit être assez jeune pour s'intégrer à l'équipe en place (moyenne d'âge 34 ans) et être pourtant un négociateur accompli.

Il doit aussi connaître à fond les techniques de conditionnement et d'impression papier et plastique.

Les candidatures seront traitées rapidement et confidentiellement par Mme POITEVIN.
REF. 601

CREED 13, rue FAIDHERBE 59000 LILLE

Société de transformation, recherche pour l'une de ses usines, 300 personnes, proche banlieue ROUEN

COMPTABLE confirmé

GENERALE ET ANALYTIQUE

— Nécessaire : Bonne formation générale avec B.T.S. ou I.U.T. Gestion ou D.E.C.S.
— Dix ans d'expérience.

Env. C.V. détaillé, prétent., date de disponibilité, ss n° JD/339 à HAVAS, B.P. 907, 76002 Rouen cedex.

Société en pleine expansion recherche

CHEF DE PRODUIT CHIRURGIE CARDIAQUE

pour distribution nouvelle valve cardiaque.
Expérience appréciée - Secteur France
Situation d'avenir

Ecrire sous n° 012.111 : 4, rue du Sauvage 68200 MULHOUSE.

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE Département Systèmes Spéciaux ANNECY-LE-VIEUX

contrôleur qualité

pour effectuer en plateforme le contrôle de la réception, de la mise au point, du bon fonctionnement du matériel et de son expédition.
Ce technicien sera responsable du contrôle de conformité avec les plus récentes mises à jour.
Une expérience dans le même domaine ou plusieurs années dans la maintenance de systèmes d'ordinateurs sont souhaitées, l'expérience en électronique et l'anglais sont nécessaires. Réf. CQ

technicien d'étude

pour participer au développement d'interfaces d'ordinateurs et de leurs programmes de tests. Une expérience similaire (4 à 5 ans) ou dans les circuits logiques et les microprocesseurs lui est nécessaire.
La pratique de l'anglais est indispensable. Réf. TE

Si l'un de ces postes vous intéresse, écrivez en joignant votre CV au Responsable du Personnel

digital ZAE les Glaisins, 74000 Annecy-Le-Vieux

Société d'Expertise comptable recherche

COLLABORATEUR CONFIRME

Niv. titulaire certificat supérieur de révision comptable, ayant 5 ans de pratique minimum pour poste de responsabilité à pourvoir, région Aix-en-Provence. Tél (42) 23-37-13

Société de négoce installée dans grande ville du Sud-Est recherche

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE STOCK ET APPROVISIONNEMENT

Quelq. années d'expér. souhait. Anglais, allem. indispensables. Env. C.V., Havas 94.311 Marseille

---

Pour son Département Crédit, un très important Groupe de Construction Mécanique recherche pour son implantation située à 200 km au sud de Paris

responsable crédit export

âgé au minimum de 30 ans, de formation supérieure (bancaire ou comptable) et ayant acquis une première expérience réussie, soit dans une banque, soit dans une entreprise comportant des biens d'équipement.
Le candidat retenu sera chargé de l'analyse et du montage du financement et des assurances nécessaires, ainsi que de la gestion des recouvrements, du contrôle de la trésorerie, du suivi des circuits bancaires selon les pays destinataires.
La connaissance de l'Anglais est indispensable.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 452 M au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter rue de Vaugirard - 75015 Paris

LA DIRECTION REGIONALE DES TELECOMMUNICATIONS DE CHAMPAGNE - ARDENNES recherche un

ingénieur grandes écoles

avec formation économique complémentaire débutant ou ayant une première expérience dans le domaine des études économiques et d'aménagement du territoire.
Le candidat animera des travaux de prévision régionale nécessitant de bonnes connaissances statistiques et informatiques.
Il participera au développement du contrôle de gestion.
Lieu de travail : CHALONS SUR MARNE
Adresser Curriculum-Vitae détaillé et prétentions sous référence 8461 à :
L.T.P. 31, Boulevard Bonne Nouvelle
75082 Paris Cedex 02

---

emplois internationaux emplois internationaux

ALGÉRIE

Nous sommes une grande entreprise berlinoise se consacrant à la construction d'usines aux quatre coins du monde. Nous réalisons actuellement à Azazga (Kabylie) un complexe industriel destiné à la fabrication de génératrices, transformateurs et moteurs électriques. Nous sommes chargés, dans le cadre de ce projet, de mettre en place un centre de formation dans lequel seront dispensées la formation théorique et la formation pratique des cadres et du personnel qualifié algérien.

Nous recherchons pour ce centre de formation.

des INSTRUCTEURS

Dans les secteurs suivants :
— Electromécanique (spécialité bobinage) ;
— Electromécanique (mesure et essais électriques);
— Electromécanique (entretien et montage électriques);
— Usinage mécanique (perçage, rectification, affûtage) ;
— Outillage (ajustage de précision, matrices et moules) ;
— Entretien mécanique (réparation machines et montage moteurs) ;
— Fraisage ;
— Mécanique générale.

Nous attendons des candidats :
— Expérience professionnelle ;
— Formation de technicien ou de contremaître ;
— Aptitudes pédagogiques.

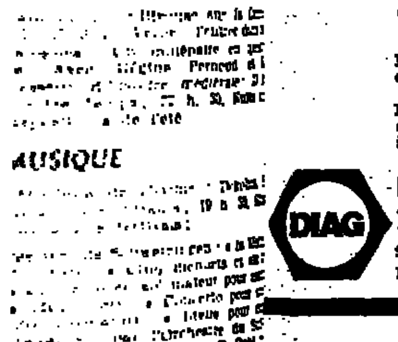
des INSTRUCTEURS TECHNIQUES

Pour les matières suivantes :
— Dessin industriel.

Nous attendons des candidats :
— Formation de technicien ou d'ingénieur ;
— Aptitudes pédagogiques.

Est-ce que cela vous intéresse ? Alors adressez-nous votre dossier et candidature (copie de certificats ou diplômes, C.V. et photo).

Nous avons l'intention d'inviter à Paris vers fin septembre/début octobre 78, un certain nombre de candidats répondant à la qualification requise en vue d'un entretien de présentation.



Deutsche Industrieanlagen GmbH
Service du Personnel
Fritz-Werner-Str. 58, D - 1000 Berlin 48.

IMPTE SOCIETE INGENIERIE recherche

1) DIRECTEUR CHANTIER Référ. 1.382

Expérience gros chantiers industriels, base Europe avec voyag. Français/Espagnol indispensables. Rémunération selon expérience.

INGÉNIEUR COORDONNATEUR DE CHANTIER Référ. 1.383

Pour l'Algérie, expérience gestion de gros chantiers industriels à l'Etranger. Français/Anglais. Rémunération selon expérience. Ecr. avec C.V. + photo à : SWEERTS, B.P. 369, 75424 Paris Cedex 09 en précisant la réf. choisie.

GESTION 2000
Pour Déplacements SYRIE

SOUS-INGÉNIEURS responsables maintenance poste haute tension, automatisation, mise en service matériel.

INGÉNIEURS sécurité raffinerie.

INGÉNIEURS pour spécification robinetterie - tuyauterie.

Tél. : 246-42-01.

KUHNE ET NAGEL
Transports Internationaux, recherche

CHEF COMPTABLE pour sa FILIALE au CAMEROUN (Douala)
— Connaissance anglais ou allemand souhaitée ;
— Formation E.S.C.P. ou expérience.
— Avantages sociaux normaux en Afrique.
Adresser C.V. détaillé à KUHNE & NAGEL Gare routière Sogaris 169, 94564 RUNGIS Cedex.

GTE SYLVANIA

cherche à s'adjoindre très rapidement pour un programme de formation à SIDI-BEL-ABBES en ALGERIE un

ENSEIGNANT MACHINES-OUTILS

La fonction comprend l'instruction des machines-outils, du dessin industriel et la soudure à des agents algériens.

Une formation supérieure est souhaitée et une expérience de l'enseignement est un atout supplémentaire.

La société prévoit des conditions de travail attrayantes, une rémunération élevée, un logement gratuit, des frais de voiture, etc.

Les candidats sont priés de transmettre leur sollicitation écrite accompagnée d'un curriculum vitaé (+ numéro de téléphone) à :

L.WALTER VERHEGGEN
SYLVANIA TRAINING OPERATIONS
G.T.E. ATEA, Industriepark Klein Gent,
B-2410 HERENTALS (BELGIQUE)
Tél : 014/21.49.24

P.LICHAU

Importante Entreprise de Construction recherche pour

DJEDDAH (Arabie Saoudite)

UN INGÉNIEUR CHEF DE TRAVAUX CONFIRMÉ

IL EST EXIGE :
— De sérieuses références dans la conduite de travaux de bâtiment T.C.E. ;
— De l'expérience dans la gestion de chantiers à l'étranger ;
— Une connaissance de la langue anglaise ;
— Déplacements en célibataire.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous n° 74.928 à CONTESSE, Pub., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

IMPORTANT B.E.T. INTERNATIONAL

recherche pour chantier région isolée

MOYEN-ORIENT

nécessitant vie en célibataire pendant périodes de travail intensif, séparées par fréquentes périodes de détente en France.

1) 1 INGÉNIEUR diplômé
45 ans minimum - Spécialiste BATIMENT. Ayant expérience approfondie bureau d'études et surveillance chantiers de construction, parlant et écrivant couramment l'anglais, pour direction chantier bâtiment
Disponible Novembre 1978

2) 1 INGÉNIEUR diplômé
25 ans minimum. Spécialiste BÂTIMENT, bonne connaissance de l'anglais, pour poste d'Adjoint au Chef de Chantier
Disponible Novembre 1978

3) 1 INGÉNIEUR diplômé
25 a. minimum - Spécialiste INFRASTRUCTURES, bonne connaissance de l'anglais, pour poste d'Adjoint au Chef de Chantier
Disponible Octobre 1978

Envoyer C.V. à n° 75.552 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01.

YR Yves Rocher

N° 1 FRANÇAIS DES PRODUITS POUR LES SOINS DE BEAUTÉ DU VISAGE
3 MILLIONS ET DEMI DE CLIENTES
200 MAGASINS EXCLUSIFS EN FRANCE

DÉVELOPPE SES CENTRES DE BEAUTÉ A L'ÉTRANGER

(65 ont déjà été ouverts)

En France, six à sept nouveaux CENTRES DE BEAUTÉ YVES ROCHER ouvrent chaque mois grâce au dynamisme commercial d'une équipe de gérantes libres et d'affiliées, soutenues par un fort appui publicitaire et promotionnel.

Si vous souhaitez :

participer au développement international d'une firme cosmétique française très dynamique, et créer des Centres de Beauté YVES ROCHER dans les pays suivants : Belgique - Suisse - République fédérale d'Allemagne - Autriche - Pays-Bas - Finlande - Etats-Unis - Australie

Ecrivez à :
YVES ROCHER DIVISION INTERNATIONALE
Direction des Magasins
39, avenue d'Iéna - 75116 PARIS
Tél. : 723-54-09 - Télex : 612794

L'un des tout premiers groupes internationaux BATIMENT et TRAVAUX PUBLICS recherche pour seconder le directeur de sa filiale en

CÔTE d'IVOIRE

ingénieur responsable du développement commercial

30 ans mini — 200 000 F/AN

Ingénieur diplômé et ayant impérativement quelques années d'expérience du bâtiment et des travaux publics, il allie à un solide bagage technique une réelle pratique commerciale, un sens aigu de la négociation et un tempérament d'homme de développement.

Expérience de travaux en Afrique Noire souhaitée

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi aux heures de bureau par Information Carrière SVP 11-11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Information Carrière SVP 11-11

Réf. 441.

On peut aussi adresser son dossier à
SVP RESSOURCES HUMAINES 65 avenue de Wagram 75017 Paris.

En Australie, Canada, Afrique, Moyen-Orient, Amérique, Asie, Europe, des EMPLOIS vous attendent. Demandez le mensuel spécial MONDEMPLOIS (serv. M 71), 14, r. Clauzel, Paris-9e.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger par répertoires hebdomadaires. Ecr. Outre-Mer Mutations, 47, rue Richer, Paris-9e.

Publicis Régions

dans le cadre de son développement recherche un

Chef de publicité

pour une de ses agences régionales

- Formation supérieure.
- 2 à 3 ans d'expérience en Agence souhaitée.

Adresser C.V. avec photo à Paule HUBERT
PUBLICIS CONSEIL
35, rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine

Emplois et Carrières

SOGREAH
Ingénieurs Conseils à GRENOBLE recherche

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

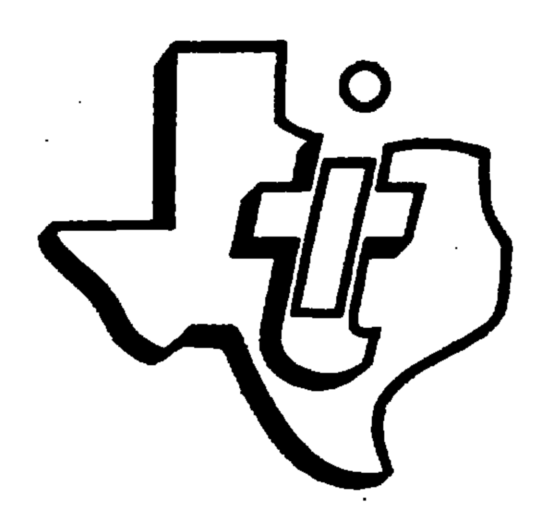
— 1 Ingénieur diplômé :
- Barrages et Aménagem. hydroélectriques.
- Formation de base génie civil.
- Connaissances en hydraulique.

— 1 Ingénieur diplômé :
- Hydrologie et Aménagements de rivières.
- Formation de base hydraulique et informatique scientifique.

— Expér. minim. de 7 ans dans les spécialités.
— Anglais courant.
— Disposé à accepter séjours de longue durée à l'étranger.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à SOGREAH, B.P. 172 Centre de Tri 38042 GRENOBLE Cedex.

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi



Mieux qu'une opportunité..... un avenir !
Participez à la révolution électronique du futur.

TEXAS INSTRUMENTS, premier fabricant mondial de Semi-conducteurs....., pionnier du développement et de l'introduction des technologies et des systèmes du futur.

TEXAS INSTRUMENTS vous invite à participer à sa stratégie et croissance au sein de ses différentes divisions.

Division semi-conducteurs

ingénieurs marketing
responsables de la stratégie produit

NICE (Villeneuve-Loubet 06)

Pour les circuits intégrés logiques MOS, microprocesseurs, transistors de puissance et petits signaux.
Ces postes s'adressent à des ingénieurs électroniciens ayant de préférence une formation complémentaire en gestion, marketing ou une expérience de 2 à 3 ans dans l'industrie.
ILS SERONT CHARGES :
- de l'évaluation des marchés
- de la prévision des rentrées de commandes et facturation à court et moyen terme
- de la définition des nouveaux produits
- de l'établissement des arguments de vente
- de la rédaction et négociation des spécifications
- de la visite des bureaux de vente et des clients, dans le but de promouvoir les nouveaux produits et de présenter les stratégies produits.

Ces postes impliquent :
- un anglais courant
- de grandes facilités de contact et d'adaptation
- une personnalité affirmée.

(Réf. SC 878/571)

ingénieur de planning production

NICE (Villeneuve-Loubet 06)

- Il aura la responsabilité de la facturation et du niveau d'inventaire
- établira le plan de charge de l'allocation allouée
- assurera le bon équilibre et le suivi de la fabrication locale.

Ce poste s'adresse à un ingénieur généraliste ayant de préférence une formation complémentaire en gestion.
Anglais indispensable. *(Réf. SC 878/572)*

ingénieurs de vente

PARIS (Le Plessis Robinson 92)

Responsables de la promotion et de la vente des produits semi-conducteurs depuis les éléments discrets jusqu'aux produits les plus élaborés mémoires, circuits digitaux... pour les industries de l'informatique, des télécommunications, de l'aéronautique...
Ces postes conviendraient à des ingénieurs électroniciens, débutants ou ayant une première expérience dans l'industrie.

(Réf. SC 878/573)



jeunes analystes financiers

NICE (Villeneuve-Loubet 06)

à fort potentiel pour renforcer le contrôle financier dans l'ensemble des divisions.
La préférence sera donnée à des candidats ayant un MBA.
Anglais indispensable. *(Réf. TIF 878/574)*

Division des systèmes digitaux

ingénieurs systèmes

(GROUPE SYSTEME DE COMMUNICATION)

NICE (Villeneuve-Loubet 06)

- Débutants ayant une bonne formation sur les systèmes mini-ordinateurs.
- Confirmés : trois ans minimum d'expérience des mini-ordinateurs et des protocoles de communication. Anglais indispensable.

(Réf. DSD 878/575)

ingénieur logiciel

PARIS (Le Plessis Robinson 92)

Il assurera le support logiciel avant et après vente sur terminaux intelligents, mini-calculateurs et systèmes. Ingénieur électronicien/informaticien ayant 2 à 3 ans d'expérience chez constructeurs.
Anglais indispensable. *(Réf. DSD-878/576)*

ingénieur de vente

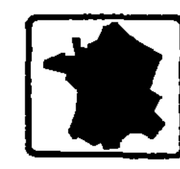
LYON

Responsable de la formation et de la vente des produits "mini-informatique distribuée" pour la région Rhône-Alpes.
Ce poste autonome peut convenir à un ingénieur électronicien/informaticien ayant 2 à 3 ans d'expérience dans la vente des produits informatiques.
Anglais indispensable. *(Réf. DSD.878/577)*

Les candidatures devront être adressées avec curriculum vitae, photo et prétentions, en rappelant la référence du poste à :
Madame LE GUET
TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
Boite Postale 5
06270 VILLENEUVE-LOUBET.

TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE

CONTESSE



emplois régionaux — emplois régionaux

La Direction Financière de la filiale française d'un très important groupe (Equipements Mécaniques) recherche pour son siège social situé à 200 km au sud de Paris.

contrôleur de gestion

responsable de la mise en place et de l'animation de systèmes permettant un contrôle efficace de la production (inventaires et coûts standards) et de la Distribution (études de prix et de marges).
Agés au minimum de 30 ans, de formation supérieure (E.S.S.E.C., E.S.C. ou Ecole d'Ingénieurs), les candidats devront posséder une expérience réussie acquise dans une fonction identique dans l'Industrie.
Connaissance de l'Anglais indispensable.
Envoyer CV détaillé, photo et prétentions, sous la réf. 442M au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter rue de Vaugirard - 75015 Paris

Clinique Rééducation hospitalière, recherche Jeune fille dynamique KINESITHERAPEUTE diplômée, débutante, poste stable - Equipe. Salaire très intéressant. Tél. LE MANS (43) 84-14-65.

SEDIS
(GROUPE PEUGEOT)

1.190 personnes. C.A. 150 M.F., nº 1 en France, nº2 en Europe en CHAINES MECANIQUES tous types, recrute pour son usine (600 personnes) de

38 - St-Siméon-de-Bressieux
Grenoble 45 km - Lyon 70 km.

JEUNE INGÉNIEUR ADJOINT DU CHEF DES SCES TECHNIQ.

ASSISTANT celui-ci pour les METHODES (Dessin - Préparation-Chrono - Mises au point : 10 pers.), et OUTILLAGE, ENTRETIEN, REPARATIONS (100 pers.), apte à effectuer assez rapidement des intérims.

POSTE ÉVOLUTIF

- INGENIEUR diplômé (mécanique) . A.M., E.C.L., I.D.N., E.N.S.I., ou équivalent.
- EXPERIENCE PROF. 4-5 a., dont au moins 2 ans METHODES. acquise en mécanique.

Lettre manuscrite, C.V. rémunération et photo ss réf. 3.918 à

sélection conseil
6, place Maréchal Juin
75017 Paris

RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES ET ADMINISTRATIFS

Notre entreprise de T.P. souhaite confier à un cadre expérimenté la responsabilité de ses services comptables et administratifs.
Le candidat devra posséder le *D.E.C.S. ou un diplôme équivalent* et connaître parfaitement les problèmes de gestion.
Une expérience T.P. serait appréciée.
Ecrire HAVAS DIJON (C.V., photo, prétentions) nº 51.963, qui transmettra.

Importante Société nationale embauche pour le Midi de la France

UNE SECRÉTAIRE

STENODACTYLO français, parlant et écrivant parfaitement l'anglais. Allemand apprécié.

UNE SECRÉTAIRE

assistant ingénieur, parlant et écrivant parfaitement l'anglais, allemand éventuel, connaissant analyses statistiques et synthèse des dossiers.

UN INGÉNIEUR

METHODES, expérimenté : mécanique, hydraulique, pneumatique, manutention, contrôle, connaissant également génie civil et matériaux. — Ecr. avec C.V. complet, photo et référ. professionnelles à EUROSUD, nº 3.806, 2, rue Breteuil, 13001 Marseille. Reponses assurées.

Rech. de tte urgence infirmière dipl. d'Etat pour poste vacant. Prendre contact av. M. MOREL HOPITAL BAGATELLE B.P. 48 - 33401 TALENCE Cedex Tél. : 80-84-85

CREDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL spécialisé dans le financement des investissements des P.M.E. recherche pour sa délégation régionale Centre à ORLEANS

CHARGÉ D'ÉTUDES

Femme ou homme libéré O.M., ayant D.U.T. FINANCES-COMPTABILITE ou équivalent, intéressé par l'économie d'entreprise et l'analyse financière.

Après une solide formation technique assurée par un stage rémunéré de trois mois à Paris, il ou elle se verra confier l'étude des demandes de crédit.

Rémunération première année : 48.500 F.
Expérience appréciée mais non indispensable.

Les candidat retenus seront convoqués à ORLEANS le 12 septembre.

Envoyer C.V. complet + photo : M. PUIG, délégué régional Chcl, 16, rue Adolphe-Crespin, 45010 ORLEANS.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE HAUTE-MARNE

recherche pour 1er octobre 1978 à SAINT-DIZIER

ANIMATEUR D'ANGLAIS

pour adultes

Ecr. av. C.V. et photo à C.E.L.: B.P. 24, 52101 SAINT-DIZIER

Recherchons A.T.3 électroniq., ayt expér. sur circuits analogiq. ou conception banc de contrôle pr région Centre. Ecr. HAVAS ORLEANS nº 201.053.

Poursuivant le développement autoroutier de la région Ouest

COFIROUTE

souhaite étoffer son service recrutement en créant un poste

D'ASSISTANT RECRUTEMENT

basé de préférence dans la région du MANS.
Il dépend du siège social à PARIS.
De statut cadre, il a la responsabilité du recrutement du personnel pour plusieurs centres d'exploitation disséminés tout au long du tracé autoroutier.
Ceci implique de fréquents déplacements de courte durée.
Le candidat doit avoir une formation en psychologie et posséder un début d'expérience du recrutement.

Envoyer CV et prétentions au Chef du Service Recrutement



COFIROUTE
77, avenue Raymond Poincaré
75116 Paris



Le Centre d'Etudes et de Production de VILLERS ECALLES (à 15Km de ROUEN)

recherche pour son bureau d'études concevant des calculatrices électroniques :

1 INGENIEUR ELECTROMECANICIEN

(ARTS & METIERS, INSA, HEI, ISIN, ENI, etc...)

Débutant ou ayant une première expérience, il sera en particulier chargé d'analyser la qualité technique des sous-ensembles proposés par les fournisseurs. L'anglais courant est nécessaire pour ce poste ainsi qu'une bonne connaissance des petits systèmes électromécaniques.

Possibilités de logement, contexte *multinational* très formateur.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions de salaire à l'attention du Chargé de Recrutement B.P. 5 - 76360 BARENTIN.

Cadres commerciaux et de gestion Diplomés grandes écoles.

Groupe français multinational Industriel et Commercial ayant son siège à Paris et employant en France 1500 Ingénieurs et Cadres recherche, diplômés grandes écoles de commerce ou de gestion, débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Les situations offertes aux cadres commerciaux exigent une grande mobilité géographique en France et peuvent déboucher vers des postes à l'étranger.

Notre politique est d'engager des Hommes de potentiel élevé, ouverts à un éventail d'activités, à qui nous offrons de larges possibilités d'évolution à travers les différents services de la Société.

Envoyer lettre manuscrite avec CV *photo sous référence* 7830 à rsc carrières, 92, rue Bonaparte 75006 Paris.

Kienzle Informatique



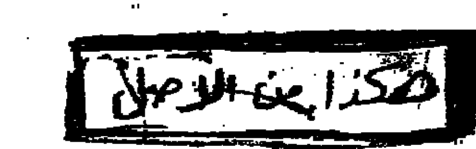
PARIS
crée le poste de

RESPONSABLE GESTION CLIENTS

ayant en charge :
• comptabilisation • recouvrement • contrôle des en cours et du crédit • litiges.

Candidat jeune ayant formation niveau E.S.C. + Licence en Droit et quelques années d'expérience.
Méthodique et organisé, à l'aise dans contact commercial.

Adresser curriculum vitae et prétentions à
KIENZLE INFORMATIQUE - Direction du Personnel
50, avenue Daumesnil - 75012 PARIS.



Nous vous offrons plus que des commissions...

Chez Digital Équipment France, les

ingénieurs commerciaux

ne sont pas des chasseurs de primes.
Nous estimons qu'un salaire fixe compétitif est l'une des conditions nécessaires pour bien vendre.
Vous travaillerez avec des ingénieurs commerciaux qui seront vos co-équipiers et non vos concurrents. C'est important.
Vous commercialiserez une des gammes de produits les plus prestigieuses du marché de l'informatique.
Vous participerez à l'irrésistible ascension de Digital. Celà signifie que votre carrure de manager nous sera, très vite, nécessaire pour nos marchés OEM, Recherche, Gestion, *Bureaux d'Études, Distribution, Banque.*
Il arrive un moment où vos commissions ne sont plus une motivation suffisante, non ?

Postes à pourvoir à Paris et à Lyon

Adressez votre C.V. sous référence ICX/M2 à :
la Direction du Personnel de DIGITAL,
18, rue Saarinen Silic 225 - 94528 Rungis Cedex.

E.S.

digital

---

auditeur interne

Nous recherchons pour notre service de l'Audit à PARIS
un Auditeur Interne
- possédant une solide expérience financière ou comptable (2 ans au moins)
- *expert-comptable ou de formation Grande* Ecole (HEC, ESSEC, ESCP)
- ayant une bonne connaissance de l'Anglais.

Lettre de candidature et C.V. devront être adressés à :

Cie I.B.M. France
Service 2057
68-76, quai de la Rapée
75012 PARIS

IBM

Baltser

Filiale de l'une des premières *biscuiteries* de la CEE cherche

un jeune cadre comptable

Il a (bientôt) un DECS, trois à quatre ans d'expérience dans une grande affaire (il sait donc travailler avec des informaticiens).
Ses missions : participer aux travaux de comptabilité générale et de trésorerie, repenser l'organisation du service comptable en collaboration avec le responsable, affiner le contrôle budgétaire, aider au développement de nouvelles applications informatiques ; ultérieurement, assumer des responsabilités élargies. Bureaux à RUEIL (92).

Ecrire à Mme M.C. TESSIER, réf. 3411 LM

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

SOCIETE TURBOMACHINES MULTINATIONALE
recherche
POUR SES BUREAUX DE PARIS

AGENTS TECHNIQUES

- Minimum 40 ans
- Ayant une formation de base en électricité et machines tournantes
- Connaissant l'anglais pour poste technico-commercial.

Avantages sociaux.

Adressez CV + photo + prétentions sous réf. 14.392 à :
SNPM-PA - 100 av. Charles de Gaulle
92522 Neuilly Cédex



1ère Société Française de biscuiterie-biscotterie
C. A. 1 *milliard, 14 usines*
recherche

ingénieur en organisation

A ce candidat :
- *de formation supérieure scientifique*
- ayant au moins 5 ans d'expérience en organisation

Il sera demandé :
- en liaison avec les différentes Directions, d'adapter les systèmes et procédures en place aux nouveaux besoins générés par la croissance rapide de la Société, par la conception et la mise en application de nouvelles méthodes d'organisation.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, prét. à CLB Direction du Personnel et des Relations Sociales B.P. 16 - 91201 ATHIS MONS.

CHAUSSON

recherche pour ses ETABLISSEMENTS de la REGION PARISIENNE
- ASNIÈRES
- COURBEVOIE
- GENNEVILLIERS
- MEUDON

DESSINATEURS-PROJETEURS EN CARROSSERIE
avec expérience du Garnissage

PERSONNEL D'INFORMATIQUE
pour travailler sur IBM 370/138

PROGRAMMEURS et PUPITREURS QUALIFIÉS
Trois ans d'expérience

JEUNES INFORMATICIENS
avec le BAC ou le D.U.T.

INFIRMIERS (ÈRES)
(D.E.I.)

Ecrire ou se présenter de 9 h. à 11 h. et de 13 h. 30 à 15 h. 30, sauf le samedi :
Service du Recrutement
157, av. des Grésillons, 92230 GENNEVILLIERS.

---

crédit foncier de france

LE CREDIT FONCIER DE FRANCE
organisera à PARIS
les 27 et 28 octobre 1978

un concours
pour le recrutement
d'ATTACHES

Ce concours, ouvert aux candidats possédant la nationalité française ou celle d'un autre Etat *membre de la Communauté Economique Européenne, masculins et féminins*, âgés de 20 à 32 ans au 1er Janvier 1978, est accessible notamment aux :

- *titulaires :*
  - *d'une maîtrise ou d'une licence en droit, sciences économiques, lettres ou sciences, gestion ou économie appliquée,*
  - *du diplôme d'études comptables supérieures,*
- *anciens élèves diplômés de certaines Grandes Ecoles, des Instituts d'Etudes Politiques ou du Centre d'Etudes Supérieures de Banque,*
- *notaires,*
- *clercs de notaires justifiant d'une ancienneté professionnelle de 5 ans au moins et de la possession du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou de la capacité en droit,*
- *architectes et géomètres experts, diplômés par le Gouvernement.*

Sous réserve que les candidats obtiennent au moins la moyenne 12 à la fin des deux séries d'épreuves, ce concours est ouvert pour 20 postes au maximum se repartissant normalement à raison de 7 postes en option juridique, 9 postes en option financière et 4 postes en option mathématique.

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : 18 SEPTEMBRE 1978

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au CREDIT FONCIER DE FRANCE - Service du Personnel -
48, rue Cambon — B.P. 65 — 75050 PARIS CEDEX 01 (Tél. 260.35.30)

CAP SOGETI SYSTEMES

recherche DE TOUTE URGENCE

- **6 PROGRAMMEURS**
  COBOL ET/OU PL/1 CONFIRMES
  CONNAISSANCES CICS APPRECIEES
  réf. 7850
- **3 ANALYSTES-PROGRAMMEURS**
  ASSEMBLEUR IBM réf. 7851
- **5 JEUNES INGÉNIEURS**
  DIPLOMES GRANDE ECOLE
  AVEC SPECIALITÉ INFORMATIQUE
  (Service militaire informatique apprécié)
  réf. 7852
- **2 CHEFS DE PROJETS**
  justifiant d'au moins 4-5 ans d'expérience dans la conduite de réalisations importantes
  réf. 7853

Dans tous les cas, la rémunération sera proposée en fonction de l'expérience réellement acquise. Les candidats sélectionnés pourront évaluer à l'intérieur de la société ou du Groupe CAP GEMINI SOGETI avec des perspectives de carrière assurée.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions, en précisant la référence, à
M. Francis BEHR,
CAP SOGETI SYSTEMES
92, bd du Montparnasse, 75682 Paris Cédex 14.

COMMERCIAUX :
L'IMPORTANT, C'EST LE PRODUIT

Nous serions tentés de dire LES PRODUITS. En effet, notre gamme de produits est la plus complète du marché. Elle satisfait tous les besoins des petites et grandes entreprises.

Notre avance technologique (4 500 chercheurs dans le monde) nous permet de concevoir, dès aujourd'hui, le bureau de demain.

Pour faire face à notre expansion, nous offrons des opportunités certaines dans les villes suivantes : PARIS, REGION PARISIENNE, ROUEN, BEAUVAIS, LYON, MARSEILLE, NICE, PAU, ROYAN, BORDEAUX, ORLEANS, BOURGES, BRETAGNE, PAYS DE LOIRE.

Nos VENDEURS seront de jeunes diplômés et posséderont une bonne expérience de la vente. Familiarisés avec nos produits et nos techniques de vente au cours d'un stage rémunéré, ils seront intégrés dans de petites équipes de 8 personnes.

Nous leur garantissons, pendant les 3 premiers mois, une rémunération minimum pouvant atteindre 8 500 F + commissions.

Nous prévoyons ensuite, une rémunération très motivante (fixe + prime + participation + 13e mois + une position cadre ou assimilé), de très nombreux avantages sociaux et de réelles possibilités de promotion.

C. DUPONT vous est reconnaissant de lui faire parvenir votre C.V. sous réf. V 188 à :

RANK XEROX 4, rue Nicolas-Robert, 93602 AULNAY-SOUS-BOIS.

ORGACONSEIL

ORGANISATION
ET CONSEIL D'ENTREPRISE

recherche

INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE débutants

FORMATION A L'ORGANISATION *ASSURÉE*

Si vous êtes Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole,

adressez votre curriculum vitae
à M LEGRANDOIS, Directeur d'ORGACONSEIL,
64, rue du Ranelagh - 75116 PARIS.

LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS
recherche un

ingénieur grandes écoles

Sa première expérience (2 à 3 ans) dans le domaine des études économiques et d'aménagement du territoire lui aura apporté de solides connaissances en informatique (base de données) en statistique (enquêtes, dossiers, INSEE...) et en économétrie (modélisation...).
Le candidat sera chargé de la coordination d'études économiques menées conjointement par différentes équipes d'économistes.

Adresser Curriculum-Vitae détaillé et prétentions sous référence 8462 à L.T.P.
31, Boulevard Bonne Nouvelle
75082 Paris Cedex 02

Poursuivant l'expansion
de sa branche
SURGELES / CREMES GLACEES
POMONA
leader de son créneau d'activités
offre à des

JEUNES DIPLOMES
de l'enseignement supérieur commercial ou agricole

qui souhaitent *s'orienter* vers une

activité commerciale

la possibilité de réaliser une carrière évoluant vers des responsabilités dans l'une de nos exploitations réparties sur l'ensemble du territoire français.

Aux candidats retenus :
- nous proposons une formation pratique de 2 mois leur permettant de connaître *notre Société et de se familiariser avec nos* méthodes
- nous leur confierons ensuite pendant 3 à 4 mois la réalisation complète d'une étude de marché dans le secteur de l'une de nos exploitations
- à l'issue de cette période ils prendront la responsabilité commerciale d'une clientèle *et/ou d'une catégorie de produits* qu'ils développeront.

Si vous êtes intéressés, adressez votre candidature en *précisant les régions qui vous attirent particulièrement* à M. GAUTIER - POMONA, 21, rue du Pont Neuf
75039 PARIS CEDEX 01.

THOMSON-CSF

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Débutant ou quelques années d'expérience

Pour laboratoire central d'évaluation composants électroniques. Bonne connaissance dans le domaine des semi-conducteurs discrets destinés à être utilisés dans études d'équipements des différentes unités du groupe. Contacts avec *concepteurs* d'équipements et fabricants semi-conducteurs.

Adresser C.V., photo et prétentions au SERVICE RECRUTEMENT, Boîte postale 10 - 91401 *ORSAY.*

JEUNES GENS
(Libérés des obligations militaires)
et JEUNES FILLES

winterthur assurances

dans le cadre du développement de son département informatique
vous propose après une formation assurée par l'entreprise (COBOL - DOS/VS - CICS/VS - DL1) de devenir

programmeurs

pour les diplômés IUT informatique ou équivalent

Salaire évolutif suivant potentiel des intéressés.
Adresser C.V. manuscrit sous référence 147 à J-C DIDON - Tour WINTERTHUR - Cedex 18
92085 PARIS LA DÉFENSE

Société Paris 10ème recherche pour son CENTRE INFORMATIQUE EQUIPE D'UN IBM 3/15 T.P.

1 PROGRAMMEUR GAP 2
1 an d'expérience *minimum*

Envoyer C.V. et prétentions ss réf. 5246/AT
A.M.P. 40 rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS

GROUPE FRANCAIS IMPORTANT
mécanique de précision et électronique

recherche

pour un de ses Départements PARIS

CHEF DE SERVICE COMMERCIAL

Trente-cinq ans minimum, solide expérience responsabilité d'un service commercial dans entreprise industrielle similaire. Formation technique moteurs électriques, transmissions mécaniques, embrayage.

Expérience du commandement, sens de la négociation, esprit de gestion.

ALLEMAND SOUHAITÉ

Env. curric. vitae et prétentions sous n° 74.128 à CONTESSE Pub., 20, av. Opéra, 75040 Paris, qui tr.

offres d'emploi

LEADER SUR LE MARCHE DU CONFORT DE L'HABITAT,
nous recherchons pour notre
Département Marketing

Un Chef de Produits appareils céramique de salles de bains

Sous l'autorité du responsable du Marketing Sanitaire, il aura pour mission :
- de définir les produits en fonction des besoins du marché,
- de suivre leur création en liaison avec le BE,
- d'assurer leur lancement en liaison avec la Direction des Ventes,
- de suivre leur rentabilité et leur évolution.

SON PROFIL :
- Formation de type HEC - ESSEC - ESC...
- 1ère expérience réussie comme Chef de produits grande consommation ou d'équipement de l'Habitat,
- anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous No 75473 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

ÉDITIONS BORDAS
recherchent pour son
DÉPARTEMENT ÉTRANGER

ASSISTANTE DU DIRECTEUR

Formation Ecole Supérieure de Commerce
Anglais parlé et écrit
Deux ans d'expérience souhaités
Poste sédentaire.

Cette personne sera chargée d'assurer à partir de Paris la promotion des ouvrages du groupe à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et prétentions Service du Personnel, 17, rue Rémy-Dumoncel, PARIS-14e.

Etablissement Financier Public
(secteur Assurances Collectives)
recherche un,

chargé de mission situation financiére

- Agé de 28 ans minimum
- Technicien supérieur en statistiques, ou issu de l'ancien cycle court de l'ISUP.
- Il aura également acquis une formation complémentaire en gestion financière.
- Une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans le secteur des assurances parait indispensable (travaux d'inventaire, analyses de résultats techniques et surveillance des portefeuilles d'assurances).

Adr. C.V. détaillé, + photo, + rémunération actuelle en rappelant la réf. RH 88

CARRIÈRES SERVICES — Conseil en recrutement — 19 rue de la Paix 75002 Paris

---

IMPORTANTE SOCIETE DE SERVICES
(800 millions de C.A.)
Leader dans sa branche cherche son

RESPONSABLE TRESORERIE

Il aura à animer une équipe de dix personnes.
Il sera chargé des relations avec les banques, de la gestion de trésorerie journalière et de l'établissement des prévisions.

Son profil :
Grandes Ecoles Commerciales ESSEC SUP de CO ou équivalent.
Deux à trois ans d'expérience dans une banque ou dans le service trésorerie d'une entreprise.
Anglais courant indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., et prétentions, sous réf. 2794 à
I.C.M. 83, rue de Rennes 75006 Paris qui transmettra.

---

compagnie de signaux et d'entreprises électriques

recherche pour son Centre d'Etudes d'ORSAY
(à 30 min. du Centre de Paris par RER)

PROGRAMMEUR-ANALYSTE

(HOMME OU FEMME)

pour applications micro-processeurs.

Formation DUT informatique.

Expérience souhaitée :
1 an en logiciel temps réel assembleur.

Larges possibilités d'évolution pour candidat dynamique.

13ème mois - restaurant d'entreprise - transport assuré par cars gratuits.

Envoyer C.V. détaillé à C.S.E.E. - Service du Personnel, ZA de Courtabœuf, avenue des Tropiques - 91400 ORSAY.



UNION CARBIDE FRANCE

recherche pour son département produits chimiques

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

— Formation Ingénieur Chimiste
— Expérience de la vente de produits chimiques ou dérivés.
— Anglais indispensable.
— Adresser lettre manuscrite, C.V. et prét. à :

UNION CARBIDE FRANCE
SERVICE DU PERSONNEL
4, place des Etats-Unis,
94533 Rungis Cidex L 214.

THE FIDELITY BANK (FRANCE)
recherche

ANALYSTE DE CRÉDIT
ÉCONOMISTE

– Bonnes connaissances comptables.
– Solide formation économique.

chargé de l'analyse des risques des Sociétés françaises et étrangères, des correspondants bancaires ainsi que des études économiques de pays. (Réf. 20).

ATTACHÉ AU DÉPARTEMENT ENTREPRISES

afin d'assurer le suivi de la clientèle existante et participer à son développement.
Expérience souhaitée mais non indispensable :
– Exploitation bancaire (financement de commerce international).
– Direction financière Entreprise moyenne exportatrice. (Réf. 21).

Pour ces deux postes :
Pratique courante de l'ANGLAIS indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo au Service du Personnel 104, Champs-Élysées - 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

ORGANISME NATIONAL PROTECTION SOCIALE
recrute

COLLABORATEUR JURIDIQUE

Niveau licence en droit, de préférence familiarisé avec problèmes retraites.

— Stabilité emploi.
— Rémunération annuelle de début 50.000 F susceptible de revalorisation rapide suivant qualification.

Réponse manuscrite indispensable ss n° 43.405 B à BLEU PUBLICITE, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui transmettra.

ETABLISSEMENT FINANCIER FORTE EXPANSION
recherche

CADRE
ADJOINT CHEF DU PERSONNEL

BONNE EXPERIENCE DE LA FONCTION.
Ecrire avec C.V. et photo sous référence 2 092 à INTER P.A., B.P. 508, 75066 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Vous désiriez CHANGER d'activité ou de produit ou vous LANCER sur le marché du travail notre FORMATION REMUNEREE et notre expérience commerciale permettront aux HOMMES DE CARACTERE de devenir

DÉLÉGUÉS CONSEILS

que vous soyez TECHNICIENS en reconversion, COMMERCIAUX expérimentés, ETUDIANTS vos chances seront les mêmes.

Si vous désirez vous intégrer à notre équipe appelez M. BARJER au 886-11-24, postes 284 et 285 pour rendez-vous.
I.D.E. Conseil d'entreprise.

AGENCE D'ABONNEMENTS

Associé à un Groupe spécialisé Etranger INTERMEDIAIRE entre EDITEURS de revues scientifiques, économiques... et ORGANISMES ABONNES (Bibliothèques universitaires, centres de documentation publics ou privés : grandes sociétés), recherche pour siège à 78 - LA CELLE-SAINT-CLOUD.

JEUNE RESPONSABLE COMMERCIAL

Relations avec clientèle existante. Prospection sur mailings et R.V. - Missions ponctuelles et diverses pour la Direction Générale.

— Formation E.S.C. ou Université.
— 1re EXPERIENCE PROFES. (Presse, édition appréciée) OU DEBUTANT si bonnes aptitudes commerciales.

Lettre manuscrite, C.V., salaire, photo sous référ. 3.914 à
SC sélection conseil 6, place Maréchal Juin 75017 Paris

Petit foyer de réinsertion sociale recevant de jeunes adultes rech., pour engagement immédiat. EDUCATEUR SPECIALISE EDUCATEUR MONITEUR Région de Pontoise. Tél. : 464-67-25, le matin, du lundi au vendredi.

Nombreux emplois possibles dans l'animation (artisanat, plein air, loisirs), Documentat. revue France-Animation (B3), B.P. 402-09- PARIS.

Recherchons INGENIEUR électronicien pr études systèmes de mesure automatiq., expér. programmation minim. ou micro souhaitée, pour région Centre. Ecr. Havas Orléans, n° 201.052.

RECHERCHONS POUR VENTE EUROPE ET GRANDE EXPORTATION

COLLABORATEUR

5 ans expérience vente, parlant anglais et si possible allemand pr vente de tuyaux en stratifié. Facultés d'initiatives indispensables.

Ecrire sous n° 782.975, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

SOCIETE INDUSTRIELLE recherche pour son service informatique PARIS

PUPITREUR
N.C.R. CENTURY expérimenté.

Téléphoner pour rendez-vous à M. AUTRAN, 266-92-09.

Import. syndicat professionnel national recrute pr PARIS son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Format. cciale et administrative. Pour détail écrire sous n° 2.811,
CABINET BLIQUE
CONSEIL EN RECRUTEMENT, 160, avenue de Strasbourg, 54000 NANCY. Téléph. (28) 35-42-63.

Groupe de Presse recherche
Pour revue professionnelle secteur : Hifi/Electronique

CHEF DE PUBLICITÉ
EXPERIMENTE

Envoyer C.V. et prétentions à REGIE-PRESSE n° T 763.185 M, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Entreprise de dimension nationale secteur diffusion presse recherche dans toutes les villes universitaires et les universités de Paris

ÉTUDIANTS

dynamiques, ayant le goût de l'initiative et le sens des responsabilités pour leur confier le poste de

CHEF DE GROUPE

pour la campagne 1978-1979. REMUNERATION ELEVEE. TRAVAIL (VOLUME DECROISSANT DE SEPTEMB. A MARS) COMPATIBLE AVEC LES ETUDES.
Les candidats retenus bénéficieront le 2 jours de formation accélérée au siège de Paris. Envoyer rapidem. : lettre man. + C.V. + photo récente en précisant lieu d'études à FAYOLLE, 21, r. Rollin, 75240 Paris Cedex 05. Profil apprécié : 22 ans, école de commerce ou 2e cycle Sciences éco, droit.

IMPORTANTE MAISON D'EDITIONS recherche

DÉLÉGUÉS(ÉES) PÉDAGOGIQUES

Toutes régions
Connaissant milieu enseignement.

Ecrire C.V., à n° 75.888, CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

INGENIEUR METREUR
BATIMENT G.C.
(descriptif, pièces détachées, appel d'offres)
— Minimum 30 ans.
— Anglais souhaité.
Sérieuses références exigées. Téléphoner ou se présenter
PROJET'S 48, rue de Londres (8e) - 387-26-40.

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQ. FRANÇAIS Paris, banlieue Ouest recherche

MÉDECIN

(ayant ou non l'expérience de l'industrie pharmaceutique) pour poste de DIRECTEUR REGIONAL (province) Résidence Paris ou région parisienne. Déplacements fréquents en province à prévoir.

Adr. C.V. et photo ss n° 43.222, HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, Paris (8e).

SOCIÉTÉ MEG
Constructeur de Matériel Annexe Imprimerie
15, rue du Docteur-Charcot, 91420 Morangis, recherche

DESSINATEURS ELECTRICIENS CONFIRMES :
1 PROJETEUR, 1 ETUDES.

Bne expérience pour réalisation schémas électriques divers, automaticité, relayage, régulat.

Envoyer C.V. et prétentions.

ALBA INFORMATIQUE

recherche pour le 1er-10-1978

PROGRAMMEURS OU ANALYSTES PROGRAMMEURS

EXPERIMENTES

Maîtrisant parfaitement GAP II, COBOL ou PL 1

Ecrire :
ALBA INFORMATIQUE
116, rue de la Tour,
75 PARIS XVIe
OU TEL. 504-89-96 / 504-89-10

SOCIETE D'EDITIONS ET DE PRESSE 6e arrdt, recherche

COLLABORATEUR ADMINISTRATIF

pour seconder équipe administrative, ayant 2 ou 3 années de pratique.

Connaissance comptable. Dynamique. Libre de suite.

Tickets restaurant - 13e mois.

Envoyer C.V. et prétentions à n° 75.773 CONTESSE PUB., 20, avenue Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

Université de Compiègne (Oise) recherch UN

ENSEIGNANT EXPÉRIMENTÉ

pouvant définir et prendre la responsabilité d'un programme d'enseignement du français à des techniciens étrangers. Ecrire avec C.V., Université de Compiègne O.C.F.C., B.P. 233, 60206 Compiègne Cedex

---

Importante Société rech.

JEUNE E.S.C.

pour ses services comptables et financiers.
Ecr. avec C.V. et prét. ss réf. 371 à SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX.

---

secrétaires

IMPORTANTE SOCIETE CONSEILS D'ENTREPRISE Porte Champerret recherche

ASSISTANTE DE DIRECTION

— Travail varié nécessitant sens de l'organisation.
Formation :
— Licence en droit ou école de commerce avec option juridique ou équivalence.

Adresser C.V. à Mme COSTE, S.J.F.F., 2 bis, rue de Villiers, 92309 LEVALLOIS-PERRET.

représentation offres

NOUS SOMMES UNE ENTREPRISE INTERNATIONALE DE DISTRIBUTION

avec siège à GENÈVE

et pour le développement de notre réseau de vente pour toutes les régions de France, nous cherchons

REPRÉSENTANTS DE PREMIÈRE FORCE

Entrée immédiate ou 1er octobre 1978

NOUS DEMANDONS :
— Formation commerciale approfondie ;
— Quelques années d'expérience dans la vente ;
— Initiative, entregent ;
— Connaissances dans la branche des articles de sports serait un avantage.
— Voiture personnelle.

NOUS OFFRONS :
— Ambiance de travail agréable ;
— Rémunération au-dessus de la moyenne ;
— Avantages sociaux ;
— Formation.
— Frais remboursés.

Si ce poste vous intéresse, nous attendons votre offre détaillée, avec C.V., photographie.

Pour toutes informations complémentaires vous pouvez contacter M. H. SCHINDLER Tél. : 022/43/11-48.

MUNOSA S.A. 12, rue Gustave-Revilliod 1211, GENÈVE 24, SUISSE.

information divers

POUR **TROUVER** UN **EMPLOI**

Le CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : rédact., exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour information, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78-Le Chesnay.

perdu-trouvé

Perdu samedi 13 heures dans jardin du Ranelagh PETITE CHIENNE COCKER SPANIEL roux clair. — Téléph. 572-00-75.

occasions

EN SOLDE - Moquette et revêtements muraux 1er et 2 choix - 100.000 m² en stock. Téléphone : 355-66-60.

autos-vente

CENTRE OCCASION HERTZ

DES OCCASIONS RECENTES GARANT. 24 mois ou 24.000 km PIECES et MAIN-D'ŒUVRE CREDIT

		Prix à partir de F :
CITROEN LN	78	17.500
FIESTA 1100 L	78	19.600
FIESTA 1100 L	78	17.600
GRANADA GHIA	77	32.000
MERCEDES 280 SE	77	83.000
PEUGEOT 104 SL	77	17.600
PEUGEOT 104 SL	78	19.900
PEUGEOT 350	78	27.500
PEUGEOT 504	77	23.500
PEUGEOT 504	78	27.700
PEUGEOT 504 Famil.	77	27.500
PEUGEOT 504 Famil.	78	35.000
RENAULT 5	78	16.500
RENAULT 5 GTL	78	20.500
RENAULT 14 TL	77	19.500
RENAULT 14 TL	78	22.500
RENAULT 18 TS	78	30.500
RENAULT 20 TS	78	40.400
RENAULT 30 TS	78	38.600
SIMCA 1307 GLS	77	18.000
SIMCA 1307 GLS	78	22.500
SIMCA HORIZON	78	24.500

111, rue du Mont-Cenis, 92, rue Duhesme 75018 Paris Téléphone : 259-62-90

191, avenue Youri-Gagarine 94400 Vitry-sur-Seine Téléphone : 681-03-76

Lyon : 54-99-61
Marseille : 62-08-56
Nice : 83-13-31
Strasbourg : 22-01-76

demandes d'emploi

Fonceur et meneur d'hommes
CADRE TRENTAINE

Diplômé de l'enseignement supérieur - Commercial de première force (Trois clubs, U.N.P.P.-I.B.M.) - Ex.-P.-D.G. P.M.E. - Anglais, Allemand, Espagnol - Etudie toute proposition de collaboration à haut niveau. (Préférence Presse et Relations publiques).

Ecrire N° 7822 « Le Monde » publicité 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e.

J.H. 27 a., documentaliste, maîtrise histoire, D.E.S.S. Sc. Po en sciences de l'information, expér. prof. C.N.R.S. et presse, étud. tte propos. Libre rapidem. Ecr. n° 6.085, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H. 20 a., B.T.S. comptab.-gestion, certif. éco., D.E.C.S., ch. poste intéres. comptab. gén. ou analyt., tt entrepr., dès 1er-10-78. Ecr. n° 6.082, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jeune homme 27 ans, libéré O.M., possédant licence de physique, très bonne connaissance anglais, cherche emploi. Etudierai toutes propositions. Libre de suite. Ecrire CENAC, 278, rue Adolphe-Pajeaud, 92160 ANTONY. Téléph. après 14 h. : 322-18-79.

FEMME, 45 a., libre septembre expér. commerc. et administrative, cherche poste stable pour seconder directeur. ECRIRE UNIVERSAL/B, 3, rue de Choiseul (2e), ou téléphoner 757-71-68.

Jeune Homme, célib., 26 a., format. typographe offset, montage photo, commerciale, 1 an de droit, parlant anglais, ch. place édition Paris ou province. Ecrire HAVAS 03.201 Vichy Cedex sous n° 8.567.

Femme dynam., sens organisat., BEAUX-ARTS, DOCTEUR ES LETTRES ETHNOLOGIE LICENCIEE PSYCHO-CLINIQ. étudie toutes propositions Paris ou Lyon. Ecr. à 7.821, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F., 27 a., B.T.S.S., bon anglais, 7 a. expér. gestion crédit, ch. secrétariat ou gestion tous domaines - 55.000 F an. Ecr. à 2.970, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F. institutrice, permis V.L. + diplôme secrétaire, accompag. famille à l'étranger pour garder enfant + cours ou éventuellement secrétariat. Ecr. n° 83.915 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE 31 ans, lic. droit + IAE, 5 ans expérience prof., ch. poste RESPONSABLE FORMATION ou CONSEIL en FORMATION Ecr. n° 7.820, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

ESC 32 a. ● Exp. Gest. Fi 5 ans ● Dont 15 mois Banque ● Parf. tril. arabe anglais Etudierai toutes propositions. Ecr. n° 2.971, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F., maître ès lettres, ch. emploi créatif dans maison d'édition (lecteur, etc.). Ecr. à 2.973, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE SUPÉRIEUR DE BANQUE
— 49 ans — Diplômé C.P.A. —

Expérience création, animation, direction agences et gestion engagements.

Désireux terminer carrière dans le Sud-Ouest de la France,

Cherche
Situation équivalente dans cette région.

Ecrire n° 83 929 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

J.F. bonne présentation cherche place Hôtesse d'accueil, téléphone (réception) dans entreprise ou clinique ou même chez médecin. Ecr. n° 83.928 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 30 ans, 3e cycle linguistique, anglais-espagnol courants, expérience enseignement franç., langue étrangère, formation de professeur, organisation de stages, France et étranger (1 an aux U.S.A.), cherche poste formation enseignement ou édition PARIS. Peut voyager. Ecr. à T 077.476 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

INFIRMIER D.E. ch. place Outre-Mer (Afrique, Moyen-Orient, Amérique latine), expér. similaire. Ecr. M. J.-P. JEANNES, 25, rue Jussieu, Paris 5e - Tél. 325-66-48.

DIRECTEUR COMMERCIAL 37 ans, lic. sc. éco, ESC, CPA, bil. anglais, expér. 10 ans, ch. emploi pour Afrique. Etudie ttes propositions. - Tél. 775-25-16.

J. H. 26 ans, marié, maîtrise droit public 74 ch. 1er emploi, région paris. et Nord exclus. — Ecrire M. A. PINEAU, 4 bis, rue du Pré-de-Saint-Pierre, 89100 SENS.

DIRECTEUR GENERAL recherche responsabilités opérations internationales, négociations et contrats coordinations, activités engineering et constructions clefs en mains ou relations publiques groupes. Eventuellement accepterait missions temporaires. Ecr. n° T 7.501 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DACTYLO - TRADUCTRICE anglaise ch. ouvrages, trilingue anglais, franç., espagn. Format. commerciale/juridiq., transport, export. Travail soigné. Ecrire n° T 7.515 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Jeune illustratrice talent poétique cherche travail. Ecr. à 7.824, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Cadre supérieur, sér. réf., 10 a. d'expér. à l'étranger, spécial. vin en vrac et détail, ch. place en Afrique. Disponible octobre. Ecr. n° T 7.395 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

INGENIEUR CHIMISTE DIPLOME NANCY Après séjour 9 ans aux U.S.A., rompu aux négociations internationales à haut niveau, références de 1er ordre, étudierait toutes propositions pour fonction technico-cciale à l'exportation. Préférence région parisienne. — Ecr. n° 2.954, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

DÉLÉGUÉ AFRIQUE DE L'OUEST
BASE ABIDJAN
Connaissances milieu médical et pharmaceutique africain

recherche

DIRECTION ANIMATION
Structure de vente africaine à créer ou développer
34 ans - Sup. de Co.

GUILLEMETTE, SULNIAC par Elven 56250 Téléphone (97) 53-24-35.

DIRECTEUR DU PERSONNEL 51 ans, très bonne expérience dans entreprise mécanique moyenne importance, cherche poste similaire dépendant directement de la Direction générale Paris ou proche banlieue, de préférence Nord, Nord-Est. Très bonnes connaissances de l'anglais. Libre de suite. Ecr. à 75.844 CONTESSE PUB., 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

Anc. dirigeant P.M.E. disponible pr démarches, enquêtes, remplacements, etc. Rémun. tps passé. Ecr. n° 2.972, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H., 28 a., lic. hist., maît. art, 5 ans confér. musées, 2 a. tourisme Moyen-O., Europe, ch. place stable org. culturel, ag. voyage, édition. All., anglais courants. Déplacements possibl. Ecr. à 7.823, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

capitaux ou proposit. com.

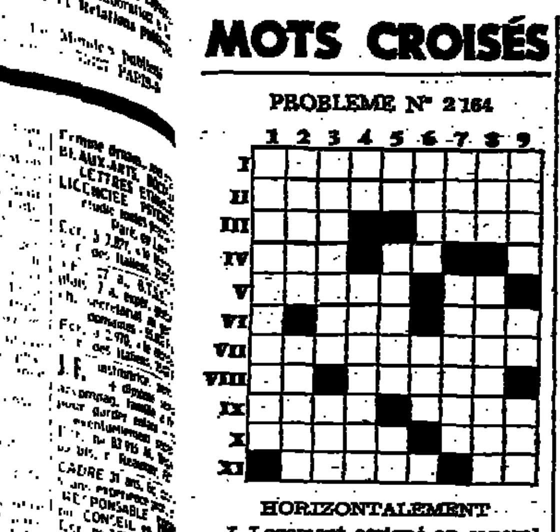
Industrie et commerce en pleine expansion recherche investisseur 50 unités avec participation personnelle. Discrétion assurée. Intermédiaire s'abstenir. S'adresser AGENCE HAVAS 14100 LISIEUX, n° 11.082.

Notre immobilier se trouve en page 17

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2164



HORIZONTALEMENT

I. Logement assigné au caporal. — II. Mettre de l'oseille en paquets. — III. Manqua de reconnaissance ; Dure généralement plus longtemps que la coqueluche. — IV. Possessif ; Choque ou séduit. — V. Grosse, chez une grande perche ; Il y en a de plusieurs couleurs. — VI. Famille qui exerça une réelle influence dans un très vieil épisode de l'histoire du monde ; Se détend. — VII. Sûrement méprisé par un écologiste. — VIII. Introduit un choix ; Tient très bien sur un pied. — IX. Bénéficie souvent des chaudes caresses du soleil ; En Allemagne. — X. Peut être assimilé à la jalousie ; Unité monétaire étrangère. — XI. Placées chez un notaire ; Pronom.

VERTICALEMENT

1. Occasions agréables à saisir par ceux qui tiennent à succomber. — 2. Ses troupes sont indisciplinées ; Les heures les plus sombres de notre existence. — 3. Difficiles à transporter ; Silencieux. — 4. Se déplace au ralenti ; Un défaut. — 5. Précise une possession ; Tour de taille ; Point répété. — 6. Sorti une fois pour toutes ; En Suisse. — 7. D'un auxiliaire ; Utile pour faire un rideau. — 8. N'a pas souvent la gorge libre ; Se manifestent au moindre souffle. — 9. Se laisse aller ; Pronom ; Fournit une parure à une héroïne de Perrault.

Solution du problème n° 2 163

Horizontalement

I. Soubrette. — II. Insoumis. — III. Menu ; Onan. — IV. Etau ; Ru. — V. Lie ; U.S.A. — VI. An ; Issues. — VII. Te ; Ote. — VIII. Erodée ; Is. — IX. Ut ; Arsace. — X. Reste ; Ger. — XI. Tés ; Est.

Verticalement

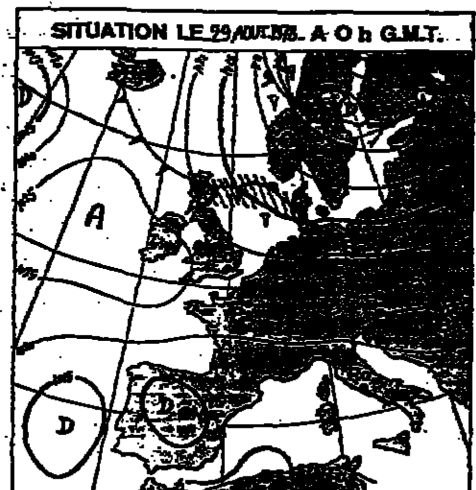
1. Simulateurs. — 2. One. Inerte. — 3. Usnée ; St. — 4. Bout ; Iodate. — 5. Ru ; Austères. — 6. Emoussées. — 7. Tin ; Au ; Age. — 8. Tsar ; Epices. — 9. Nues ; Sert.

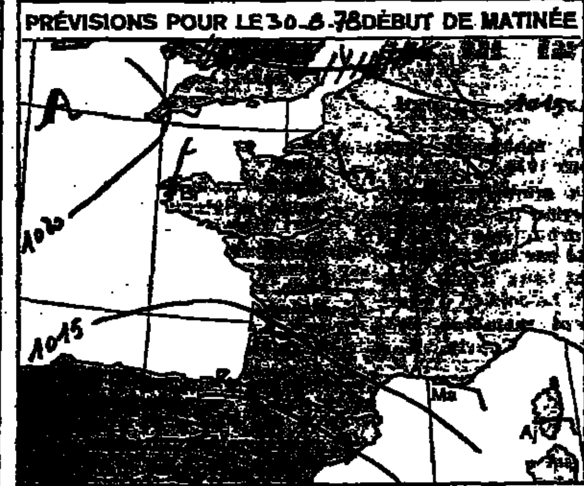
GUY BROUTY.

Vie pratique

● *L'Union nationale des étudiants de France (UNEF)* recherche des chambres et des appartements pour les étudiants. Les offres de location sont recueillies au (1) 209-02-50.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le mardi 29 août à 6 heure et le mercredi 30 août à 24 heures :

Les pressions resteront relativement élevées de l'Irlande à la France. Cependant, nos régions nord seront en bordure plus ou moins proche des perturbations qui défileront de la mer du Nord à l'Europe centrale, tandis qu'une évolution orageuse se développera dans le Midi.

Mercredi 30 août, de la Manche orientale aux Ardennes, le temps sera souvent très nuageux avec quelques pluies faibles possibles. Sur les Pyrénées et l'Aquitaine, le temps deviendra nuageux et plus instable, des foyers orageux et plus se formeront l'après-midi ; cette zone instable pourra s'étendre aux régions méditerranéennes, aux Cévennes et au sud des Alpes avec rares orages. Sur toutes les autres régions, le temps sera brumeux en début de matinée, souvent ensoleillé ensuite malgré quelques passages nuageux, qui deviendront un peu plus fréquents de la Normandie au Bassin parisien et de la Champagne à la Lorraine.

Les vents seront faibles sur la moitié nord, ils deviendront modérés de secteur est ou sud-est ailleurs, d'assez fortes rafales d'orage pourront se produire.

Les températures seront stationnaires ou en légère hausse.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 29 août, à 8 heures, de 1 023,1 millibars, soit 767,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 août ; le second, le minimum de la nuit du 28 au 29) : Ajaccio, 26 et 15 degrés ; Biarritz, 27 et 17 ; Bordeaux, 27 et 11 ; Brest, 22 et 10 ; Caen, 19 et 8 ; Cherbourg, 19 et 10 ; Clermont-Ferrand, 21 et 5 ; Dijon, 21 et 10 ; Grenoble, 24 et 11 ; Lille, 19 et 9 ; Lyon, 21 et 7 ; Marseille, 28 et 18 ; Nancy, 18 et 4 ; Nantes, 23 et 11 ; Nice, 24 et 19 ; Paris-Le Bourget, 20 et 7 ; Pau, 26 et 14 ; Perpignan, 28 et 16 ; Rennes, 23 et 10 ; Strasbourg, 18 et 6 ; Tours, 21 et 9 ; Toulouse, 29 et 15 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 31 et 21 degrés ; Amsterdam, 17 et 12 ; Athènes, 30 et 21 ; Berlin, 15 et 11 ; Bonn, 17 et 5 ; Bruxelles, 19 et 9 ; îles Canaries, 27 et 21 ; Copenhague, 6 et 6 ; Genève, 21 et 7 ; Lisbonne, 25 et 16 ; Londres, 21 et 11 ; Madrid, 33 et 15 ; Moscou, 19 et 8 ; New-York, 30 et 20 ; Palma-de-Majorque, 30 et 16 ; Rome, 28 et 19 ; Stockholm, 15 et 6.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* daté 28-29 août 1978 :

DES DECRETS

● Portant publication de l'accord-cadre de coopération culturelle, scientifique et technique entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République démocratique populaire du Yémen, signé à Aden le 29 mai 1977 ;

● Portant publication des amendements à l'annexe à la convention de 1965 visant à faciliter le trafic maritime international, adoptés par la conférence des gouvernements contractants le 10 novembre 1977 ;

● Modifiant le décret du 17 novembre 1965 portant organisation administrative et financière de l'entreprise de recherches et d'activités pétrolières ;

● Portant organisation des services des affaires maritimes dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique ;

● Portant nomination, radiation et admission à la retraite dans l'administration préfectorale.

DES ARRETES

● Portant nomination du président de l'instance arbitrale par la loi du 2 janvier 1978 relative à l'indemnisation des Français rapatriés dépossédés de leurs biens ;

● Concernant les dispositions relatives à la construction du matériel électrique utilisable en atmosphère explosive.

Visites, conférences

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h., façade portail gauche, Notre-Dame, Mme Guillier : « Histoire et évolution de l'architecture gothique ».

15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Oswald : « Hôtel de Sully et place des Vosges.

15 h. 30, Entrée hall gauche, côté parc, Mme Hulot : « Le Château de Maisons-Laffitte ».

20 h. : métro Rambuteau, côté rue Rambuteau : « Le Centre Beaubourg » (Monuments historiques).

15 h., métro Cardinal-Lemoine : « Jardins et rénovations du quartier Mouffetard. »

20 h. 30, place de l'Hôtel-de-Ville : « Hôtels du Marais illuminés » (A travers Paris).

15 h., 277 bis, rue Saint-Jacques : « Le Val-de-Grâce ».

15 h., 6, place des Vosges : « Plaisirs et Drames de la place des Vosges » (Paris et son histoire).

CONFERENCES. — 13 h., 15 h., 20 h., 13, rue de la Tour-des-Dames : « Réalisation du soi et méditation transcendantale » (entrée libre).

JEUNESSE

SOIXANTE MILLE EXEMPLAIRES D'« UN PRÊTRE CHEZ LES LOUBARDS » VENDUS EN QUATRE MOIS

Les doutes de l'abbé Gilbert

Son livre, Un prêtre chez les loubards (1), atteint des records de vente : soixante mille exemplaires en quatre mois. Les articles que lui a consacrés la presse écrite feraient pâlir d'envie un auteur à succès. On l'a entendu à la radio, vu à la télévision, où il a fait un « tabac ». Peut-être parce qu'avec son « cuir », ses jeans et ses « santiag » bottes mexicaines), l'abbé Guy Gilbert est davantage qu'une « gueule » : un personnage authentique — une espèce rare.

Moins pour lui-même que pour les centaines de « paumés » dont il est un peu devenu le haut-parleur, il s'est plié aux règles du vedettariat. Puis le doute s'est installé. Un « copain » lui a crié « casse-cou ». Un autre lui a lancé, amer : « *Je suis passé devant les tribunaux hier après-midi. Tu n'es pas venu. On m'a dit que tu donnais une interview. De qui tu t'occupes : des journalistes ou de nous ?* »

Le coup était sévère. Il a réfléchi. Et craint de se couper de ses racines. On l'avait lancé « *comme une marque de lessive* ». On avait fait de lui un « *curé-gadget* ». Alors il a filé, plantant là le énième photographe qui lui demandait d'enfourcher sa grosse Honda pour un cliché « exclusif ». Du fond de la France, un « gars » l'appelait à l'aide. Pendant trois semaines, ils ont monté des murs, broyé du mortier et posé des tuiles, un excellent remède, explique-t-il, contre le « *nombrilisme* ».

Aujourd'hui, tandis que les chiffres de vente de son livre continuent de monter, il mesure mieux les chances et les pièges de la célébrité. Et il a retrouvé suffisamment d'humour pour répondre à une correspondante opposant sa « *ridicule tignasse* » aux cheveux « *longs, beaux et propres de Jésus-Christ* » : « *Bravo d'être si bien renseignée. Pourriez-vous m'indiquer la marque de shampooing qu'il utilisait ?* »

Malgré le petit contrat que lui a consenti son éditeur, son livre lui a rapporté suffisamment d'argent pour entreprendre une nouvelle tranche de travaux de la bergerie des gorges du Verdon, qu'il a achetée il y a quelques années. Une sorte de foyer-accueil où atterrissent les « loubards » du dix-neuvième arrondissement de Paris qui sortent de prison, ces 20 % d' « irrécupérables » abonnés à la guigne, qui ne connaissent rien d'autre que le trajet Fleury-Mérogis - la rue - Fleury-Mérogis, ces « durs » parmi les « durs », auxquels il a désormais décider de se consacrer en priorité.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Le compte rendu de ce livre (éd. Stock) est paru dans *le Monde* du 5 avril.

PRESSE

LE CONGRÈS DES JOURNALISTES FRANCOPHONES AURA LIEU AU CANADA

L'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française organisera son XIVe congrès du 22 septembre au 1er octobre, à Montréal. Les débats porteront sur trois thèmes principaux : la presse francophone et la structure des moyens d'information ; la presse francophone et le droit international ; le rôle de la presse francophone dans la vie internationale.

Les travaux du congrès seront assortis de visites, notamment à Ottawa et un déplacement en avion aura lieu dans le Grand Nord québécois.

★ Renseignements et inscriptions à l'U.I.J.P.L.F., 3, cité Bergère, 75009 Paris. Tél. : 770-70-82.

M. CAILLAVET : LE POUVOIR D'INFORMER EST-IL SOUMIS A L'APPRÉCIATION DE L'EXÉCUTIF ?

Le sénateur Henri Caillavet (gauche dém.), se référant à l'inculpation récente du directeur de *Paris-Match* pour « apologie du crime », à partir d'une interview de Jacques Mesrine, pose une question orale à M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication. Il lui demande d'exposer devant le Sénat « *la charte morale ou une nouvelle loi sur la presse conciliant la liberté de l'information et la responsabilité de l'action* ».

Rappelant que « *la liberté de l'information est l'un des éléments essentiels du régime démocratique* », le sénateur du Lot-et-Garonne interroge : « *La garde à vue imposée durant vingt-quatre heures à une journaliste qui, ayant rencontré, à la demande de celui-ci, un condamné « en cavale », comptait publier l'entretien, ne met-elle pas en danger cette liberté fondamentale ?* »

« *Dans la mesure où le ministre pense que le pouvoir d'informer ne serait pas absolu, c'est-à-dire qu'il resterait soumis à l'appréciation indirecte de l'exécutif, par suite de l'intervention du parquet* », conclut M. Caillavet, une explication apparaît utile.

● *La huitième conférence européenne* de l'International Newspapers Promotion Association (INPA) se tiendra du 13 au 16 septembre prochain au Palais des congrès de Bruxelles. Quelque deux cents délégués de journaux européens sont attendus à ce colloque où l'on discutera de la promotion de la presse écrite.

Rhône-Alpes

LYON AU-DELA DE LYON

Une agence d'urbanisme pour la communauté urbaine

Lyon. — Longtemps après de nombreuses agglomérations, la Communauté urbaine de Lyon (Courly) a créé une agence d'urbanisme. Celle-ci se substitue officiellement à l'Atelier d'urbanisme lyonnais (AUL) créé en 1961 et dont la compétence, initialement lyonnaise, s'était élargie en 1969 aux cinquante-cinq communes de l'agglomération réunies au sein de la Courly.

L'événement marque une rupture nette avec un passé dominé — pas toujours en bien — par la personnalité de

De notre correspondant régional

M. Louis Pradel, maire de Lyon d'avril 1957 à novembre 1976.

Les statuts de la nouvelle agence, approuvés par la direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme (DAFU) et adoptés à l'unanimité par les conseillers de la Courly (1), sont ceux d'une association du type loi 1901. Le conseil d'administration de vingt-sept membres, dont et vice-président de la Courly. Il a formé son bureau à la proportionnelle des groupes politiques et élu à sa présidence M. Jean Rigaud (majorité), maire d'Ecully vingt représentants de la Courly, a désigné comme directeur M. Jean Frébault, polytechnicien, qui dirigeait depuis 1971 l'agence d'urbanisme de l'agglomération toulousaine. M. Charles Delfante, directeur de l'Atelier d'urbanisme lyonnais, qui n'avait pas présenté sa candidature, pourrait continuer une collaboration en qualité de « conseiller » de l'agence.

L'événement — politique dès lors qu'il touche de manière aussi profonde à un domaine où s'élabore le cadre de vie de plus de un million deux cent mille citoyens — est la conjonction de plusieurs raisons : la première, avancée publiquement, tient à la modification du régime des subventions d'équipement accordées par l'Etat. Les nouvelles dispositions rendent pour ainsi dire obligatoire la création d'une agence d'urbanisme si la collectivité locale prétend obtenir une participation de l'Etat au budget de fonctionnement de cet organisme d'études.

Cette subvention, représentant au maximum le tiers du budget, a été sollicitée par la Courly dont les conseillers ont voté, pour 1978, un budget double (6 673 000 F) de celui de 1977. Néanmoins, l'aide du conseil général (10 %) entré dans la nouvelle structure s'ajoutant à celle de l'Etat, la part de la Courly reste raisonnable puisqu'elle ne correspond pour les finances communautaires, selon le président de la commission d'urbanisme, qu'à une augmentation de 7 % par rapport aux prévisions. Cette volonté d'accroître les moyens de l'agence permet de penser que les effectifs de celle-ci seront renforcés dans les mois à venir.

Une autre raison tout aussi formelle poussait encore à la création d'une agence. Ce sont les conditions d'attribution, par le biais du Fonds d'aménagement urbain, des crédits pour les études préalables d'aménagement. Désormais ceux-ci ne peuvent plus être versés à des bureaux d'études d'aménageurs. Pour Lyon, cette mesure entraînera un renversement des rôles : l'agence d'urbanisme sous-traitera auprès de la Société d'équipement de la région lyonnaise (SERL) tout ou partie des études alors que jusqu'à présent c'est le processus inverse qui se produisait.

Un sang neuf

Au-delà de ces raisons techniques, il en existe d'autres plus politiques. Les municipales de mars 1977 ont, en effet, injecté un « sang neuf » à l'assemblée communautaire, certains conseils municipaux ayant été renouvelés partiellement — comme à Lyon — ou totalement — comme à Villeurbanne passé à l'opposition socialiste et qui, avec ses cent vingt mille habitants, a droit à neuf sièges à la Courly. Or la plupart de ces nouveaux élus appartenant à la majorité ou à l'opposition ont très vite manifesté le désir de mettre un terme à une situation pour le moins discutable.

Pour eux — et parfois aussi pour des « anciens », — la prédominance, à travers la Courly, de la ville de Lyon — et surtout de son maire, Louis Pradel et du directeur de l'Atelier d'urbanisme, M. Delfante, — s'exerçait trop souvent au détriment des communes plus modestes. Les opérations décidées habituellement sous le boisseau à peu près sans information et encore moins de concertation, leur ont paru incompatibles avec l'évolution des idées dans ce domaine. L'insatisfaction était telle, dit-on, que des maires se tournaient de plus en plus fréquemment vers des cabinets privés d'urbanistes ou d'architectes.

Cette dégradation des relations de confiance ajoutée au fait que l'on tenait — et que l'on tient toujours — le directeur de l'AUL (un peu trop facilement d'ailleurs) pour l'unique responsable des « catastrophes » architecturales dénombrées ici ou là au cours d'une période de « boulimie bétonnière », a abouti à cette mise sur la touche.

Quand on l'interroge sur cette « mise à l'écart », M. Delfante répond que, dès 1977, il avait proposé notamment la création de deux directions au sein de l'atelier d'urbanisme, l'une administrative, l'autre technique. Il avait fait savoir qu'il ne pensait pas *« être candidat à l'un ou à l'autre de ces postes de responsabilité, car une des raisons, c'est qu'à cinquante-deux ans, on a autre chose à faire que de diriger un organisme d'études »*.

Avec ou sans la collaboration de M. Delfante, l'agence sera *« un outil à la disposition des élus (...) avant tout un centre d'observation, de réflexion et de proposition et non pas un centre de décision, qui doit rester l'apanage des assemblées élues »* Un nouvel âge de l'urbanisme lyonnais.

BERNARD ÉLIE.

(1) La Courly est composée de 90 membres, dont 32 appartiennent à l'opposition : 23 P.S. et M.R.G., 9 P.C.F.

Le ministre du cadre de vie visite la côte aquitaine

Nous sommes décidés, si nécessaire, à classer des sites pour protéger le littoral

nous déclare M. Michel d'Ornano

M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, devait se rendre le mardi 29 août sur la côte aquitaine pour y examiner les réalisations et les projets de la mission d'aménagement. Il devait notamment visiter les secteurs qui « font problème », c'est-à-dire les bords du lac d'Hourtin et la côte des Basques, à Biarritz, et rappeler son intention de proposer au gouvernement une direction nationale d'aménagement et de protection du littoral. A l'occasion de ce déplacement, il a répondu à nos questions.

« En août 1976, M. Jacques Chirac, premier ministre, avait déjà envoyé aux préfets une instruction concernant la protection du littoral. A-t-elle été appliquée ?

— Les grandes orientations de la politique du littoral ont été définies en 1977 par le président de la République, dans son discours de Vannes : le littoral français doit être mis en valeur ; le littoral doit être protégé ; les actions correspondantes doivent être menées en liaison avec les collectivités locales et les usagers.

» Déjà, une circulaire d'août 1976 relative à l'aménagement du littoral et des rivages des grands lacs prescrivait aux préfets de protéger les zones naturelles, marais, dunes, forêts, et d'éviter une urbanisation linéaire du littoral en recherchant un aménagement en profondeur et en laissant de vastes coupures agricoles ou naturelles.

» Il est vrai que cette circulaire n'est pas opposable aux tiers ; mais elle a guidé l'action des services et des collectivités locales dans l'élaboration des documents d'urbanisme, la définition des zones à protéger et la conduite à tenir vis-à-vis des grandes opérations d'aménagement, avec le souci de concilier un développement raisonnable et la préservation des sites et des espaces naturels.

— La nouvelle directive annonce-t-elle un changement de politique concernant la protection et l'aménagement du littoral ?

— La création du ministère de l'environnement et du cadre de vie va permettre de donner une impulsion nouvelle à la politique du littoral par une meilleure utilisation des outils réglementaires disponibles pour la conduite de son aménagement.

» Dans le domaine de la protection en particulier, plans d'occupation des sols et procédures de classement au titre de la loi de 1930 seront désormais étroitement coordonnés. La réglementation de l'usage du sol doit, en premier lieu, résulter des documents d'urbanisme. Ce sont ces documents, notamment, qui doivent définir les zones non constructibles.

» Dans les cas où il s'avérerait impossible de réunir les accords nécessaires pour établir de tels documents et dans les cas où le site présenterait un intérêt exceptionnel, je suis décidé à utiliser la procédure de classement ou d'inscription du site prévue par la loi de 1930.

— Des schémas d'aménagement ont déjà été adoptés, certains depuis longtemps comme pour le Languedoc-Roussillon et l'Aquitaine, d'autres plus récemment, pour la Basse-Normandie, la Bretagne, le Centre-Ouest-Atlantique. Ne risque-t-il pas d'y avoir contradiction entre ces schémas régionaux et la directive nationale ?

— Les grandes lignes des schémas d'aménagement déjà adoptés et qui d'une manière générale prévoient une alternance de pôles de développement et de zones de protection n'ont pas lieu d'être remises en cause. Il s'agit maintenant de veiller strictement à la mise en œuvre des orientations qu'ils définissent :

» Par une application, au besoin rigoureuse, mais après une large concertation avec les collectivités locales, des outils réglementaires de protection.

» Par la mise en œuvre d'une directive d'aménagement national du littoral analogue à la « directive montagne » opposable aux tiers et dont je compte, en liaison avec la DATAR, proposer l'établissement au gouvernement.

» Ma préoccupation essentielle est d'introduire, dans l'examen de tous les dossiers que j'aurai à examiner, un critère de qualité. Je compte m'assurer, non seulement, que les prescriptions réglementaires concernant l'usage du sol ont été respectées, mais également que les dispositions nécessaires ont été prévues pour assurer la qualité architecturale des constructions qui seront réalisées dans ces zones. »

Propos recueillis par
MARC AMBROISE-RENDU.

● RECTIFICATIF. — La participation de l'Etat aux investissements autoroutiers de la région Ile-de-France s'élèvera à 400 millions de francs et non pas à 500 millions, comme nous l'avons écrit par erreur dans *le Monde* du 29 août.

ÉCHECS

● *Le championnat du monde d'échecs.* — Victor Kortchnoï a demandé le report à jeudi de la 18e partie, qui devait être jouée ce mardi. C'est la deuxième fois que le challenger, mené 4 à 1, demande un ajournement sans fournir aucune explication. Chaque joueur dispose de ce droit, trois fois, jusqu'à la fin du match.

● RECTIFICATIF. — Une ligne sautée a rendu incompréhensible un passage du compte rendu de la dix-septième partie (*le Monde* du 29 août). On aurait dû lire : 30. Cf3, C×a3 ; 31. C×e5, R×e5. La suite sans changement.

Feu Saint-Trop'

Faut-il en rire ou en pleurer ?

De notre envoyé spécial

Saint-Tropez. — C'était l'autre dimanche, à l'aube, à peine onze heures du matin, à la terrasse de Sénéquier, l'heure des braves, du dernier carré des braves, même. Les rescapés d'une jet-society en péril grave, venus, comme s'est furieusement « in », tremper un croissant à la confiture dans un « vittel-cass », faisaient face à l'adversité.

Une charmante jeune femme blonde court vêtue d'une chasuble transparente et d'un casque colonial type expédition Marchand, racontait à qui voulait, ou d'ailleurs ne voulait pas l'entendre, qu'elle était *« mais oui, dans le coma, incapable de sortir un mot, tenez comme mon fils le matin »*. Le pauvre enfant !

En face, un bon vieux jeune homme blond, bronzé, très Curd Jurgens, a ri poliment, mais fermement. Très bien, ce monsieur, une élégance rare avec son bermuda en jean savamment effiloché aux genoux et négligemment retenu à la taille par une corde, probablement dérobée à un moine de Saint-Bernardin. Donc ce bon vieux jeune homme a ri, puis il a pris, volé presque, la parole, pour ne plus la lâcher. Il a parlé du club — *« vraiment, c'est devenu impossible »* — de l'enterrement de la mère de Brigitte Bardot, *« mais si, je vous assure, d'ailleurs il y a déjà une photo dans le journal »*. Il a fait savoir à la population que c'était *« un temps à sortir en mer, presque à aller à la pêche »* (rire général).

Puis il s'est levé, remettant négligemment en place l'extraordinaire et chic, chic petit bijou punk, une lame de rasoir en or massif, porté en pendentif. Jaugeant de son œil blasé d'aigle des quais de mer la sage assemblée des vacanciers occupés à touiller le café-crème complet (13 francs, attente comprise), il a eu une sorte de moue écœurée, de lippe plutôt, vu l'heure.

Il s'apprêtait à tourner les talons quand l'interpellation, la question bénie est venue de là-bas, des profondeurs d'un siège en toile : *« Cher ami, vous allez chez Fabrice ? »* Nouveau regard circulaire, un instant de silence. *« Chez Fabrice de ... ? »* Là un nom, nécessaire, quoi, pour les ignorants. Puis le verdict impitoyable, assassin. *« Ah non ! pas le dimanche, c'est vraiment trop, trop... vous m'avez compris. »*

Nous avions compris en effet, et seule la bataille au finish avec la peau du lait empêcha chacun de compléter la phrase. Comme nous l'avait si bien dit, la veille au soir, le garçon de restaurant : *« Non mais, vous avez vu un peu le défilé : rien que des « congés payés ». »*

En effet, rien que des salariés en vacances, des congés payés, à commencer par cette brave dame coiffée, elle, d'une casquette à la Bernard Hinault, qui s'était échappée du côté de notre assiette, s'exclamant à l'intention de son mari, en short à bretelles : *« T'as vu les poiscailles, ils ont vraiment une sale gueule ! »* Encore que sur ce point précis, Mme la parente Hinault n'ait point eu fondamentalement tort, on conviendra qu'il n'est pas très agréable d'entendre ainsi interpeller ses rougets.

Mais que diable ! il faut se faire une raison, Saint-Tropez n'est plus dans Saint-Tropez. Et puisque l'orchestre des Flagada-Stompers — *« Oui, messieurs-dames, l'orchestre a le plaisir de vous faire savoir qu'il passe tous les lundis, les mercredis, les vendredis et exceptionnellement le samedi et vous souhaite de bonnes vacances »* — d'ailleurs, faut être juste, ça swinguait ferme, sur le port, dans les rangs serrés des nu-pieds, mais revenons à nos moutons, puisque donc les Flagada-Stompers, bons princes, proposaient à chacun de choisir son air, que n'avons-nous demandé un requiem, en principe...

Saint-Tropez blues. Requiem pour un mythe : Saint-Trop livré à la marée des vacanciers lambda !

Cessons de plaisanter. Il faut dire qu'on s'en doutait un peu. Pourtant cela avait été clamé, écrit, y compris sur les routes et les autoroutes : « Complet ». La Côte d'Azur saturée, sursaturée. Plus une place dans les campings, plus un lit dans les hôtels, plus un mètre carré de sable sur les plages, plus de soleil pour tout le monde. La grande ruée des vacanciers étalée à coups de slogans, un rien demeurés du cher Bison futé, dispersée à grands coups de balais sur les itinéraires de délestage et redispersée pour faire bonne mesure sur des campings de délestage, parking de grand magasin, stade, champ du voisin ou tout simplement camping déclaré insalubre hier et décrétés de secours aujourd'hui. L'overdose touristique, 30 % de personnes en plus qu'en 1977, provoquée par on ne sait trop quoi : l'*Amoco-Cadiz* breton, le propylène espagnol, les terroristes italiens, ou peut-être plus sûrement le soleil. Absent partout, présent ici.

Impasses obligées et délestage

Prévenu, on avait donc pris la décision de faire des impasses : impasse sur Cassis, cette petite merveille de petit port colonisé par les Marseillais ; impasse sur les Lecques, la plage familiale où, passé une certaine heure, on ne pose pas un pied ailleurs que sur un corps ; impasse sur Bandol, sur Hyères où une charmante hôtesse vous dit avec un charmant désespoir *« que, hélas ! »* ; impasse sur le Lavandou ou la rade de Bormes. Non, ce qu'il fallait outre le courage de prendre la route de la Corniche en plein midi, sous un soleil de plomb et derrière l'inévitable caravane, c'était aller là où, tout de même, les prix forçant à la dissuasion, le délestage se ferait de façon automatique.

Quelle erreur ! L'argent, même celui des autres, ne repousse pas. Il attire. Les grandes marées ailleurs, les lames de fond ici. On espérait une baie, on devait trouver une immense masse dorée, des dizaines, des centaines de milliers de personnes empilées, entassées comme des sardines.

Entre Sainte-Maxime et Saint-Tropez, l'itinéraire dément, 15 kilomètres en quatre heures, — les campings surchargés n'en finissent pas de se répandre partout, dans un débordement baroque et crasseux, de bric et de broc, de terrains vagues promus campings sauvages, et de gens dormant sur les plages, sur le bas-côté des routes ou sous les Abribus, de caravanes, de motor-homes garés au petit bonheur la chance. Une route piégée, écrasée de chaleur, embaumée par les gaz d'échappement. La route du dieu Soleil. Ah ! venir de Rotterdam, de Munich, de Milan, de Bruxelles, de Lens ou d'ailleurs et mourir ici, ébahi de chaleur ! Venir à pied, en auto-stop, à vélo, à moto, en voiture, par cars entiers, en avion, en bateau, mais venir. On avait imaginé le pire et le pire est encore pire.

L'indescriptible transhumance, l'incroyable course au soleil ; on ouvre les yeux et on ne sait pas s'il faut en rire ou en pleurer. Une des plus belles baies du monde mangée par la lèpre, défigurée par les verrues. Ce n'est certes pas le tourisme qui est détestable, mais l'idée qu'on se fait du touriste, ce qu'on lui propose. Partout, répétons-le, des campings surchargés, au prix de quelques dérogations : sur une place accordée à chacun, en principe 80 à 100 mètres carrés, en pratique 40 à 60 mètres carrés, et au mépris des règles de sécurité. Partout aussi des pièges à gogos. Ici, le Luna-Park, la foire du Trône, façon fête à Neu-Neu, avec ses manèges, sa grande roue, ses lumières et ses musiques agressives, permanente fièvre du samedi soir. Là, le palais de la bière, ses flonflons dzim-boum dzim-boum, et sans doute ses choucroutes pour ces soirées tellement froides. Plus loin, partout, les rangées de poteries faussement provençales, des camionnettes de frites, de pêches, de merguez, de pizzas ou de pan-bagnats, les cabanes de bric et de broc où l'on vend tout ce qui se mange et tout ce qui habille ou déshabille, tout ce qui sert ou ne sert pas, les magnifiques souvenirs, laids à hurler, les tee-shirts publicitaires, les fripes achetées à l'Armée du salut américaine, désinfectées et vendues aux belles estivantes. Plus loin encore, les panneaux publicitaires, façon Vendée, votre deux-pièces les pieds dans l'eau, la tête ailleurs, le tout compris d'un littoral découpé en tranches, et puis, derrière les panneaux, un terrain vague, promu camping sauvage ou peut-être camping de délestage (voir plus haut), on ne fait pas bien la différence.

Faire son trou

La folie, oui, faire son trou. N'importe où, n'importe comment. Faire sa place au soleil. A Saint-Raphaël, il y a quelques semaines, la municipalité a dû demander aux C.R.S. de faire évacuer une plage par la force. Un grand collecteur avait implosé, si l'on ose dire, et les gens ne pouvaient comprendre qu'on les empêche de se baigner. Ici, à Grimaud, le maire a adressé une lettre au préfet du Var pour dégager la responsabilité de sa commune. Un camping sauvage s'était inventé contre la station à gaz alimentant la cité lacustre.

La folie, oui ; au point que le sous-préfet de Draguignan en visite à Ramatuelle, devait lancer comme un mot d'ordre : *« Il faut tenir bon quinze jours encore. Avant de créer, à l'automne, une commission qui étudiera tous les problèmes posés et se chargera d'y apporter des solutions. »*

Tenir bon. Tenir bon contre ces touristes moyens, comme il en est paraît-il des Français, ce « touristisme » populaire dont trop ici parlent avec une espèce de morgue hautaine, de mépris souverain, quand, dans le même temps, ils exploitent à fond ce nouveau filon. Faute de grives... Tenir bon contre la masse, car c'est davantage le nombre que la qualité ou l'impécuniosité relative du touriste 1978 qui fait problème.

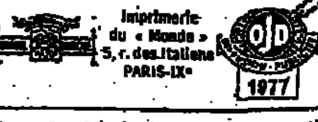
Tenir bon pour certains, c'est d'abord fuir le vulgaire, prendre le maquis. Dans les propriétés de l'arrière-pays s'est organisée une résistance dorée, ne vivant plus guère qu'en circuit privé, avec ses piscines, ses dîners, ses clubs, ses traiteurs, son langage et ses habitudes.

Résistance aussi sur cette cinquantaine de plages privées plus ou moins fermées, plus ou moins chères, concessions à perpétuité scandaleuses. Ce n'est pas que le sable des mers y soit plus blond, la mer plus propre, ce n'est pas qu'on y bronze mieux ou plus qu'ailleurs, mais simplement qu'on s'y retrouve entre gens d'un même monde, celui de l'argent, laissant aux vulgaires la libre disposition des plages publiques surchargées.

Tenir bon enfin, c'est s'exhiber. Voilà la clef, le moteur du nouveau Saint-Trop, ce télescopage entre l'exhibitionnisme des uns et le voyeurisme des autres, entre les « m'as-tu vu » et les « non, mais t'as vu ». Spectacle affligeant de ces soirées tropéziennes, quand au défilé des chalands répond l'alignement des yachts, quand des milliers de personnes suçant de la glace, l'inévitable glace de chez Popov, regardent le spectacle de quelques dizaines de nouveaux riches, vrais ou faux, qui n'ont pas trouvé plus belle utilisation à de superbes bateaux que de les amarrer cul contre belles qui prennent le pont, arrière comme des paons, le « glass » à la main. Le Saint-Tropez des pavillons panaméens, de ces jeunes femmes très belles qui prennent le pont sinon la mer, l'espace d'une soirée, de ces navigateurs au long cours — la plage, le quai, le quai, la plage — qui se torpillent les uns les autres à grands coups de chèques pour obtenir la meilleure place au bord ou la meilleur table au Byblos. Monde du clinquant qui voudrait tant provoquer l'admiration quand il ne suscite pas au mieux que de l'envie, au pire que du mépris, monde de la richesse ostentatoire provocatrice qui n'est plus de mode. Saint-Tropez n'appartient plus à une minorité, ou à ses inventeurs, mais à tout le monde. Faut-il, là, en pleurer ?

PIERRE GEORGES.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

Le Monde

économie

AGRICULTURE

En 1978

LA PRODUCTION FRANÇAISE PROGRESSERAIT DE 3 % EN VOLUME

La production agricole française sera supérieure en 1978 à celle des trois dernières années. Selon les dernières prévisions des milieux *professionnels* et des pouvoirs publics, la progression serait d'environ 3 % en volume, permettant ainsi à l'agriculture de retrouver le rythme de croissance qui était le sien avant les trois dernières, années marquées *par de mauvaises conditions climatiques.*

La récolte de blé sera meilleure qu'en 1974, qui avait été une très bonne année. Selon les estimations officieuses de l'A.G.P.B. (Assemblée générale des producteurs de blé), elle atteindrait 19 millions de tonnes contre 17 millions en 1977 et 18,5 millions en 1978.

A l'exception de l'avoine, pour laquelle les prévisions laissent entrevoir un léger recul de la production, les chiffres avancés pour le blé dur, l'orge, le seigle, le maïs, le sorgho sont en progression *sur ceux de 1977.*

Quant à la vigne, la récolte pourrait atteindre, selon le ministère, 62,8 millions d'hectolitres, soit 10 millions de plus qu'en 1977. Les vignerons tablent, eux, sur 61 millions d'hectolitres et affirment que, de toute façon, « *1978 ne sera pas une grosse année* ». Mais rien n'empêche *d'espérer, si le soleil persiste,* que le vin soit de qualité.

C'est dans l'élevage que la situation s'annonce la moins brillante.

CONJONCTURE

FORTE HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL EN JUILLET

(Suite de la première page.)

● *Les prix des produits manufacturés* augmentent de 1,4 % globalement, à cause du poste « combustible-énergie » : + 5 %. Le 23 juin, *le prix de l'essence ordinaire avait* augmenté de 25 centimes (+ 11 %) celui du super de 26 centimes (+ 10,7 %) ; celui du fuel domestique de 11 %, celui du gasoil de 11,7 %. Si l'on met à part le relèvement *du prix des produits pétroliers,* le poste produits manufacturés aurait augmenté deux fois moins vite (0,7 % au lieu de 1,4 %).

● *Les prix des services* progressent, eux, de 1,5 % — ce qui est extrêmement rapide — à cause du relèvement des loyers (+ 2,3 %) et des transports publics (+ 4,1 %).

Que va-t-il se passer au cours des mois à venir ? L'indice d'août — qui sera assez bon — n'aura pas grande signification. Beaucoup de magasins étant fermés durant les vacances, de très nombreux relevés ne peuvent être faits. Septembre, en revanche, aura une grande importance : il sera *notamment possible* de faire un premier bilan du comportement des industriels français *auxquels la liberté des prix vient* d'être complètement rendue. On saura alors si la hausse des prix *peut rester cette année inférieure* à 10,5 % comme le croit fermement M. Barre.

ALAIN VERNHOLES.

BILLET

La longue marche du syndicalisme international

Genève. — La Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie, la F.I.O.M., va tenir, mercredi 30 août à Genève, une réunion des « *hauts dirigeants* » des principaux syndicats des travailleurs de Chrysler et de Peugeot-Citroën en France, en Grande-Bretagne et en Espagne. Leur intention, dans un *premier* temps, est de condamner la *manière dont* les firmes Peugeot-Citroën et Chrysler sont parvenues à un accord sans informer les travailleurs (malgré les conventions de concertation qui avaient été conclues, notamment en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis). « *Même le ministère britannique de l'industrie s'est trouvé surpris* », nous a dit M. Herman Rebhan, le secrétaire général de la F.I.O.M., en déplorant « *la manière dont quelques personnes règlent le sort d'un demi-million de travailleurs* ».

Une opération commerciale ?

En outre, les dirigeants de cette organisation syndicale internationale redoutent de voir la filiale britannique de Chrysler progressivement vidée de sa substance productive et convertie en unité d'assemblage, voire en simple filiale commerciale, tandis que la filiale espagnole serait consacrée principalement à la production de poids lourds et verrait aussi son activité de production d'automobiles réduite. Cette affaire serait-elle, pour Peugeot-Citroën, d'abord, et avant otut, une *opération* commerciale destinée à faire accéder le groupe au premier rang européen grâce à un apport non négligeable de réseaux commerciaux et de parts de marchés, quitte à résoudre ensuite le problème du « dégraissage » de la production ?

C'est la question que se posent les syndicalistes qui entendent obtenir la nomination au conseil de la filiale anglaise d'un représentant du gouvernement britannique ; faire la démonstration qu'une réglementation internationale des activités des firmes multinationales est plus que jamais indispensable si les pjartenaires sociaux des différents pays veulent pouvoir contrôler un tant soit peu ce qui se passe chez eux ; ouvrir avec Peugeot-Citroën une négociation pour définir les modalités dans l'avenir.

Une vision futuriste

Par l'influence qu'ils exercent sur le gouvernement britannique, les dirigeants syndicaux peuvent peut-être obtenir satisfaction sur le premier point, mais sur les deux autres et sur l'ensemble de l'affaire il n'en va pas de même. Il est clair qu'en *pareille circonstance les dirigeants* syndicaux, qu'ils soient nationaux ou internationaux, *n'ont pas grand-chose à dire.* D'un côté, les *structures* nationales sont dépassées par l'organisation et les méthodes des firmes multinationales lorsque celles-ci traitent entre elles, et, de l'autre, *les structures du* syndicalisme international sont encore loin d'être en place, ne serait-ce que parce que dans bien des cas elles entrent en conflit avec les habitudes et les intérêts acquis des organisations représentatives des travailleurs dans chaque pays. La solidarité internationale des travailleurs est encore une vision futuriste. La C.G.T. doit se réunir à Paris le lendemain de la réunion de la F.I.O.M. à Genève, mais on doute que ce soit pour entamer une action de solidarité chez Renault ; il est clair que les *syndicalistes américains* de Chrysler ne sont pas plus prêts à entreprendre quoi que ce soit *de vraiment singificatif* pour soutenir leurs collègues de ce côté-ci de l'Atlantique.

Est-ce dire que le syndicalisme international est condamné ? Certainement pas. D'abord parce *qu'il est le seul contrepoids* possible en face de structures de direction modernes des firmes *multinationales. Ensuite* parce qu'il conduit de plus en plus souvent les organisations syndicales nationales à prendre conscience des limites de leur action possible, évitant opportunément un gaspillage d'énergie et de finances. Comme nous l'a dit M. Rebhan, « *la coordination de grandes grèves internationales telles qu'on les voit dans certains pays est très difficile, voire impossible, mais il y a bien d'autres moyens de pression sur des entreprises désireuses de vivre en paix dans les différents pays où les syndicats pourraient leur causer des préjudices insidieux quotidiennement* ».

Ainsi, à l'échelon international, est-ce plus le compromis que l'épreuve de force qui s'im*pose. Et certains résultats* auxquels on n'aurait jamais espéré parvenir il y a quelques années *sont en voie d'être acquis.* L'internationalisation de la représentation syndicale dans les *conseils d'administration* des pays où se pratique la participation par exemple. Peu après *que M. Charles Levinson* (Canadien d'origine et secrétaire général du Syndicat international des *travailleurs de la chimie*) eut été nommé au conseil d'administration de la filiale de du Pont de *Nemours, en Allemagne fédérale,* M. Herman Rebhan, d'origine américaine, domicilié à Genève, *était nommé au conseil* d'administration de Ford, à Francfort. M. Levinson estime que le temps *est proche qui verra la conclusion* de la première convention collective internationale qui ait *jamais existé à l'échelon d'une* firme multinationale mondiale, et son organisation ne se prive pas *d'utiliser* le moyen de la grève, autant comme arme dissuasive que comme arme défensive, puisqu'elle participe chaque mois à plusieurs opérations internationales comportant des arrêts de travail ponctuels. « *Pratiquement, aucune opération lancée dans un pays sous-développé n'échoue plus tant la disproportion est grande entre le coût de satisfaction de ce que nous demandons pour des travailleurs locaux généralement peu payés et la menace que nous représentons dans les pays industrialisés* », *affirme* M. Levinson, qui ne désespère pas de voir aboutir la longue marche du syndicalisme international.

JACQUELINE GRAPIN.

PEUGEOT EMBAUCHE HUIT CENTS TRAVAILLEURS A MULHOUSE

Mulhouse. — La direction de l'usine Peugeot annonce qu'elle comptait embaucher quelque huit cents salariés d'ici à la fin d'octobre. Cette embauche est rendue nécessaire par la mise en service d'un troisième ligne de montage, qui permettra à l'usine de passer d'une production de SD1AÎINUN voitures à mille cinquante *voitures* par jour. A Mulhouse sont construits les 304, les berlines 104 *et* cent exemplaires de 305 par jours.

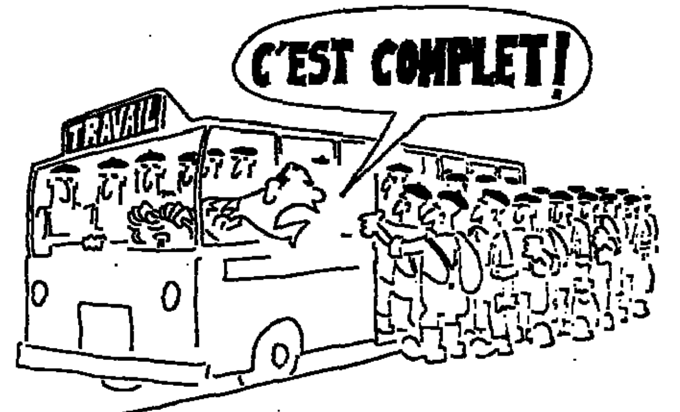
● *Une usine évacuée par les forces de l'ordre.* — Conformément à l'arrêté d'expulsion formulé par le tribunal d'Aix-en-Provence (*le Monde* du 25 août), les forces de l'ordre ont fait évacuer, le lundi 28 août, l'usine *de fabrication* de papier-carton Lafarge emballage, à Bouc-Bel-Air (Bouches-du-Rhône). Une quinzaine de grévistes occupaient cette usine pour protester contre le licenciement de sept salariés, alors que, selon la direction, « *une large majorité des cent vingt membres du personnel avaient exprimé, par écrit, leur désir de reprendre leur travail.* » Les grévistes expulsés ont décidé de camper sur la voie d'accès à l'usine.

● *Les fédérations C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C. et C.F.T.C. de la métallurgie* devaient se rencontrer ce mardi 29 août à 14 h. 30 au siège de la C.F.D.T. à Paris. Cette réunion avait pour objet la préparation des négociations entre les syndicats et les quatre-vingt-quatorze chambres patronales territoriales. Les dates de ces entrevues ne sont pas encore arrêtées, sauf celle concernant la région parisienne, qui *est fixée au 13 septembre.*

ERRATUM. — Une erreur typographique a rendu difficilement compréhensible une phrase de l'article concernant la réduction des abattements fiscaux publié dans *le Monde* daté des 27-28 août. *Il fallait lire : « Comment M. Barre* pourrait-il, en l'état actuel des finances publiques, lancer de nouvelles actions — forcément coûteuses — s'il continue à se fixer comme objectif le rétablissement des équilibres fondamentaux du pays, qui passe nécessairement par la réduction progressive du déficit des comptes de l'Etat. » *D'autre part, dans le même article,* il est fait état d'une réduction des impôts de 7 milliards de deutschemarks en Allemagne de l'Ouest décidée par le chancelier Schmidt. Il fallait lire 11 milliards de deutschemarks.

SOCIAL

LA CRISE DE L'EMPLOI



(Dessin de KONK.)

M. Boulin invite M. Marchais à le rencontrer

M. Robert Boulin, ministre du travail, a adressé le lundi 28 août une lettre à M. Georges Marchais, l'invitant à le rencontrer le vendredi 8 septembre au ministère du travail. Cette invitation était pratiquement annoncée dans la réponse faite par M. Raymond Barre au secrétaire général du P.C. Le premier ministre, opposant une fin de non-recevoir à une demande d'audience du secrétaire général du parti communiste, n'en affirmait pas moins que « *la création et le développement d'emplois stables sont la préoccupation première du gouvernement* ».

Il invitait son interlocuteur à prendre contact avec le ministre du travail pour convenir d'une audience.

La demande d'audience de M. Marchais coïncidait avec la journée sur l'emploi organisée à Paris ce 29 août.

« La Lettre de la Nation » : pourquoi ne pas avoir adressé M. Marchais à M. Fabre ?

Commentant le refus du premier ministre de recevoir M. Marchais, Pierre Charpy écrit dans *la Lettre de la Nation* :

« *Pourquoi ne pas avoir envoyé Georges Marchais à Robert Fabre ? Voilà qui aurait été gentil, et, sait-on jamais, peut-être utile. Avec près de six ans de programme commun entre eux, les deux hommes auraient dû se comprendre, et on se prend à rêver du beau communiqué, naturellement commun, qui aurait scellé leur entrevue dans une belle envolée condamnant sans circonstances atténuantes la politique gouvernementale de l'emploi. C'était beau, tout ça. Et les électeurs qui avaient voulu le contraire auraient été bien contents. Mais voilà que Raymond Barre, tout bêtement, a rappelé à Georges Marchais qu'il existait un ministre du travail et de la participation « plus spécialement chargé de ces problèmes », pour reprendre le bel euphémisme employé par l'hôtel Matignon pour parler du chômage.*

» *Finalement, tout le monde est content : le premier ministre a son mouvement de menton, Georges Marchais un « scandale » de plus à dénoncer et Robert Boulin un certificat de présence au gouvernement. Restent les chômeurs. De tout cela, ils n'ont rien à faire. Il n'y a que leur emploi que les intéresse, et cet intérêt n'est pas prêt d'être satisfait. Les conclusions des travaux sur la révision du VIIe Plan, soumises au gouvernement fin juillet, ne sont pas plus optimistes que les analyses faites précédemment par l'O.C.D.E., l'INSEE, le C.N.P.F., sans parler des prévisions syndicales.* »

LE P.S. DÉNONCE LES « OPÉRATIONS DE FAÇADE »

Le secrétariat national du parti socialiste a publié, ce mardi 29 août, le communiqué suivant : « Si Georges Marchais n'avait pas tout fait, en mars dernier, pour maintenir en place le pouvoir de la droite et des représentants du grand capital, il ne serait pas obligé aujourd'hui de disputer à Robert Fabre les rendez-vous de M. Boulin, après que le premier ministre lui a fermé sa porte.

» On ne lutte pas contre la politique de chômage de Giscard et de Barre par des opérations de façade.

» François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, développera les propositions du parti socialiste en matière d'emploi le 6 septembre prochain, à Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle), dans le cadre de la campagne électorale d'Yvon Tondon. »

Les difficultés du bâtiment

ETERNIT - INDUSTRIES ENVISAGE DE SUPPRIMER NEUF CENT SOIXANTE-QUINZE EMPLOIS

La direction d'Eternit-Industries (*matériaux de construction et de canalisation*), qui emploie 5 050 salariés, envisage la suppression de 975 emplois : 792 ouvriers, 127 agents de maîtrise et 56 cadres seraient touchés par ce plan, qui inclut 333 mises à la retraite anticipées. Ces mesures doivent être annoncées au prochain comité central d'établissement, vendredi 1er septembre.

Six des sept usines du groupe, qui a réalisé en 1977 un chiffre d'affaires de 878 millions de francs, seraient concernées par ces réductions d'effectifs : Prouvy (Nord), Triel (Yvelines), Caronte-Croix-Sainte (Bouches-du-Rhône), Vitry-en-Charolais (Saône-et-Loire), Saint-*Grégoire*, près de Rennes (Ille-et-Vilaine), Terssac, près d'Albi (Tarn). Seule l'usine de Saint-Rambert (Drôme) est épargnée. Les plus touchées sont l'usine de Prouvy, avec 431 suppressions d'emploi (dont 88 préretraites), et celle de Caronte, qui ferme ses portes.

Les difficultés d'Eternit, qui depuis 1974 avait pratiqué une poli*tique de chômage partiel* (dix semaines en 1975, six en 1976, neuf en 1977 et six à la fin de juin 1978), sont directement liées à la réduction des activités du bâtiment et des travaux publics, dont la crise ne cesse de s'aggraver.

ÉTRANGER

NOUVELLE OUVERTURE DE PÉKIN

La Chine s'apprête à contracter un emprunt auprès d'une banque japonaise

La Chine s'apprête à contracter un emprunt auprès de la banque Export-Import du Japon pour des projets de développement énergétiques. Cette information fournie par le vice-président de la banque japonaise, M. Susuma Nakamura, serait de première importance si elle était confirmée.

Jusqu'à présent, en effet, la Chine refusait de s'endetter auprès des pays étrangers (sauf sous forme de paiements différés) ou sur le marché international des capitaux, appliquant en cela une politique assez stricte basée sur le principe : *« Il ne faut compter que sur ses propres forces »* (1). Officiellement, depuis la prise du pouvoir par les communistes, en octobre 1949, Pékin n'a jamais emprunté directement malgré des réserves de devises qui apparaissent plus importantes qu'on ne l'avait pensé jusqu'ici : peut-être 5 milliards de dollars d'or et devises, soit environ six mois d'importations.

Si la Chine avait maintenu cette attitude négative vis-à-vis du crédit international, la politique d'ouverture sur le monde extérieur, et notamment sur l'Occident, prônée par M. Hua Kuo-feng, le nouveau maître du pays, aurait eu des effets extrêmement lents pour les industriels des Etats-Unis, de l'Europe et du Japon, puisque les importations de la Chine n'auraient pas pu augmenter plus vite que ses exportations. Or la Chine n'aura guère à vendre pendant de longues années que ses ressources minérales et énergétiques (pétrole et charbon). Pour considérables qu'elles soient, celles-ci sont difficiles à exploiter et à transporter, comme on l'a vu au moment où Japonais et Chinois négociaient à la fin de l'année dernière le contrat à long terme qui les lie maintenant : jusqu'au dernier moment, Tokyo a fait traîner les choses, inquiet du contenu de l'accord sur le point précis de l'évacuation des ressources énergétiques.

L'information fournie par M. Susuma Nakamura, qui vient de rentrer de Chine, semble bien prouver que Pékin accepte maintenant de s'endetter pour accélérer son développement économique et acquérir une technologie qui lui fait cruellement défaut. Notre confrère l'*International Herald Tribune* n'hésite pas à employer l'expression de *« changement complet de politique »*. Toujours est-il que le porte-parole de la Banque export-import du Japon a déclaré qu'il y avait là *« une étape importante de franchie »*. Le taux d'intérêt de l'emprunt aurait été négocié aux alentours de 6 %. — Al. V.

(1) Voir *le Monde* du 29 août.

LA NATIONAL WESTMINSTER BANK RACHÈTE LA NATIONAL BANK OF NORTH AMERICA

La National Westminster Bank, deuxième banque britannique, va prendre le contrôle de la National Bank of North America, des Etats-Unis.

La banque anglaise rachètera 75,1 % du capital de la National Bank of North America, dont les actifs totalisaient 3,94 milliards de dollars au 1er juin dernier et les bénéfices de 1977 11,26 millions de dollars. La National Bank of North America, qui a cent quarante bureaux à travers les Etats-Unis, appartient à la C.I.T. Financial Corp, l'un des plus grands holdings financiers des Etats-Unis, dont les intérêts s'étendent aux assurances et à l'industrie.

L'opération doit être approuvée par les autorités britanniques et le conseil de la Réserve fédérale. Aux termes de l'accord signé lundi, le C.I.T. pourrait exiger de la National Westminster Bank qu'elle rachète par la suite les 24,9 % restants du capital de la banque américaine.

L'U.R.S.S. VEUT STIMULER LA PRODUCTION DE SEIGLE

(De notre correspondant.)

Moscou. — Alors que la récolte bat son plein en U.R.S.S., le gouvernement soviétique vient de décider des mesures pour augmenter la production du seigle, du sarrasin et du millet. Aucune indication précise n'a été donnée sur la nature de ces mesures, sauf en ce qui concerne le seigle. Les autorités ont décidé d'augmenter de 50 % les prix payés par l'Etat aux kolkhozes et aux sovkhozes pour les livraisons de seigle *dépassant les quantités fixées* par le Plan, même si les entreprises ne remplissent pas leurs engagements pour d'autres céréales. Cette décision est conforme au principe énoncé par le plénum de juillet du comité central du parti communiste soviétique, qui s'était penché sur les problèmes de l'agriculture.

Les mesures prises visent à rendre plus intéressante la production du seigle, dont les surfaces cultivées avaient tendance à diminuer ces dernières années. L'U.R.S.S. a même manqué de farine de seigle pour la fabrication du pain noir, très apprécié des Soviétiques, qui sert aussi de matière première pour une boisson nationale fermentée, le kvas.

D. V.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −	
$ E.-U. ...	4,4340	4,4410	— 75	— 40	— 110	— 70	— 300	— 220
$ can.	3,8600	3,8670	— 80	— 40	— 140	— 95	— 360	— 275
Yen (100).	2,2760	2,2850	+ 85	+ 125	+ 195	+ 235	+ 540	+ 620
D.M.	2,1885	2,1860	+ 55	+ 85	+ 125	+ 155	+ 420	+ 475
Florin ...	2,0130	2,0190	+ 30	+ 55	+ 60	+ 90	+ 155	+ 210
F. B. (100)	3,8845	13,9195	— 300	— 60	— 280	— 20	— 485	— 55
F. S.	2,5960	2,6080	+ 130	+ 160	+ 270	+ 300	+ 815	+ 885
L. (1 000).	5,2361	5,2482	— 370	— 310	— 700	— 620	—1740	—1100
£	8,4835	8,4995	— 295	— 230	— 580	— 505	—1620	—1470

TAUX DES EURO-MONNAIES

D.M.	3 3/16	3 9/16	3 1/4	3 9/16	3 5/16	3 5/8	3 9/16	3 15/16
$ E.-U. ...	8 3/16	8 9/16	8 11/16	9 1/16	8 3/8	8 3/4	8 15/16	9 5/16
Florin ...	3 3/8	3 7/8	4 9/16	5	4 15/16	5 3/8	5 15/16	6 5/16
F. B. (100)	7 1/4	8 3/4	7 3/8	8 1/8	7 3/8	8 1/8	7 3/4	8 1/2
F. S.	1/2	1 1/8	3/16	9/16	3/8	3/4	1	1 3/8
L. (1 000).	12 3/4	15 1/4	14 1/2	15 1/4	14 1/4	15	14 3/8	15 1/8
£	10 1/4	11 1/4	10 7/8	11 3/4	10 7/8	11 5/8	11 5/8	12 3/8
Fr. franc..	7	7 1/2	8	8 1/2	8 3/8	8 7/8	9 1/16	9 9/16

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉNERGIE

Aux États-Unis

Le compromis sur les prix du gaz naturel sera-t-il remis en question ?

De notre correspondant

Washington. — La « guerre de l'énergie » n'est pas près de se terminer entre M. Carter et le Congrès. Le compromis obtenu « à l'arraché » par le président le 17 août, avant son départ en vacances, sur les prix du gaz naturel avait été salué par divers journaux comme une importante victoire (« le Monde » daté 20-21 août). Mais le prix que le président a dû payer risque déjà de tout remettre en question. Aussi M. Carter a-t-il jugé nécessaire d'écourter ses vacances de deux jours afin de « reprendre contact » avec les membres du Congrès sur ces questions énergétiques.

L'affaire des prix du gaz naturel illustre d'abord la complexité du processus législatif américain. Pour qu'un projet de loi soit adopté, il faut qu'il soit voté dans les mêmes termes par les deux Chambres. Si l'une d'entre elles décide de modifier, même très légèrement, un texte, celui-ci est renvoyé à une « conférence » composée de délégations des représentants et des sénateurs. Le nouveau projet qui sort de ses délibérations est envoyé à chacune des deux Chambres qui vote séparément. Si l'une d'elles refuse le compromis intervenu et vote de nouveaux amendements, une nouvelle conférence se réunit et le cycle recommence jusqu'à l'accord complet des deux Chambres.

Le différend sur les prix du gaz naturel a mis à rude épreuve ce processus. La Chambre avait approuvé il y a un an, à quelques nuances près, *le programme* présenté par le gouvernement : l'Etat fédéral maintenait son contrôle sur les prix du gaz dit « interstate » (c'est-à-dire produit dans un Etat et consommé dans un autre) et l'étendait au gaz « intrastate » (c'est-à-dire produit et consommé dans les frontières d'un même Etat). En échange, on consentait une hausse modique du prix imposé, qui passait de 1,49 dollar par 1 000 pieds cubes aujourd'hui, à 1,75 immédiatement. Le Sénat, lui, a rejeté ce programme et s'est prononcé pour une mesure beaucoup plus favorable aux compagnies productrices : selon sa version, tout contrôle aurait cessé d'être exercé sur les prix dans un délai de deux ans.

La conférence avait donc fort à faire pour concilier deux projets aussi contradictoires. Composée de dix-sept sénateurs et de vingt-cinq représentants, elle a siégé deux cent dix-neuf jours avant de jeter, le 24 mai dernier, les bases d'un compromis. En substance, le prix du gaz nouvellement produit passerait à 1,93 dollar par 1 000 pieds cubes immédiatement. Il serait relevé ensuite d'environ 10 % par an jusqu'à 1985, date à laquelle il serait libéré de tout contrôle. Le gaz « intrastate » serait inclus dans le contrôle comme le voulait M. Carter, mais seulement pendant les sept années de la période transitoire. Enfin, en cas de nécessité, l'Etat fédéral pourrait réimposer un contrôle après 1985, pour une période n'excédant pas dix-huit mois. A moins d'en être empêché par un veto conjoint des deux Chambres.

Cet accord de mai, qui représentait la percée politique la plus importante, n'arrêtait pas cependant le processus législatif. Il fallut d'abord le *« mettre en forme »*, ce qui a occupé les experts pendant plus de deux mois. Puis le faire accepter par chacune des délégations à la conférence. Autrement dit, il fallait l'approbation de neuf au moins des dix-sept sénateurs et de treize représentants sur vingt-cinq, chaque camp devant être convaincu par des arguments différents. Les représentants, dans leur majorité, estimaient que le compromis faisait la part trop belle aux producteurs, les sénateurs considéraient au contraire que la solution adoptée n'était pas assez *« stimulante »* pour ceux-ci.

Le président a cru franchir cette étape la semaine dernière en ralliant deux nouveaux votes dans chacune des délégations à la conférence. Même si tel avait été le cas, la bataille n'était pas encore gagnée devant les deux Chambres votant en séance plénière. En règle générale, les décisions des conférences sont ratifiées par les parlementaires, mais cette fois le sujet est trop délicat pour que le succès soit garanti. Au Sénat notamment, les adversaires de la libération des prix (paradoxalement les « libéraux », autrement dit l'aile gauche de l'éventail politique) avaient déclenché en décembre dernier une procédure d'obstruction *(« Filibuster »)* pour empêcher le vote de leurs collègues. On leur prête l'intention de recommencer cette fois-ci.

Confusion

L'affaire est très confuse sur le plan politique autant qu'économique. Bien peu d'experts semblent en mesure de trouver leur chemin dans le maquis d'un texte qui ne compte pas moins de 171 pages et distingue entre quelque dix-sept catégories de gaz naturel. Six de ces catégories sont concernées par la libération des prix (essentiellement les gaz nouvellement découverts, ou extraits à grande profondeur des nappes existantes). Comme les compagnies sont libres, à l'intérieur de certaines limites, de décider dans quelle catégorie tombe leur production, la défense des intérêts de l'Etat et des consommateurs ne se présente pas sous le meilleur jour. Ces incertitudes expliquent les variations constatées entre les estimations de chaque camp sur le coût des nouvelles mesures pour les familles américaines. Des experts du Congrès avaient chiffré ce coût au printemps dernier et conclu que le compromis du 24 mai reviendrait à 25 ou 30 milliards de dollars de plus que le premier projet de M. Carter. Aussi bien les assurances données plus récemment par M. Schlesinger, secrétaire à l'énergie, selon lequel la différence sera insignifiante, ne sont guère prises au sérieux.

Sur le plan politique, la valse-hésitation à laquelle s'est livré M. Carter explique une bonne part des difficultés rencontrées. Pendant sa campagne électorale, le futur président s'était prononcé pour une libération progressive des prix du gaz. Il y renonçait dans son programme énergétique d'avril 1977, estimant qu'une telle mesure serait dans les conditions actuelles *« désastreuse pour notre économie et pour les familles américaines »*. Il durcissait encore son attitude après le vote du Sénat l'an dernier, allant jusqu'à accuser les compagnies pétrolières, le 13 octobre, de préparer *« le plus grand pillage de l'histoire »*.

Cet élan *« populiste »* devait rester sans lendemain. Soucieux d'obtenir du Congrès n'importe quel programme énergétique plutôt que de perdre la face après avoir déployé tant d'efforts (sa décision d'ajourner de deux mois son voyage en Europe et en Asie, dans le vain espoir de faire pression sur le Congrès, apparaît bien dérisoire aujourd'hui), M. Carter se ralliait au printemps à l'idée d'une libération des prix. Ce faisant, il mécontentait gravement ses amis libéraux du Congrès, à qui il donnait l'impression d'abandonner au milieu du gué. Il a fallu déployer au moins autant d'efforts dans leur direction que pour atténuer les appétits des compagnies pétrolières et de leurs supporters.

Pas de clerc sur le nucléaire

C'est précisément au cours de ces tractations que le président a commis un nouvel impair. Pour rallier au compromis sur le gaz un sénateur membre de la conférence, M. McLure, M. Carter a promis de ne pas s'opposer à des investissements pour la recherche sur les surrégénérateurs si ceux-ci venaient à être votés par le Congrès, dans des limites de 1,5 milliard de dollars. M. McLure, dont l'Etat natal, l'Idaho, est intéressé à ces recherches, s'est déclaré satisfait. Mais le geste a *soulevé une tempête parmi les* écologistes et autres partisans de la politique « antiplutonium » poursuivie par l'administration. Ceux-ci ont eu beau jeu de rappeler au président son hostilité maintes *fois* affirmée aux surrégénérateurs, qui s'était traduite par un veto de la Maison Blanche aux crédits pour l'installation de Clinch River, dans le Tennessee. Officiellement, cette décision n'est pas renversée (M. Carter ne pouvait se déjuger à ce point) et les surrégénérateurs « à étudier » devront être construits ailleurs. Mais, du coup, M. Howard Baker, sénateur du Tennessee, n'y comprend plus rien et menace de retirer son soutien au compromis sur le gaz. Or il est le chef de la minorité républicaine au Sénat et pourrait entraîner de nombreux collègues dans son sillage.

Une semaine après sa *« victoire »* du 17 août, M. Carter a donc réussi à souder contre lui une coalition d'adversaires et de partisans de la libération des prix du gaz, unis contre sa volte-face en matière nucléaire. M. Ted Kennedy, d'ordinaire soucieux de ne pas trop se démarquer de l'administration, a dit, jeudi 24 août son désaccord, tandis que deux sénateurs, dont le rôle a été décisif dans le compromis sur le gaz dénonçaient soudain l' *« hypocrisie »*, voire le *« chantage politique »*, pratiqué par le président. Quant au sénateur Long, tout puissant représentant de la Louisiane — et des producteurs de gaz, — *il* s'est empressé de prendre lui aussi ses distances.

La question du gaz naturel déchaîne les passions depuis près d'un quart de siècle, toutes les fois qu'il est question de libérer son prix, ce qui explique une partie des difficultés actuelles. On ne saurait oublier pour autant le problème encore plus important des prix du pétrole extrait aux Etats-Unis. Or, la taxe sur le *« brut »*, dont M. Carter avait dit qu'elle était la *« pièce maîtresse »* de son programme sur l'énergie semble bel et bien enterrée par le Sénat. Un accord sur le gaz ne signifiera donc pas encore que les Etats-Unis sont enfin parvenus à adopter ce programme énergétique cohérent dont on attend, paraît-il, le salut du dollar. Au point où en est arrivé M. Carter ce serait néanmoins un succès politique, mais l'actuel président semble prendre plaisir à *faire* de l'art de gouverner — déjà bien difficile aux Etats-Unis — une véritable gageure.

MICHEL TATU.

ETATS-UNIS

● *Pour la première fois une femme va siéger* au conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine. Le président Carter a nommé à ce conseil le 28 août Mme Nancy Teeters, principal économiste de la commission budgétaire de la Chambre des représentants. Agée de quarante-huit ans, Mme Teeters occupera le fauteuil de M. Arthur Burns, ancien président de la FED. — *(A.F.P.)*

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
28 AOUT

Calme et soutenu

La première vague des retours de vacances n'a pas modifié profondément l'atmosphère au Palais Brongniart, où la première séance de la semaine s'est déroulée dans le calme le plus complet. Les valeurs françaises n'en ont pas moins conservé leur bonne orientation, et l'indicateur instantané a terminé en progrès de 0,3 % environ.

Hormis les métallurgiques, relativement faibles dans l'ensemble, la plupart des compartiments ont été irréguliers avec une légère prédominance de hausses. Seuls le bâtiment et les pétroles se sont vraiment distingués. Les meilleures performances de la séance ont été réalisées par Maritime des Chargeurs (+ 6,5 %), Prénatal (+ 5 %) et Chargeurs Réunis (+ 4,5 %). A l'inverse, Locafrance, G.M.T. et Kléber ont fléchi de 4 % chacun.

« Il n'y a pratiquement rien à vendre », faisait remarquer un gérant d'organisme de placement collectif, contraint, disait-il, d'attendre les jours suivants pour procéder aux acquisitions nécessaires à la constitution d'un portefeuille de SICAV - Monory. Sans aller jusque-là, il est vrai que la majorité des professionnels autour de la corbeille insistaient plus sur l'absence de « papier » que sur la faiblesse du courant d'achat. Reste à savoir s'ils ne déploreront pas l'inverse mardi ou mercredi...

Aux valeurs étrangères, également peu traitées, l'effritement a été quasi général.

Sur le marché de l'or, un peu désordonné en l'absence des indications de Londres où la Bourse est fermée, le lingot a néanmoins gagné 150 F à 28 600 F, après 28 700 F. A l'inverse, le napoléon a cédé 3,80 F à 256,20 F. Le volume des transactions s'est établi à 11,79 millions de francs contre 9,77 millions.

LONDRES

Nouveau repli

Fermé le 28 août pour le « Bank Holiday », le marché de Londres a repris son activité mardi matin. La tendance était plutôt lourde à l'ouverture, et peu après, l'indice des industrielles perdait 3,7 points à 509,7. Recul des pétroles. Relative stabilité des mines d'or. Allure soutenue des Fonds d'État.

Or (ouverture) (dollars) 198 40 contre 198 ..

VALEURS	CLOTURE 25 8	COURS 29 8
Beecham	718 ...	713 ...
British Petroleum	9 2 ...	909 ...
Courtaulds	118 ...	115 ...
De Beers	422 ...	415 ...
Imperial Chemical	485 ...	482 ...
Rio Tinto Zinc Corp.	248 ...	241 ...
Shell	583 ...	585 ...
Vickers	281 ...	282
War Loan 3 1/2 %	31 7/16	31 7/16
*West Driefontein	31 ...	30 3 4
*Western Holdings	28 ...	27 1 2

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CASINO. — Au cours des sept premiers mois de l'exercice 1978, la société a réalisé un chiffre d'affaires T.T.C. de 4,05 milliards de francs, soit une progression de 15,14 % par rapport au chiffre réalisé au cours de la même période de 1977.

FILÉS DE FOURMIES. — La société a cédé 12,2 % du capital de Armand Thiéry-Sigrand à des acquéreurs dont l'identité n'a pas été révélée. L'opération s'est effectuée le 25 août en Bourse. Plusieurs autres opérations du même type devraient avoir lieu prochainement. Le but de la société des Filés de Fourmies (détenue à 14 % par Rhône-Poulenc et à 17 % par Suez) est d'abandonner la totalité de sa participation dans Armand Thiéry-Sigrand (32 % au total) pour financer l'adaptation de son outil de production et développer, à l'étranger surtout, ses moyens commerciaux.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 30 déc. 1977.)

	25 août	28 août
Valeurs françaises ..	147,6	147,9
Valeurs étrangères ..	106,5	106,3
Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)		
Indice général	84	84,2

NEW-YORK

Forte baisse

Les cours se sont fortement repliés lundi au New York Stock Exchange où, à l'issue d'une séance assez active (32 millions d'actions ont changé de mains contre 36,19 millions à la veille du week-end), l'indice Dow Jones a enregistré une baisse de 10,65 points avant de revenir s'établir largement au-dessous du seuil « psychologique » des « 900 », à 884,88 exactement.

Sur 1 918 valeurs traitées, 469 seulement sont parvenues à progresser encore un peu, tandis que 1 114 se repliaient, et 335 restaient inchangées.

Première explication technique de la baisse : les investisseurs institutionnels ont brusquement ralenti leur *participation* au marché (329 « paquets » d'au moins dix mille actions, ont été échangés, contre 423 « paquets » vendredi).

Les organismes de placements collectifs commenceraient-ils, eux aussi, à s'inquiéter du renchérissement des taux d'intérêt ? Une chose est sûre : c'est bien ce phénomène déclenché pour lutter à la fois contre la baisse du dollar et une inflation trop vive qui est à la source même du repli de Wall Street...

VALEURS	COURS 25 8	COURS 28 8
Alcoa	46 1 4	46 ...
A.T.T.	61 1 8	60 3 4
Boeing	69 3 4	67 3 4
Chase Manhattan Bank	34 ...	33 3 4
Du Pont de Nemours	126 ...	123 3 4
Eastman Kodak	66 ...	64 3 4
Exxon	49 7 8	49 3 4
Ford	45 5 8	45 1 2
General Electric	56 3 8	56 3 8
General Foods	33 3 4	33 5 8
General Motors	64 1 4	63 3 8
Goodyear	17 7 8	17 3 4
I.B.M.	297 1 4	295
I.T.T.	32 3 4	32 3 4
Kennecott	23 7 8	23 1/2
Mobil Oil	66 3 8	66 3 8
Pfizer	36 5 8	36 1 8
Schlumberger	89 3 8	87 3 4
Texaco	24 7 8	24 1 2
U.A.L. Inc.	40 ..	39 1/4
Union Carbide	41 3 4	41 ...
U.S. Steel	27 3 4	27 ...
Westinghouse	23 3 8	23 ...
Xerox	59 7 8	58 3/4

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	28 8	29 8
1 dollar (en yens)	192 45	194 80

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 7 ... %

BOURSE DE PARIS — 28 AOUT — COMPTANT

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché.

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 28 8	COURS DES BILLETS achat de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 400	4 388	4 39
Allemagne (100 DM)	218 25	218 70	219
Belgique (100 F)	13 890	13 89	13 475
Pays-Bas (100 fl.)	201 20	201 40	201 50
Danemark (100 krd)	78 88	79 18	78 50
Suède (100 krs)	98 58	98 50	98 25
Norvège (100 k.)	83 20	83 80	82 60
Grande-Bretagne (£ 1)	8 481	8 475	8 50
Italie (1 000 lires)	5 213	5 217	5 35
Suisse (100 fr.)	261	260 95	261 50
Autriche (100 sch.)	30 725	30 230	30 25
Espagne (100 pes.)	5 928	5 930	5 85
Portugal (100 esc.)	9 630	9 555	9 75
Canada ($ can 1)	3 848	3 842	3 845
Japon (100 yens)	2 285	2 248	2 24

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 28 8
Or fin (kilo en barre)	28450	28450
Or fin (en lingot)	28450	28600
Pièce française (20 fr.)	260	256 20
Pièce française (10 fr.)	207	207
Pièce suisse (20 fr.)	260 30	260 50
Union latine (20 fr.)	230	230
Souverain	255 20	264
Pièce de 20 dollars	1265 20	1267 80
Pièce de 10 dollars	665	665
Pièce de 5 dollars	430	
Pièce de 50 pesos	1112	1111
Pièce de 10 florins	230 10	230

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 29 août 1978 a été tiré à 560 130 exemplaires.

A B C D E F G

LA GRÈVE DES CONTROLEURS AÉRIENS

Le trafic avec l'Europe du Sud subit de sérieuses perturbations

La grève du zèle des contrôleurs aériens continue de perturber le trafic aérien, notamment en provenance ou à destination de l'Europe du Sud. L'augmentation du nombre de vols programmés, liée aux retours de vacances, explique une certaine dégradation de la situation dans les aéroports français et européens.

A *Orly et à Roissy*, quarante-cinq vols ont été annulés, le lundi 28 août. La moyenne des retards a été d'environ une heure. Le mardi 29 août, huit cent quatre-vingt-dix mouvements étaient programmés sur les aéroports parisiens et, en milieu *de matinée, les vols accusaient un* retard moyen de quarante-cinq minutes, au départ comme à l'arrivée.

L'aéroport espagnol le plus encombré est, comme toujours, celui de Palma de Majorque, aux Baléares, où, le lundi matin 28 août, une vingtaine d'avions étaient bloqués sur les pistes ; les retards pouvaient atteindre vingt-quatre heures à l'arrivée ou au départ des vols internationaux. A Londres, deux mille touristes dont les départs vers l'Espagne avaient été retardés de dix à 15 heures ont passé la nuit à l'aéroport de Gatwick. Les retards dans la journée du lundi 28 août ont atteint quatre à cinq heures. La situation s'est, en revanche, *améliorée à Amsterdam*. Le lundi 28 août, les vols en provenance de l'Europe du Sud accusaient toutefois des retards de trois à seize heures.

L'intersyndicale du centre de contrôle régional (C.C.R.) d'Aix-en-Provence a indiqué qu'une collision en vol avait été évitée de justesse, le lundi 28 août, à 17 heures, à la verticale de Lyon. Une Caravelle de la compagnie charter L.T.U. qui reliait le Portugal à Düsseldorf en naviguant à vue a croisé de près une Caravelle d'Air France qui venait de décoller de Genève en direction de Toulouse.

L'avion de la L.T.U. volait à 18 500 pieds, légèrement au-dessous du maximum autorisé pour le vol à vue, qui est de 19 500 pieds. L'appareil d'Air France, montant dans le même axe en sens opposé, achevait de traverser l'espace inférieur que partagent vols à vue et vols aux instruments. Le commandant de bord de la Caravelle allemande aurait répondu répondu aux contrôleurs aériens qu'il naviguait à vue *« parce qu'il faisait beau et que la visibilité était bonne »*.

Les aiguilleurs du ciel d'Aix, qui contrôlaient le « Genève-Toulouse », ont fait observer qu'*« une chose est de faire du vol à vue avce un avion de tourisme, plus lent, très maniable, et autre chose de le faire avec un appareil de 80 tonnes dont l'inertie est énorme et qui se rapproche à 1 600 et 1 800 kilomètres à l'heure d'un avion du même type lui faisant face, soit presque deux fois plus vite qu'une balle sortant du canon d'un fusil »*.

Air France précise toutefois qu'après enquête auprès des personnels concernés, il n'y a pas eu de risque de collision en vol, comme l'avaient laissé entendre les contrôleurs aériens.

★ Renseignements Air France : 535-61-61 ; Air Inter : 687-12-12 ; U.T.A. : 864-13-47 ; aéroport d'Orly : 853-12-34 ; aéroport de Roissy : 862-22-80.

Les propositions de rachat partiel du groupe Terrin

Les cadres C.G.C. demandent l'arbitrage du premier ministre

De notre correspondant régional

Marseille. — Le personnel de Terrin, à Marseille, devait être informé, le mardi 29 août, lors d'une réunion des comités d'entreprise des sociétés intéressées, des propositions de rachat partiel du groupe présentées par M. Gilbert Fournier, président-directeur général des Ateliers et Chantiers du Havre (« le Monde » du 23 août).

Les syndics du règlement judiciaire ont précisé que l'offre d'acquisition faite par M. Fournier englobait les actifs et les fonds de commerce de la Société provençale des ateliers Terrin (SPAT), de la Société des ateliers provençaux (AP), de la société Sud-Marine, de la société Mécanique-Etang, et des « travaux sur site » actuellement rattachée à la Société des ateliers de la Méditerranée (SAM) *« au prix total et forfaitaire de 50 millions de francs payables en vingt ans sans intérêts »*.

Les syndics ont indiqué que le « plan Fournier » prévoyait le maintien de l'emploi pour 1 000 à 1 100 personnes au titre de la réparation navale, de 540 personnes pour Sud-Marine et de 218 pour les « travaux sur site ». Les effectifs actuels des deux sociétés de réparation navale (SPAT et AP) atteignent plus de 1 750 salariés, et ceux de Sud-Marine un peu moins de 600.

Le P.D.G. des Chantiers du Havre exigerait également l'accord du personnel concerné pour prolonger les contrats de travail selon un nouveau statut entraînant *« le réexamen général des éléments composant les rémunérations ainsi que les règles de fonctionnement des relations entre les entreprises et le personnel dans la profession »*.

Les cadres C.G.C. du groupe Terrin ont adressé au premier ministre une lettre ouverte dans laquelle ils déplorent notamment que toutes leurs suggestions n'aient *« en aucun cas et à aucun moment »* été prises en considération. *« Il paraît surprenant,* écrivent-ils, *que tous les plans de redressement successifs soient passés par des licenciements massifs et n'aient apporté jusqu'à ce jour aucune solution technique durable. »*

A leur avis, rien ne prouve que *« l'option choisie* (par le plan Fournier) *réponde aux tendances actuelles du marché. En effet, le chiffre de 110 000 heures productives par mois paraît être arbitraire et ne tient pas compte du potentiel des sous-traitants des installations de la SPAT et du port de Marseille. »*

« Nous ne nous considérons pas, quant à nous, comme un canard boiteux, écrivent-ils à M. Raymond Barre. *On ne peut effacer du jour au lendemain des générations de travail et de technicité. Seule une intervention énergique de votre part auprès de vos services permettrait de faire définitivement le « bon choix » et de rendre son devenir à la fenêtre française sur la Méditerranée. »*

GUY PORTE.

Les licenciements aux chantiers navals *de La Ciotat*

LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MARSEILLE JUGE IRRECEVABLE LA PLAINTE DES SYNDICATS

(De notre correspondant.)

Marseille. — La chambre civile du tribunal de grande instance de Marseille, présidée par M. Bou, a jugé irrecevable la requête introduite *conjointement* par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. des Chantiers navals de La Ciotat, contre la décision prise par la direction de procéder à plus de mille six cents licenciements.

Les syndicats demandaient au tribunal de considérer ces licenciements comme une décision d'ordre structurel, dictée par un souci de restructuration des chantiers, et non pas conjoncturel, espérant ainsi *prolonger le délai légal de réflexion* accordé au comité d'entreprise avant que ne soit établie la demande administrative de licenciements, délai qui s'achève le 30 août.

Ce sursis aurait alors porté le délai de réflexion de cinq à quatorze semaines, ce qui aurait permis, dans l'esprit des requérants, au comité d'entreprise d'étudier un dossier financier particulièrement complexe et d'ouvrir d'éventuelles négociations.

La direction des chantiers navals estimait, au contraire, que ces trois mois de délai supplémentaire l'auraient obligée à prévoir un nouveau train de licenciements. Il y a au contraire urgence, a-t-elle argumenté, chaque mois qui passe coûtant à l'entreprise presque autant que la valeur de son capital. — J. C.

NOUVELLE HAUSSE DU DOLLAR : 4,43 F

La suppression par la Réserve *fédérale des Etats-Unis* de l'obligation faite aux banques américaines de constituer des réserves sur les emprunts lancés à l'étranger a été bien accueillie mardi 29 août sur les grandes places financières internationales. Après vingt-quatre heures de pause, le dollar a repris partout son ascension à un rythme rapide.

D'un jour à l'autre, la devise américaine est passée de 4,3985 F à 4,4350 à Paris, de 2,8166 DM à 2,8320 à Francfort, et de 1,6875 F.S. à 1,7025 à Zurich. Elle a valu également plus chère à Londres, où, après le chômage du 28 août pour le « Bank Holida_ », la livre sterling s'échangeait contre 1,9140 dollar au lieu de 1,9230 dollar vendredi dernier. A Tokyo, enfin, le dollar a atteint en clôture son niveau le plus haut depuis cinq semaines (194,30 yens contre 192,475 la veille).

PARTI DE TOULOUSE LE 27 JUILLET

Un avion français a disparu au large de l'Italie du Sud

Un avion français, parti de Toulouse, a disparu depuis un mois au large de l'Italie du Sud, dans des conditions qui apparaissent au fil des jours de plus en plus mystérieuses. L'histoire de ce vol, jusqu'à Palerme, est relativement simple. C'est le 27 juillet dernier, à 12 heures (heure locale), que le DC-3 a décollé de Toulouse. Selon les informations recueillies à l'aéroport, l'équipage de l'avion avait déposé auprès de la tour de contrôle un plan de vol en bonne et due forme à destination de Palerme. Trois personnes devaient participer au voyage : d'une part, l'équipage, MM. Roland Raucoules, quarante-trois ans, et Philippe Toutut, vingt-huit ans, tous deux pilotes réguliers de la compagnie régionale Uni Air Rouergue à l'époque des vacances ; d'autre part, M. Michel Bonouvrier, commanditaire du vol. Depuis, on est sans nouvelles de ces trois personnes. MM. Raucoules et Toutut devaient reprendre leur travail respectivement les 12 et 15 août.

De M. Raucoules, commandant de bord, on sait qu'il avait une grande expérience aérienne. Pilote militaire à l'origine, il devait par la suite longtemps travailler, à titre personnel, au Biafra, avant de passer dans plusieurs compagnies. M. *Toutut, co-pilote,* est pour sa part moins expérimenté. Reste M. Bonouvrier, acheteur du DC-3, immatriculé nouvellement au mois de juillet Fox - Bravo - India - Echo - Echo (F.-B.I.E.E.), dont on ne sait rien, si ce n'est que son identité *avouée et son adresse professionnelle* — à l'aéroport de Paris-Le Bourget — ne correspondent à rien.

Le DC-3 décolle de Toulouse-Blagnac avec, semble-t-il, un maigre chargement de quelques bidons vides.

Cet appareil avait été acheté à Air Gabon par une société basée à Nice, Général Air Service, spécialisée dans l'achat et la revente de matériels d'aviation, dirigée par M. Robert Boname. Il avait été entièrement remis en état dans les hangars de l'aérodrome de Toulouse-Blagnac où il était resté pendant près d'un an et demi. Le Dakota était donc en parfait état de marche, ce qui fait dire à M. Boname, qu'il n'a pas pu être victime d'un accident. Il avait obtenu un certificat de navigabilité auprès de la direction de l'aviation civile, en juin dernier.

Dans le courant du mois de juillet un certain M. Michel Bonouvrier contacte, à Toulouse, un pilote professionnel, M. Pierre Teyssedre et lui demande où il peut acheter un DC 6. Devant le prix — 2 millions de francs » M. Bonouvrier lui préfère finalement un DC 3. M. Teyssedre va donc jouer le rôle d'intermédiaire entre M. Bonouvrier et M. Boname. Le marché est conclu *rapidement*. M. Bonouvrier déclare qu'il doit exécuter, fin juillet en Thaïlande, un contrat au terme duquel il doit ravitailler à l'intérieur de ce pays des forestiers et des pétroliers. M. Boname vend l'appareil le 27 juillet à M. Teyssedre pour la somme de 470 000 F. Le Dakota sera ensuite revendu 500 000 F à M. Bonouvrier, la transaction s'opère en argent liquide. M. Bonouvrier a donné pour seule adresse l'aéroport du Bourget. Mais celle-ci se révélera fausse.

Le *mystérieux* M. Bonouvrier est pressé. Le Dakota, remis à neuf, partira le jour même avec deux pilotes, MM. Roland Raucoule et Philippe Toutut. M. Teyssedre qui occasionnellement est le pilote de M. Jacques Blanc, secrétaire général du P.R., ne peut en effet se rendre en Sicile et a proposé à ses deux camarades de faire le voyage.

Arrivé dans le sud de l'Italie, le DC-3 se pose comme prévu à Palerme, seule escale italienne de l'avion connue des enquêteurs. Les trois hommes se rendent alors en ville, à l'hôtel *« Baia Verde »*. Le 28 juillet au matin, les trois personnes retournent à *l'aéroport. Il semble qu'une* légère modification intervienne alors : M. Bonouvrier ne serait pas reparti. Au surplus, il apparaît que l'équipage — même s'il n'en est rien en définitive — devait également être remplacé. Un certain Michel Winter devait faire partie *du voyage. Toujours est-il que le* DC-3 décolle. Sept minutes plus tard, le contact radio avec la tour de contrôle le Catane sera brutalement interrompu sans qu'aucun signal ou appel au secours n'ait été donné. Dernière indication, le plan de vol déposé par l'équipage à Palerme donne comme terme de l'équipée la Thaïlande, qui ne pourrait être atteinte sans plusieurs escales.

En fait, de nombreuses hypothèses viennent contredire cette première version officielle. Ainsi M. Pierre Teyssedre lui-même, pilote professionnel, soulève la possibilité que le DC-3 se soit dirigé vers le Tchad ou le sud de la Libye. En écartant l'hypothèse d'un accident, les enquêteurs sont amenés à poser les questions classiques : trafic d'armes ? Trafic de devises ? Affaire d'espionnage ? *Les services secrets* italiens et américains s'intéressent au plan de vol de ce mystérieux avion. — M.B.R. et L.G.

ANCIEN COLLABORATEUR DU « MONDE »

Philippe Ben est mort à Tel-Aviv

Philippe Ben, qui collabora au « Monde » de 1952 à 1976, est mort vendredi dernier 25 août à Tel-Aviv des suites d'une longue maladie. Il était né en 1913 à Lodz (Pologne). « Le Monde » présente à sa famille ses condoléances les plus sincères.

Philippe Ben, de son vrai nom Norbert Niswski, était un journaliste d'une grande honnêteté, un esprit curieux de tout, un informateur infatigable. Il n'avait pas son pareil pour tout savoir et tout comprendre avant tout le monde et pour le dire de la manière la plus directe. Sa vie avait été lourdement marqué par l'histoire de ce siècle. Né dans la partie de l'ancienne Pologne que l'accord Staline — Ribbentrop de 1939 attribuait à l'U.R.S.S., il tenta de s'enfuir en Roumanie à l'approche des troupes soviétiques. Arrêté par les nouveaux maîtres du pays, jugé comme déserteur, il fut envoyé dans un goulag de Carelie. C'est là qu'un beau jour on vint le chercher pour le *ramener à Moscou. Il s'attendait* à changer de prison. Mais il se retrouva dans une chambre d'hôtel où l'attendait un uniforme d'officier de l'armée polonaise : entre temps les nazis avaient attaqué l'U.R.S.S. et la Pologne, de *« monstrueux avortons du traité de Versailles »*, comme l'avait appelé Molotov, était redevenue une alliée. Philippe Ben fut affecté au service d'information de l'armée Anders et stationné un certain temps dans la la région proche de la frontière iranienne.

A la fin de *la guerre*, il apprit que presque toute sa *famille* avait disparu dans les chambres à gaz. Il gagna Israël où il reprit son métier de journaliste à *Maariv* et devint le premier correspondant du *Monde*. En 1956 il apprit que son pays d'origine *commençait à se rouvrir aux visiteurs étrangers. Il s'y trouvait* au moment de l'émeute de Poznan, qui devait conduire au retour au pouvoir de Gomulka, mis en prison sous Staline pour titisme. Il y retourna par la suite et envoya à notre journal sur les diverses phases du « printemps en octobre » polonais des reportages de premier ordre qui étaient autant de pages d'histoire.

Par la suite il décida de partir pour New-York, où il fut jusqu'à 1976, date de son départ à la retraite, le correspondant commun de notre journal et de *Maariv*. C'était une personnalité familière des Nations unies, où il jouissait de l'estime générale.

A. F.

MORT DE M. ANDRÉ COLIN

M. André Colin, ancien ministre, sénateur centriste du Finistère, président du conseil régional de Bretagne, est décédé dans la nuit de lundi à mardi, à l'âge de soixante-huit ans.

La polémique sur le rôle du Conseil constitutionnel

M. Peyrefitte pense que l'opposition a été plus favorisée que la majorité

A la suite de la polémique qui s'est engagée sur le rôle du Conseil constitutionnel comme juge de la régularité des élections législatives, M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, a rendu publique la déclaration suivante, le mardi 29 août :

« Le Conseil constitutionnel a fait l'objet de vives critiques de la part de certains porte-parole *de l'opposition. Plusieurs juristes* ou personnalités politiques y ont aussitôt répondu. Cependant, le renouvellement de ces attaques a rendu souhaitable, hors de toute polémique, une mise au point circonstanciée.

» 1) En matière d'élections législatives, les *invalidations* prononcées depuis 1958 par le Conseil constitutionnel ont été deux fois moins nombreuses en moyenne par législature que sous la IVe République. Elles ont toujours été fondées — comme celles du Conseil d'Etat en matière d'élections municipales et cantonales — sur des motifs strictement juridiques, sans qu'il soit tenu le moindre compte des appartenances politiques. Sur vingt-cinq invalidations prononcées, dix seulement l'ont été au détriment de députés de l'opposition, quinze autres frappant des députés de la majorité.

» Ces chiffres font apparaître un indiscutable progrès par rapport au système en vigueur avant 1958, où les assemblées étaient elles-mêmes juges de la régularité *de l'élection de leurs membres* et exerçaient le plus souvent ce droit à l'encontre de parlementaires n'appartenant pas aux partis de la majorité du moment. On se souvient par exemple des conditions surprenantes dans lesquelles onze députés « poujadistes » ont été invalidés et remplacés par onze candidats d'autres partis sans qu'il ait été procédé à de nouvelles élections.

» 2) Depuis 1974, les parlementaires bénéficient du droit de saisir le Conseil constitutionnel de la *constitutionnalité* des lois. Les membres de l'opposition ont été à l'origine de la quasi-totalité des saisines. Des sept lois déclarées non conformes à la Constitution depuis 1974, six l'ont été à l'initiative de l'opposition. Ces décisions ont fait échec à des textes d'origine gouvernementale (fouille des véhicules, juge unique en matière pénale, etc.) ou proposés par un membre de la majorité (ex. : enseignement agricole privé).

» Ainsi, qu'il s'agisse de contentieux électoral ou législatif, les décisions du Conseil constitutionnel ont été beaucoup plus favorables à l'opposition qu'à la majorité. Ces constatations font ressortir le caractère tout à fait injustifié et déplacé des critiques adressées au Conseil constitutionnel. »

